

**Succès
de la grève générale
en Italie**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,85 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 35 c. ; G.B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 t. ; Yougoslavie, 95 d.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le renforcement du Fonds monétaire

Depuis que les plus gros pays débiteurs du tiers-monde et du monde socialiste (Mexique, Argentine, Brésil, Pologne, Yougoslavie) sont en état de cessation de paiements et qu'il est avéré qu'ils ne pourront, dans les mois et les années à venir, continuer à payer les seuls intérêts de leurs dettes respectives - le remboursement du principal est différé de trois ou quatre ans par les divers accords de « rééchelonnement » déjà conclus ou en cours de négociation - qu'à la condition de recevoir de nouveaux crédits, les gouvernements des pays riches et les institutions financières internationales ont un seul et grand objectif : convaincre à tout prix, de gré et par la force, les banques prétendues de poursuivre leurs opérations, même si la liste des créanciers potentiels s'allonge tous les jours.

C'est dans ce contexte d'incertitude partagée qu'il convient d'apprécier l'accord conclu, mardi à Paris, par la session ministérielle du groupe des Dix - États-Unis, R.F.A., France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada et Japon, - à laquelle participait aussi le gouverneur de la Banque nationale suisse, Les Dix, qui vont bientôt devenir onze grâce à la prochaine adhésion aux Accords généraux d'emprunts (A.G.E.), de la Confédération helvétique, ont mis en place la première pièce du dispositif qui doit apporter au Fonds monétaire, entre 30 et 40 milliards de dollars de ressources nouvelles en devises convertibles (les seules qui soient utilisables).

A cet effet, les pays signataires des A.G.E. s'engagent à prêter en cas d'urgence - ce sera à eux d'en décider - au Fonds monétaire quelque 19 milliards de dollars, soit deux fois et demie plus que la somme actuellement prévue. Les ressources qu'il se sera ainsi procurées au taux du marché, le F.M.I. s'en servira pour consentir de nouveaux crédits aux pays qui en auraient un pressant besoin du fait de leur déséquilibre de balance des paiements (les candidats risquent de ne pas manquer). L'Arabie Saoudite, qui doit prochainement débiter une troisième tranche de 4 milliards de dollars en faveur du F.M.I., fournirait encore une contribution « parallèle » aux A.G.E. Sans être admis au sein de ce club de pays industrialisés, le royaume saoudien régulariserait tout au long des négociations qui s'y déroulent et des informations qui s'y échangent.

Quant à la deuxième pièce du dispositif, elle consistera dans un accroissement de l'ordre de 45 à 50 % de la part des quotas-partis (contributions nationales) du F.M.I. que décidera, sous l'égide du comité intermédiaire, dont la réunion aura lieu, avec deux mois d'avance, les 10 et 11 février à Washington.

A première vue, les sommes mises en jeu paraissent encore bien modestes au vu du quasi-époulement des ressources dont dispose encore le Fonds et de l'ampleur des déficits à combler. Le seul Mexique n'a-t-il pas demandé un rééchelonnement, en clair un moratoire, pour ses prochaines échéances, qui s'élevaient à 20 milliards de dollars, soit plus de la moitié de ce que le F.M.I. va recevoir en ressources nouvelles, mais, en ce qui concerne les A.G.E., conditions nouvelles ? Les institutions internationales ne sont pas faites pour empêcher une faillite généralisée. Comme l'a dit M. Jacques Delors, qui présidait la réunion, il s'agit de redonner « confiance » à un système bancaire international, sévèrement ébranlé.

(Lire nos informations page 32.)

Washington réaffirme la « détermination » de l'OTAN face aux mises en garde de M. Andrei Gromyko

M. Gromyko quitte Bonn ce mercredi 19 janvier pour Berlin-Est, après une visite de quatre jours en R.F.A. Outre les dirigeants du gouvernement, le ministre soviétique des affaires étrangères a eu un entretien avec M. Willy Brandt, président du S.P.D., qu'accompagnait M. Egon Bahr.

A Washington, le porte-parole du département d'État a déclaré que les mises en garde lancées à Bonn par M. Gromyko « n'auront aucun effet sur la détermination » de l'OTAN de déployer les fusées eurostratégiques si un accord sur leur limitation n'intervient pas d'ici la fin 1983. M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, a confirmé, mardi, à son collègue français, M. Hermu, que les États-Unis entendent bien ne pas prendre en compte les forces françaises dans les négociations américano-soviétiques de Genève sur les euro-missiles.

A Paris, on estime, dans les milieux autorisés, que les propos tenus mardi à Bonn par le ministre soviétique ne comportent rien de nouveau par rapport à ce qui avait été déjà dit à Moscou. On rappelle que la France refuse catégoriquement que sa force de dissuasion soit comptabilisée au cours des négociations de Genève.

La nouveauté du SS-20

A l'heure où les propositions de M. Andropov, puis les déclarations de M. Gromyko à Bonn relancent le débat sur les euro-missiles, deux personnalités s'expriment successivement à Paris, devant la presse, le mardi 18 janvier, ont apporté d'utiles précisions tant sur l'analyse que l'on fait à Paris et à Bonn de la situation créée par le SS-20 soviétique que sur les perspectives des négociations de Genève.

La première est M. Lothar Rueli, ancien journaliste et expert des problèmes militaires, actuellement secrétaire d'État à la défense dans le gouvernement de M. Kohl à Bonn après avoir été le porte-parole du chancelier Schmidt. Le second est M. Jacques Hunzinger, secrétaire national du P.S. français, chargé des relations internationales.

Qu'est-ce que le SS-20, ce missile mobile à trois têtes nucléaires déployé par les Soviétiques contre l'Europe et l'Asie à partir de 1976-1977, a changé par rapport à la situation antérieure ?

A cette première question, que posait ici même M. Gabriel Robin (le Monde du 18 janvier), M. Rueli et M. Hunzinger répondent, de manière très convergente, que cela a changé beaucoup de choses. Cet organe, a précisé M. Rueli au cours d'un exposé très éloquent devant la presse diplomatique, ne permet « aucune comparaison opérationnelle » avec ses devanciers, les SS-4 et les SS-5 mis en place à la fin des années 50.

Ces derniers étaient fixes, bien visibles, très vulnérables ; leur précision très faible ne leur permettait de viser que les villes européennes ; comme de longues heures étaient nécessaires pour leur mise à feu, leur emploi n'était concevable que pour un tir groupé et massif, car tous les missiles devenaient vulnérables dès le départ du premier.

Un document indispensable !

Gaumont
Columbia
RCA

PRIX PROMOTION EN VENTE DANS TOUS LES VIDEO-CLUBS

En fait, les spécialistes occidentaux avaient conclu que les SS-4 et les SS-5 ne pouvaient être utilisés séparément du reste de l'arsenal soviétique, c'est-à-dire des missiles intercontinentaux et des bombardiers de l'armée rouge.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

L'échec de la formation dispensée aux enseignants est le problème-clé de l'école

nous déclare M. Legrand

auteur du rapport sur les collègues

Auteur du rapport « Pour un collège démocratique » (le Monde du 7 janvier), M. Louis Legrand développe dans l'entretien qu'il nous a accordé ses idées et ses jugements sur l'école et la société. Pour lui, le problème-clé est la formation des enseignants. Il revient aussi sur son rapport dans lequel il suggère que les élèves soient répartis en ensembles hétérogènes qui pourraient être divisés, selon les disciplines, en groupes de niveau ou en groupes à effectif réduit pour les travaux d'atelier et de laboratoire. Les horaires consacrés aux enseignements artistiques, polytechniques et à l'éducation physique seraient augmentés sans surcharger l'emploi du temps des élèves.

M. Legrand propose aussi de redéfinir la fonction des enseignants par la création de tuteurs (aide intellectuelle et affective apportée à un petit groupe d'élèves) et d'équipes pédagogiques.

« Vos propositions » pour un « collège démocratique » ont, pour l'instant, suscité, globalement, plus de réactions favorables que de controverses. En êtes-vous surpris et comment l'expliquez-vous ?

« J'avoue que je suis un peu surpris. Moins cependant que je ne l'aurais été au début de ma mission. An d'après, je la considérerais comme impossible et je me suis aperçu ensuite qu'il y avait une maturation des esprits assez générale. Je pense que le collège unique né de la réforme Haby, qui a mis tous les élèves dans

les mêmes classes, a été salutaire dans la mesure où il a montré ce qui n'était pas possible. Il y a parmi les élèves une disparité de niveau fantastique. C'est un fait classique, je ne cesse de répéter que ce n'est pas nouveau. Je regrette que l'école élémentaire n'ait pas amélioré ses performances, mais il faut reconnaître qu'elle ne les a pas dévalorisées, encore que s'amorce une baisse des performances en lecture.

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 10.)

Le conflit à « l'Union » de Reims : durcissement après la prise de contrôle de la C.G.T.

(Lire page 20 l'article de notre envoyé spécial MICHEL CASTAING.)

L'avenir des réseaux câblés

(Lire pages 21 à 24 notre supplément spécial et l'article de M. GEORGES FILLIOUD, ministre de la communication.)

Deux années de reaganisme

1. - La « révolution » embourbée

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

les années 30. D'une part, des dépenses sociales croissantes, soutenues par des impôts de plus en plus lourds. D'autre part, une intervention grandissante du pouvoir fédéral dans la vie économique et sociale, sous forme de réglementations de plus en plus précises. Les États-Unis restaient officiellement le royaume de la libre entreprise. En réalité, ils s'approchaient progressivement d'une démocratie européenne classique, avec une administration centrale puissante et une redistribution partielle des revenus.

La « Reagan Revolution » s'est présentée, à la fin comme une restauration des « principes américains » (libérer l'initiative individuelle) et comme une remise en ordre (équilibrer les comptes nationaux). Mettant dans le même sac tous ses prédécesseurs depuis Roosevelt, le nouveau président affirmait revenir aux sources. Il prétendait réduire la taille et le rôle du pouvoir fédéral, donc ses dépenses et ses recettes. Seule exception : les crédits militaires, car il s'agissait de « rendre l'Amérique grande à nouveau », plus forte et plus respectée dans le monde.

M. Reagan est arrivé à Washington avec des promesses précises : équilibrer le budget fédéral à partir de 1984, alléger de 30 % les impôts sur le revenu, réduire sensiblement le nombre des fonctionnaires, supprimer toutes les réglementations inutiles ou nocives, rattraper - sinon dépasser - l'U.R.S.S. dans plusieurs domaines militaires. Tout cela devait s'accompagner d'une « ère de prospérité », avec une inflation très réduite.

Le bilan de deux années de reaganisme est difficile à établir exactement, car il se mêle aux effets de la

récession commencée en juillet 1981. Si les « reaganomics » ont contribué à faire naître et durer la récession, celle-ci a incontestablement entravé et déformé le programme présidentiel. Un programme qui ne devait se heurter, en revanche, qu'à une faible opposition au Congrès : M. Reagan a obtenu des élus l'essentiel de ce qu'il réclamait. Grâce à sa capacité de persuasion, à ses convictions et au désarroi total de ses adversaires démocrates, qui semblaient n'avoir aucune alternative à proposer.

(Lire la suite page 7.)

DEUX ACCORDS SUR LE CINÉMA ET SUR LE LIVRE

La culture de Paris à Alger

« Un nouveau départ » dans les relations culturelles entre la France et l'Algérie : tel est le constat qu'a fait M. Jack Lang avant de rentrer à Paris le mardi 18 janvier, au terme d'une visite officielle de deux jours à laquelle les Algériens ont donné une signification politique manifeste en entourant le ministre de la culture d'égards exceptionnels et en lui ménageant des entretiens, non seulement avec son homologue, mais aussi avec le premier ministre, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'information, particulièrement soucieux de la création d'un « espace audiovisuel méditerranéen ».

Les nombreuses et diverses amitiés que compte M. Lang en Algérie ont contribué à ce succès. Une bonne partie du gouvernement assistait à un déjeuner offert en son honneur lundi, ainsi que et aussi des personnalités des arts et des lettres,

La controverse sur les chiffres du chômage

Au lendemain de la publication des chiffres du chômage de décembre 1982, le Canard enchaîné du 19 janvier accuse le gouvernement de « tricher avec les statistiques » et d'« effacer » au total 284 000 chômeurs. M. Jean Le Garrec, ministre de l'emploi, s'est refusé à tout commentaire.

Contestés et contestables

Publier dans une période où l'activité économique est particulièrement dépressive des résultats qui font apparaître un relatif reflux du chômage suscite un évident scepticisme. Faut-il pour autant crier à la tricherie ?

La gauche est bien placée - elle ne s'est pas privée de le démontrer lorsqu'elle était dans l'opposition - pour savoir qu'avant une échéance électorale un gouvernement est tenté de se livrer à des manipulations des chiffres du chômage. Avant M. Le Garrec, MM. Beullac et Matloff ont encouru pareilles critiques.

Dans ce contexte, l'article du Canard enchaîné est un pavé dans la mare. Que ses accusations soient vraies ou fausses, le ministre de l'emploi commet une erreur politique en ne répondant pas lui-même à un tel procès.

Si le comptage des « oubliés » ou « effacés » du chômage auquel s'est livré le Canard enchaîné - 284 000 au total - est difficilement vérifiable à l'heure actuelle, il reste que plusieurs questions sérieuses sont mises en évidence par cet hebdomadaire.

En premier lieu, M. Pierre Mauroy a-t-il adressé en décembre 1981 une directive aux préfets demandant de comptabiliser des jeunes comme « demandeurs de formation » et non d'emploi ? A Maignon on n'en conserve aucun souvenir et au ministère de l'emploi on dément une telle injonction.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 30.)

AU JOUR LE JOUR

Coefficient

Truquage et traficotage sont, c'est bien connu, les deux maux des statistiques. Truqués, les chiffres du chômage ? Manipulés, la baisse proclamée il y a deux jours ? Le Canard enchaîné l'affirme. Ce ne serait pas nouveau. Il y a des années que l'on procède méthodiquement à la « toilette » des chiffres. Ce qui compte, si l'on peut dire, c'est l'évolution relative d'un truquage à l'autre. Mais il faudrait préciser, chaque mois, pour être honnête, que les chiffres publiés doivent être affectés d'un coefficient d'incertitude, laissé à l'imagination de chacun.

BRUNO FRAPPAT.

مكتبة الدوحة

Démocratie

Faut-il maintenir la fonction de premier ministre ?

le moindre pa- nneées pa

Or, il paraît que, depuis seize mois, c'est M. Mitterrand qui a pris la plupart des décisions, parfois même dans des domaines qui n'avaient pas retenu l'attention de ses prédécesseurs. C'est ainsi que l'Etat a décidé lui-même que l'impôt sur la fortune ne s'appliquerait pas aux œuvres d'art, que la diminution de la durée du travail n'entraînerait pas de réduction de salaire ou — ce qui est, sans doute, beaucoup plus extraordinaire — que le capitalisme n'est pas condamné. Guy de Maupassant, qui aurait pu bénéficier d'un moteur turbo Renault. C'est également le chef de l'Etat lui-même qui a annoncé au pays, en plein mois d'août, les nouvelles dispositions qui seraient prises pour lutter contre le terrorisme, puis, il y a quelques semaines, il a décidé d'envoyer d'un contingent de militaires français, décisions qui, à l'époque du général de Gaulle, auraient, sans doute été an-

Et que devenaient dans tout cela les trois pouvoirs ? Pleins de bonne volonté, mais complètement essouffés, les Parlements n'y suffisaient plus. Ni au four ni au moulin.

(*) **Avocat à la Cour.**

(1) Conférence de presse du 31 janvier 1964.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

(4) M. Frey, ministre de l'intérieur, de 1961 à 1966, avait mené pratiquement la lutte contre le terrorisme. De même, c'est M. Gorté, ministre de l'information à l'époque de la guerre de six jours, qui avait annoncé la nouvelle position de la France et précisé qu'elle n'était « engagée à aucun titre ni sur aucun sujet avec aucun des Etats en cause ».

(5) François Mitterrand, *Politique*, tome 1, page 246.

(*) Journaliste d'entreprise

Elles ignoraient encore que leur survie et celle des autres passaient par leur propre exemplarité.

Les nationalisations, on s'en doute, sont du « gâteau » pour l'augmentation de M. Canner. L'em-
raison d'être est d'apporter un sup-
plément de pouvoir — au pouvoir, et
il y a identification abusive entre le
pouvoir et l'intérêt collectif. Il faut
désintéresser... en nationalisant — les
nationalisations, c'est-à-dire en fai-
sant des Français eux-mêmes les
propriétaires de ces entreprises (ré-

La gestion et le changement

« Les gens ». M. Yves Cunnac aime cette formule. C'est le peuple, tous ceux qui ont le droit de mettre un bulletin dans l'urne et ensuite de se taire, ce qui paraît étrange. Pour gérer le société, il est normal que l'électeur fasse confiance au pouvoir. Mais, dans la pratique, le blanching ne va pas de soi. Les choix de changement devraient être faits par les gens eux-mêmes, ce n'est pas une immense supériorité sur les partis et les Assemblées... Ils ont droit de se faire entendre, ils doivent venir à personne, ils sont « souverains », ce qui ne veut pas dire infaillibles. On n'a jamais si bien défendu que les soi-mêmes. Quand proposent-ils la révision de la Constitution de façon à rendre possible des réformes... à la

1) Ou'on ne me fasse pas dire

(*) Professeur à l'université de Lille II.

Ce sont les contre-courants qui ont le plus fait, sans doute, pour cette mise à jour de la fraternité. Elles l'ont fait à leur manière, spontanément et communautaire. Par leur critique du désordre établi, elles ont retrouvé une tradition perdue. Aucune culture, sous-culture, contre-culture ne l'a en Espagne. L'actualiser, l'échelle de nos rapports sociaux, c'est contrôler l'Etat, le minimisant et changer le société en le maximisant. Bien sûr, instaurer la fraternité, c'est l'utopie même, dont les traductions ne peuvent être que des trahisons. Mais il n'y a pas d'autre raison de se mobiliser.

Certaines réalités brouillent donc le paysage, un peu trop rapide s'il le faut, le maître de Le Notre. M. Yves Canac est un « classique » ? Gare à lui trop se laisser prendre par ses légendes au beau déséquilibre. Ce doute au lecteur de grandes satisfactions esthétiques. Il est bien sûr que ce n'était pas le seul but de l'auteur.

(1) *Le Juste Pouvoir*, 4 Tmes Canac Editions Jean-Claude Lattès, 1983, 248 pages, 75 francs.

(2) Editions du Seuil.

(3) Dans son *Deux Profession Journaliste*, Editions du Seuil.



DIPLOMATIE

LA FIN DU TROISIÈME VOYAGE PRÉSIDENTIEL

M. Mitterrand entend dédramatiser les relations franco-africaines

De retour du Gabon, où il venait d'achever la troisième visite officielle en Afrique, M. François Mitterrand est arrivé, ce mercredi matin 19 janvier, à Paris, où il a été accueilli par M. Pierre Mauroy. Le chef de l'Etat a immédiatement rejoint l'Elysée, où il devait présider le conseil des ministres.

Francville. — Mission accomplie, telle semble être, à peu de chose près, la conclusion de la troisième tournée de M. Mitterrand en Afrique, qui l'a conduit successivement en Togo, au Bénin et au Gabon.

Avant de quitter Francville, où il a fait étape, après avoir inauguré à Boué le deuxième tronçon du Transgabonais, le président de la République, brisant le bilan de son voyage de six jours, a parlé d'une « croisière », ajoutant, non sans humour, que « la tâche n'était pas surhumaine » et que « les problèmes qui peuvent rester ne semblent pas insolubles ». Profitant d'une conférence de presse, en présence de M. Bongo, il a notamment souligné la « simplicité » des rapports établis entre lui et le président gabonais.

Cette dernière remarque souligne assez bien le caractère que M. Mitterrand entend donner aux relations franco-africaines, ce qui paraît, dans ce cas, s'inscrire à la fois d'opportunité et de tempérament. Le chef de l'Etat a également rappelé, avec clarté, à propos de l'affaire Cot : « C'est moi qui détermine la politique étrangère de la France, pas mes ministres ». « Il n'est pas interdit », a-t-il ajouté, en souriant, aux ministres de penser d'avoir une opinion », avant de conclure sur ce

De notre envoyé spécial

point, beaucoup plus sérieusement : « Il n'est pas concevable qu'une politique soit mise en œuvre sans mon accord, plus exactement sans mon impulsion ».

La volonté de dédramatiser les relations franco-africaines est fortement apparue, en particulier au Gabon, mais également au cours des deux étapes précédentes. En fait, lors de sa première tournée sud-saharienne — Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal et Mauritanie — M. Mitterrand avait non seulement salué les efforts de l'Afrique francophone, mais il avait pu se faire une idée plus concrète de la coopération. Ce qui avait sans doute expliqué ses hésitations ultérieures sur la nécessité de réformer les services de coopération du ministère des relations extérieures.

Son deuxième voyage, à l'occasion du sommet franco-africain de Kinshasa, lui avait permis de se faire une meilleure idée du rôle de la France, non seulement vis-à-vis des francophones mais aussi à l'égard d'un panafricanisme affecté plus que jamais par la crise de l'Organisation de l'unité africaine.

Cette troisième tournée a paru indiquer que une fois l'affaire Cot réglée par le départ du gouvernement de l'ancien ministre délégué au développement et à la coopération, on passait à l'application d'une diplomatie française apparemment plus cohérente. Une seule voix se fera désormais entendre, celle du président. La priorité ira aux Etats francophones, qui bénéficieront d'une aide croissante au nom d'intérêts mutuels, ainsi que l'a expliqué M. Mitterrand à Otonon, les « problèmes de l'Afrique » devant être

abordés avec la même démarche ouverte et, le cas échéant, audacieuse.

Sur le plan pratique, M. Mitterrand semble avoir, à ce propos, posé quelques jalons supplémentaires. Le cas du Tchad paraît à ce titre un bon exemple. Au Bénin, le chef de l'Etat semble avoir obtenu de M. Kérékou — qui s'est rangé longtemps, sur ce problème, dans le camp de la Libye — au moins un engagement à une neutralité bienveillante à l'égard de toute initiative française quelle qu'elle soit. Le Togo, ce qui est moins surprenant, puisqu'il s'agit d'un partenaire fidèle de la diplomatie française, se serait engagé à aider la France, qui s'oppose plus que jamais — la formule est de M. Mitterrand — à « toute occupation étrangère » du Tchad, au moment même où N'Djamena est aux prises dans le Nord avec une rébellion appuyée par l'armée libyenne installée dans la bande d'Azouq. Que la diplomatie française, dans les semaines à venir, se manifeste de façon plus « musclée », en faveur de N'Djamena serait alors d'autant moins étonnant que le terrain semble avoir été préparé.

Au seuil de la complicité...

Que M. Mitterrand ait annoncé un renforcement de la coopération avec le Gabon devrait faire taire les rumeurs sur un incident qui n'a, apparemment, jamais eu lieu entre lui et M. Bongo. Ce dernier a, en style très personnel et à l'improvvisé, lundi, le « sonbati », selon M. Mitterrand, « de voir le Gabon indigne des polémiques internes françaises ». « Je l'ai tout de suite rassuré », a ajouté M. Mitterrand. En d'autres termes, M. Bongo a fait savoir qu'il ne voulait pas que les relations franco-gabonaises soient victimes des problèmes politiques au sein d'une forte communauté française locale — trente mille personnes environ — qui avait donné 83 % de ses voix à M. Giscard d'Estaing lors de la dernière élection présidentielle et qui compte, aujourd'hui, une bonne proportion de chiraquiens. Il n'y a donc pas eu d'« événement » de M. Bongo aux ressortissants français et encore moins de demande de « rappel », comme on a pu en parler à Paris, mardi soir, M. Nucci a, à ce propos, mardi soir, opposé un démenti d'autant plus formel que, en dépit des sautes d'humeur traditionnelles de M. Bongo, les relations, sur le fond, semblent sereines.

A ce sujet, un seul exemple en dit long. La déclaration, qu'on a pu donner lundi soir que, au Gabon, « la meilleure vengeance est le pardon », on a pu avoir l'impression que le président gabonais avait voulu rassurer de certains de nos alliés africains. M. Bongo en tête — en déclarant que « la France ne peut pas être une base de départ d'une reconquête politique », et qu'il avait demandé « qu'on veuille encore davantage » à ce que ce principe soit appliqué. Ce qui s'est déclaré « compatible » de la France dans sa diversité », qui a affirmé « essayer de pratiquer le respect des autres » et qui a redit que, au-delà de son choix politique personnel, « il n'y a que la France » n'aurait pu être plus clair sur l'esprit qu'il entend imprimer aux relations franco-africaines.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A BONN

M. Gromyko n'a fait aucune concession

Bonn. — C'est à sa demande expresse que le ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., M. Gromyko, s'est adressé mardi 18 janvier à la presse allemande et internationale.

Pour lui, il est évident que la situation actuelle établit une « parité » entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Une « option zéro » telle que l'envisage Washington n'aurait, selon lui, qu'à un désarmement unilatéral de l'Union soviétique, qui aurait « deux fois moins de vecteurs et trois fois moins de têtes nucléaires ». A plusieurs reprises, le ministre soviétique a accusé les Etats-Unis de rechercher une « supériorité » nucléaire que l'U.R.S.S. ne peut accepter.

Le chef de la diplomatie soviétique s'est déclaré une fois de plus prêt à réduire le nombre des SS-20 pointés sur l'Europe en en jetant quelques-uns à la ferraille et en en déplaçant d'autres de l'autre côté de l'Oural, mais il n'a pas été plus précis sur les modalités de cette opération. En revanche, il s'est montré très explicite sur la volonté soviétique d'intégrer dans toute équation de sécurité l'arsenal nucléaire britannique et français. Il n'a pas réitéré qu'on réduise cet arsenal, mais qu'on ne l'ignore pas.

Sur l'état des négociations de Genève, M. Gromyko a déclaré que l'optimisme qui se faisait jour dans la presse n'était pas fondé et que la position américaine freinait la négociation. Il a démenté que les thèses en présence se soient rapprochées durant l'été.

Le ministre soviétique des affaires étrangères s'est défendu de vouloir intervenir dans la campagne électorale allemande. Il a, en revanche, fait l'éloge de la politique soviétique qui recherche la paix et la détente tous azimuts. Cette politique a des convergences et des différences avec celle de l'Allemagne fédérale, et il serait téméraire de dire que les

De notre correspondant

divergences sont en voie d'être résolues. Mais l'important, a-t-il dit, est de poursuivre « le dialogue », les conversations et les négociations sur un problème qui ne se prête pas à des solutions rapides. « La R.F.A. et l'U.R.S.S. vivent sous le même toit », a dit M. Gromyko, ce qui leur impose des relations de bon voisinage.

D'une manière générale, M. Gromyko s'est montré aussi ferme dans sa position que conciliant dans ses propos. On était loin de sa conférence de presse de Bonn de novembre

1979, où il avait carrément menacé de rupture l'Allemagne fédérale. Le ton était très différent également de l'allocution prononcée la veille au dîner offert en son honneur.

Le ministre soviétique des affaires étrangères est un mime consommé. Il parle sans arrêt avec ses mains, fronce les sourcils, esquisse un sourire, plisse le front, roule les yeux. Il avait sorti le « grand jeu » pour cette conférence de presse, mais, au bout de quarante-cinq minutes, il avait laissé son public admiratif, certes, mais plus sceptique qui convenait.

ALAIN CLÉMENT.

Les promenades en forêt de M. Kvitinsky

« Il y a même eu des promenades des deux chefs de délégation américaine et soviétique dans les montagnes pour ne pas être dérangés, mais aucun progrès n'a été enregistré », a dit M. Gromyko dans sa conférence de presse de Bonn afin d'étayer sa démonstration selon laquelle les négociations de Genève sur les armements nucléaires en Europe (F.N.I.) sont dans l'impasse par la faute de Washington.

Cette allusion répond à l'évidence aux révélations que M. Rostow, ancien chef de l'agence américaine de désarmement, limogé récemment par M. Reagan, a faites au New York Times dans son numéro du 17 janvier. Selon la quotidien américain, M. Nitza, chef de la délégation des Etats-Unis aux négociations F.N.I., a déclaré la 16 juillet dernier avec son homologue soviétique, M. Kvitinsky, « au cours d'une promenade dans les montagnes boisées du Jura près de Genève », les grandes lignes d'un compromis possible discuté antérieurement entre les deux hommes. M. Ros-

tow n'a pas cité des chiffres précis, mais le New York Times avait parlé samedi d'un parc de SS-20 ramené à une « fourchette » de 50 à 100 unités et d'un déploiement en nombre réduit des missiles américains prévus.

Selon M. Rostow, M. Kvitinsky avait suggéré lui-même des modifications au texte proposé et envisagé en avoir parlé à M. Gromyko. Ce n'est qu'en septembre, soit deux mois plus tard, que Moscou aurait « brutalement rejeté » le projet d'accord.

On pouvait se douter que le négociateur soviétique, au moins aussi discipliné que son homologue américain, n'aurait pas engagé un tel dialogue sans en référer à ses supérieurs. Il faut donc croire que M. Gromyko a changé d'avis entre juillet et septembre 1982, ce qui n'aurait d'ailleurs rien de surprenant. Les choses n'ont elles pas changé encore plus après la mort de Brejnev en novembre, y compris sur ce problème ? — M.T.

La nouveauté du SS-20

(Suite de la première page.)

« Bien que dirigé contre l'Europe, qu'il tenait en otage contre l'alliance atlantique, cet arsenal n'était pas et ne pouvait pas être autonome, conclut le secrétaire d'Etat allemand à la défense. Les moyens des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne suffisaient largement à neutraliser cette menace, qui n'était donc qu'un faible sujet de préoccupation ».

L'arme du « découplage »

Il n'en va pas de même du SS-20. Plus précis (300 mètres d'erreur en moyenne), plus sûr et beaucoup plus rapide dans sa mise à feu, il transporte des charges de 150 à 250 kilogrammes, de 1 à 2 mégatonnes pour les SS-4 et SS-5.

Ce n'est pas encore l'arme typiquement anti-force et « chirurgicale » que l'on décrit parfois, mais il peut s'en prendre à des cibles plus localisées en limitant les dommages collatéraux, ce qui en fait un instrument d'attaque plus limité et sélectif. Toutefois, sa mobilité permet de le soustraire à une attaque préemptive et on peut lui assigner de nouvelles cibles ou le faire à mesure des besoins.

Tout cela rend son emploi concevable contre l'Europe, sans emploi parallèle des forces soviétiques intercontinentales contre les Etats-Unis, compte tenu notamment de la parité à laquelle Moscou a accédé dans l'intervalle avec l'autre superpuissance sur ce plan.

Le SS-20 est donc bien « l'arme de découplage » entre les Etats-Unis et leurs alliés : « Ils pourraient servir à étayer une menace nucléaire contre l'Europe à l'appui d'une exigence soviétique, conclut M. Ruchel. Le défi est à la fois stratégique et politique ».

Sans entrer dans tous ces détails, M. Huntzinger, en nom du P.S. français, présente une analyse similaire. Le SS-20 est pour lui l'instrument d'une prépondérance nucléaire de Moscou en Europe. Il n'est pas question de « reconnaître à l'U.R.S.S. ni pour le présent ni pour l'avenir, un monopole sur ce genre de capacité nucléaire » dont les caractéristiques techniques sont pour le moment uniques. Pour cette raison, M. Huntzinger considère comme « inacceptables » les menaces formulées à Bonn par M. Gromyko d'installer de nouvelles fusées face aux futurs Pershing de l'OTAN.

La proposition

de M. Andropov :

« un point de départ »

Quant à la proposition de M. Andropov, elle reste « inacceptable » en tant que point d'arrivée, mais elle constitue un « un point de départ » intéressant. Le secrétaire général du P.C. soviétique, estime M. Huntzinger, a dû admettre que le Kremlin avait « poussé le bouchon un peu loin » avec son programme SS-20 des années 70 ; il tente de faire machine arrière et d'imposer à ses militaires une réduction mais jusqu'où ?

Les cinquante SS-20 dont parle M. Egon Bahr, l'expert du S.P.D., seraient encore trop, puisque leurs ogives suffiraient déjà à détruire tous les centres vitaux d'Europe : « C'est seulement en dessous de ce chiffre qu'il y aura réduction de leur capacité stratégique ; tout ce qui est au-dessus est redondance ». Ce n'est qu'à ce prix qu'on évitera les Pershing, des engins qui sont eux-mêmes « déstabilisants » et « étrangers à la dissuasion ».

Au passage, M. Huntzinger estime que les deux négociations de Genève sur les armes intermédiaires (FNI) et intercontinentales (START) devraient être fusionnées et qu'une prise en compte des forces françaises et britanniques dans le ca-

dre de la seconde serait « assez raisonnable ». Il met l'accent aussi sur le projet français de conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), qui devrait s'occuper des armements classiques et nucléaires tactiques et « prendre le relais » de la négociation de Vienne sur la réduction des forces (M.B.F.R.).

Dans l'intervalle toutefois, c'est sur le problème des cruautés que l'Occident doit faire preuve de « détermination ». Tel est aussi l'avis de M. Ruchel, qui admet certes l'idée d'une réduction du déploiement occidental en fonction d'une réduction du parc de SS-20 (une option « zéro plus » de chaque côté) mais pour qu'il n'y ait pas de solution diplomatique tant que l'U.R.S.S. ne sera pas convaincue qu'en cas d'échec ou d'impasse dans les négociations, des missiles américains seront installés.

MICHEL TATU.

333 VECTEURS « RECHARGEABLES »

Selon M. Ruchel, au décombré, au 1^{er} janvier, trois cent trente-trois lanceurs de SS-20 déjà installés, ce qui devrait correspondre à quelques unités prêts, à la fin du programme soviétique en ce domaine. Sur ce nombre, cent quatre-vingt-dix lanceurs sont installés en Russie d'Europe, dans les régions militaires de Biélorussie, de Kiev, de la Baltique et des Carpates. La région militaire de l'Oural, à cheval sur cette chaîne de montagnes qui sépare l'Europe de l'Asie, en compte quatre-vingt-dix, dont la moitié à partir de l'Europe, l'autre risant l'Orient. Le total concernait l'Europe est donc de deux cent quarante-trois lanceurs, un chiffre qui aurait d'ailleurs été officiellement communiqué par les Soviétiques aux négociations de Genève.

Ces trois cent trente-trois vecteurs correspondent à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ogives nucléaires, mais le total doit être augmenté si l'on tient compte des « recharges » : un autre missile pouvant être installé sur le lanceur aussitôt après le départ du premier. Selon M. Ruchel, on suppose que, au moins, un missile opérationnel existe en tant que recharge à côté de chaque lanceur. Mais les négociateurs occidentaux ont décidé apparemment de ne pas soulever ce problème pour le moment, afin de maintenir « la sûreté des hypothèses ». Le problème, ajoute-t-il, est « déjà bien assez important comme cela pour l'Europe ».

DURAS
Savannah Bay
32 F
La maladie de la mort
24 F
★ AUX ÉDITIONS DE MINUIT

DIPLOMATIE

AU COURS DE SON VOYAGE AUX ÉTATS-UNIS

M. HERNU A DEMANDÉ DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LE PLAN ROGERS

Washington (A.F.P.). - Les questions stratégiques et la question de l'Europe face à la menace soviétique ont dominé les entretiens que M. Hernu, ministre français de la défense, a eu mardi 18 janvier avec son homologue américain M. Weinberger, indiquant-on de sources américaines et françaises.

Au cours d'un tête-à-tête de trente minutes, M. Weinberger a donné l'assurance à M. Hernu qu'il n'était pas question que les États-Unis comptabilisent les forces nucléaires françaises aux négociations de Genève sur les euro-missiles. Moscou propose de réduire ses missiles braqués sur l'Europe au niveau de ceux de la France et de la Grande-Bretagne, en échange du non-déploiement par l'OTAN d'euro-missiles américains. M. Weinberger a exprimé la satisfaction des États-Unis du soutien de la France à la position américaine dans ces négociations.

En réponse à une question, M. Hernu a notamment déclaré : « Il va y avoir des élections en R.F.A. Il est bien évident que jusqu'à cette date (mars) je ne crois pas que les choses puissent beaucoup bouger à Genève ». La sécurité au Proche-Orient et dans le Golfe a également été évoquée.

Les deux ministres ont constaté que la récession obligerait les pays de l'OTAN, y compris la France et les États-Unis, à réduire leur budget de la défense. M. Hernu a cependant souligné que le budget militaire de la France pour 1983 serait en augmentation de 3,8 % (en francs constants) par rapport à celui de l'année précédente.

M. Hernu a indiqué, au cours d'un bref entretien avec le secrétaire d'État, M. Shultz, qu'il avait de-

mandé des explications sur le plan de modernisation des forces conventionnelles du général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN (le Monde du 6 janvier). Il a enfin indiqué que la France avait décidé de réanimer la commission chargée d'arrêter le choix de l'avion-radar dont la France veut s'équiper. Deux avions américains sont notamment en concurrence : le Boeing E-3A et le E-2C Hawkeye de la firme Grumman. Ces deux appareils ont déjà effectué des tests en France.

LE PRIX DES AMBASSADEURS A ANDRÉ FONTAINE

Le trente-deuxième Prix des ambassadeurs a été remis, mercredi 19 janvier au cours d'un déjeuner à la résidence du docteur Beo Abbas, ambassadeur du Maroc et président du jury, à André Fontaine pour son livre *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la diplomatie 1962-1981* (Fayard).

Le prix est décerné chaque année par un groupe de diplomates étrangers, à Paris, à un livre qui « apporte une contribution à la culture et à la pensée française dans le domaine de l'histoire ou de l'histoire politique ». Le jury avait couronné ces dernières années MM. Jean Favier, Jean-Baptiste Duroselle et Olivier Guichard et M^{me} Françoise Chodron de Marbois.

Un seul lit pour deux rêves, où l'histoire des vingt dernières années se déroule comme un « film implacable », au jugement d'Hélène Carrère d'Encausse, qui en a rendu compte dans le Monde du 26 novembre 1981, avait déjà reçu le prix Pierre-Lafue.

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Des navires non identifiés auraient bombardé le port de la Güera

De notre correspondant

Rabat. - Selon des informations parvenues à Rabat en provenance de Nouakchott, des bâtiments qu'on suppose marocains se seraient présentés, samedi dernier, 13 janvier, devant le petit port de la Güera et l'auraient bombardé.

Ce port est le seul point de la province de Oued Eddahab (ancien Rio de Oro), qui n'ait pas été occupé par les Marocains après que la Mauritanie se fut retirée des conflits contre le Front Polisario, concluant un accord de paix le 5 août 1979 à Alger.

Pendant un certain temps, le bruit avait couru que Rabat disposant d'Atar, dans le nord de la Mauritanie, d'une garnison appelée à appuyer les forces marocaines au cours de la guerre contre le Front Polisario, aurait attendu, pour évacuer cette localité, que les Mauritaniens se retirent de la Güera.

En fait, dès la fin de 1979, les Marocains avaient évacué toutes leurs troupes alors que les Mauritaniens maintenaient les leurs à la Güera, sans doute avec l'accord tacite des Marocains. Le port est situé au bout d'une presqu'île face au nouveau port de Nouadhibou qu'il peut tenir sous son contrôle. Or, Nouadhibou, capitale économique de la Mauritanie est aussi le terminal des trains minéraliers venant des gisements de fer de Zouerate.

Accusés par les Mauritaniens d'avoir participé à la tentative de coup d'État dirigée contre le président Ould Haïdalla le 16 mars 1981, les Marocains avaient observé depuis lors une attitude très prudente à l'égard de leurs voisins du sud, mais n'avaient pas pour autant renoncé à leur revendication sur la Güera.

A Rabat, en tout cas, les officiels marocains opposent des démentis formels à toute participation des forces navales marocaines à une attaque contre la Mauritanie.

ISTH Centre AUTÉLIL Depuis 1953 TOLBIAC INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXPERTISE COMPTABLE DECS ANCIEN ET NOUVEAU PROGRAMMES

• Préparation complète Janvier à Juin et Août compris

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris TEL 585.59.35

week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplissez et retournez le bon ci-joint à ALARME 2000, 8, rue Guérin, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville 273

EUROPE

L'enquête sur la « filière bulgare »

LE SUBSTITUT A ÉMIS UN AVIS NÉGATIF SUR LA DEMANDE DE REMISE EN LIBERTÉ DE M. ANTONOV

Rome (A.F.P.). - Le substitut du procureur général de la République, M. Franco Scorza, a exprimé un avis négatif sur la demande de mise en liberté de M. Antonov, le Bulgare incarcéré depuis le 25 novembre sous l'accusation de « concours actif » dans l'attentat contre Jean-Paul II, a-t-on annoncé mardi soir 18 janvier dans la capitale italienne. Le juge d'instruction Martella, à qui appartient la décision finale sur l'avis que lui a fait transmettre M. Scorza, devrait, selon toute probabilité, le confirmer, estime-t-on dans les milieux judiciaires. Le texte de l'avis n'a pas été rendu public.

Les avocats de M. Antonov avaient avancé une requête de mise en liberté de leur client pour « manque total d'indices ». Une première requête similaire avait déjà été rejetée le 6 décembre, onze jours après l'arrestation de M. Antonov.

D'autre part, le magistrat a entendu lundi, pendant quatre heures, M. Musa Cedar Celebi, responsable d'une organisation d'extrême droite turque à Francfort, mis en cause par Ali Agca et récemment extradé de R.F.A. Le juge devait entendre de nouveau M. Celebi d'ici jeudi et décider de l'utilité d'une confrontation de ce dernier avec Ali Agca et Omar Bagel, ressortissant turc accusé d'avoir fourni à Agca le revolver qui a été utilisé lors de l'attentat.

ITALIE

TANDIS QUE LE MOUVEMENT SYNDICAL RESTE DIVISÉ Socialistes et communistes tirent des leçons différentes du succès de la grève générale.

De notre correspondant

Rome. - C'est par une participation impressionnante que les travailleurs de l'industrie ont répondu, mardi 18 janvier, à l'appel à la grève générale lancé par leurs syndicats. Même à Turin, qui est un peu le symbole du malaise actuel dans le monde syndical, et notamment chez Fiat - où l'on n'attendait depuis deux ans un fléchissement de l'adhésion aux mots d'ordre des fédérations - plus de 80 % des ouvriers ont pris part à la manifestation. A Milan, le cortège s'étendait sur 6 kilomètres, rassemblant deux cent mille personnes ; plus de cent mille ont défilé à Florence et à Rome, où les chefs des trois grandes confédérations avaient pris place en tête.

Depuis des années, déclarait-on du côté syndical, on n'avait vu une telle mobilisation. L'Unità, organe du P.C.I., écrit que la manifestation n'a pas seulement rassemblé des ouvriers, mais aussi d'autres couches de la population (commerçants et étudiants), et juge cette grève générale comme « l'un des plus importants mouvements politico-sociaux des quinze dernières années ». Les confédérations affirment, pour leur part, qu'il s'agit d'une journée reflétant une prise de conscience des problèmes et la nécessité de l'unité.

Les manifestations se sont déroulées dans l'ordre, sans meeting, conformément aux directives des confédérations, et sans incidents notables avec les groupes plus radicaux comme l'Autonomie ouvrière ou Démocrates prolétaires. Assurément, la réussite de cette grève ne pourra pas se peser sur les négociations qui ont repris ce mercredi au ministère du travail entre patrons et syndicats sur le problème du coût du travail. Du côté syndical, on manifeste un certain optimisme. Mais l'absence d'incidents, fait remarquable après la confusion des luttes de ces deux dernières semaines, ne peut cependant pas faire oublier que l'unité n'a été maintenue qu'en renonçant à tout meeting. La grève de mardi fut une grève réussie, mais inégale, comme le rappelaient ironiquement certains manifestants en portant un bandeau sur la bouche. Et ce succès de mobilisation ne résout pas les problèmes de fond : une situation politique embrouillée, caractérisée par les tiraillements au sein de la majorité, mais aussi entre syndicats, et un profond mécontentement social, que ces derniers ne parviennent qu'imparfaitement à intégrer dans leur stratégie.

Jouer sur les utopies

A la veille de la grève, le choix était simple : ou bien risquer l'éclatement de l'unité, au cas où se produiraient de nouveaux incidents, ou bien renoncer aux meetings. C'est la seconde solution qui a été retenue. Elle s'est révélée payante, et les travailleurs de l'ensemble des branches industrielles ont démontré une combativité qui devrait faire réfléchir patrons et gouvernement.

Union Soviétique

Ni cinéma ni emplettes pendant les heures de travail

Le gouvernement soviétique a ordonné à tous les ministères de prendre, à partir du lundi 17 janvier, les mesures nécessaires pour lutter contre l'absentéisme. C'est l'un des aspects de la campagne lancée par M. Andropov pour redresser l'économie, tout en luttant contre la corruption, le crime et l'inefficacité.

Les premiers touchés sont les Moscovites, la capitale devant devenir une cité exemplaire. D'ores et déjà, pendant les heures de travail usuelles, la police vérifie l'identité de ceux qui s'apprêtent à entrer dans un magasin ou un cinéma. La Pravda du samedi 15 janvier a annoncé que, au cours de sa réunion hebdomadaire, le bureau politique du parti communiste avait demandé au gouvernement de faire en sorte que les travailleurs ne s'absentent pas indûment de leur lieu de travail, tout en prenant les dispositions nécessaires pour que ceux-ci puissent se ravitailler. Dans certains usines, les passages des entrées et des sorties ont été révisés.

Mais, à moins que l'on ne laisse les magasins ouverts le soir et qu'on ne les ravitaillie juste avant la sortie des bureaux et des usines, je ne vois pas comment je pourrais faire mes courses », a déclaré une mère de famille à l'agence U.P.I. Mais elle n'ose plus aller faire ses courses pendant ses heures de travail. Aucune sanction éventuelle n'a encore été annoncée. Les habitants ont l'impression qu'il s'agit, pour l'instant, de recenser les tricheurs et qu'en suite, comme pour l'alcoolisme, on pourrait les priver des primes, des possibilités de vacances à bon marché, etc.

Le parti a donné trois mois au gouvernement pour régler le problème de l'absentéisme. Mais cela réglera-t-il le problème de la productivité ?

Il reste à l'avantage de ces derniers que le mouvement syndical est lézardé par des divisions, notamment entre dirigeants socialistes et communistes. Chacun donne sa propre interprétation du succès de la grève générale de mardi : les socialistes y voient la confirmation de leur stratégie et de la nécessité de parvenir à un accord sur l'échelle mobile au cours de la semaine. Les communistes y trouvent en revanche un encouragement à l'intransigeance.

La différence entre le rôle des syndicats et celui des partis politiques (dont le jeu place la direction des premiers dans une position très difficile) est ainsi tout à fait claire. D'un côté, il y a un parti communiste qui prône l'alternance en faveur de la gauche - c'est du moins le sens des propos de M. Berlinguer affirmant récemment à une télévision privée qu'« il est possible de gouverner avec 51 % des voix » - mais qui, en même temps, ne paraît pas chercher à se donner les moyens d'y parvenir. Sur le front syndical, il accorde en effet les divergences avec les socialistes et risque de briser l'unité en donnant un caractère antisocialiste à la lutte. De l'autre côté, il y a les syndicats, qui sont surtout conscients de la nécessité de parvenir à un accord avec le patronat sur l'échelle mobile des salaires et les contrats de travail.

Cette nécessité suppose qu'on attaque modérément un gouvernement qui s'emploie, par l'entremise de son ministre du travail, à parvenir à un protocole d'accord. Et qui, au demeurant, a été obligé de concéder - ce que les syndicats estiment essentiel - certains dégrèvements fiscaux sur les salaires. Dans l'optique syndicale, ce gouvernement doit au moins durer jusqu'au règlement de la question de l'échelle mobile.

PHILIPPE PONS.

Belgique

M. LUCIEN OUTERS EST ÉLU PRÉSIDENT DU FRONT DES FRANCOPHONES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. - Après avoir tenu au long de sa carrière rompu bien des lances en faveur de la communauté francophone de Bruxelles, M. Lucien Outers vient, à l'âge de cinquante-neuf ans, d'être élu à la présidence du F.D.F. (Front des francophones), dont il avait été l'un des fondateurs, à l'issue du congrès de cette formation.

La désignation de M. Outers - succédant à Mme Antoinette Spaak n'a pas été facile. Il a fallu bien des manœuvres et des pressions de courtoisie pour que ses principaux adversaires réussissent bien s'effacer, lui assurant ainsi quelque 73 % des voix du congrès.

Le nouveau président du F.D.F. aura à redéfinir les lignes directrices d'un mouvement qui n'a pas véritablement réussi jusqu'à présent à secouer les fondations des partis traditionnels. M. Outers voudrait mener une action « aussi éloignée du conservatisme socialiste que du conservatisme thalassien », qui serait celui de l'actuel gouvernement Martens.

L'une des tâches les plus difficiles pour le F.D.F. - parti d'origine bruxelloise - est de rétablir sa influence en Wallonie, en y suscitant un mouvement politique autonome dont les objectifs seraient semblables.

JEAN WETZ.

Pologne

Méfiance des travailleurs à l'égard des nouveaux syndicats

Un travailleur sur quinze a adhéré aux « nouveaux syndicats », qui se mettent en place dans les entreprises sur la base de la loi du 8 octobre 1982, selon des chiffres publiés mardi 18 janvier par le quotidien *Zycie Warszawy*. Jusqu'à présent, indique le journal, trois mille sept cents syndicats ont été enregistrés par les tribunaux et cinq mille attendent de l'être. Ils regroupent tout au plus cent mille adhérents (sur une population active de quatorze millions). La loi sur les nouveaux syndicats prévoit qu'il s'en crée un par entreprise. Leur nombre, selon le porte-parole du gouvernement, devrait alors atteindre quarante mille.

Ces chiffres, note le journal, ne sont pas de nature à « en imposer ». Il ajoute dans un compte rendu d'une discussion sur la question syndicale qui s'est tenue lundi 17 janvier, à Varsovie, sous la présidence du général Jaruzelski, que « le ton était loin d'être d'optimisme ».

Le nouveau mouvement syndical, a-t-on appris à cette réunion à laquelle participaient les premiers secrétaires des organisations du parti dans les deux cent sept plus grandes entreprises du pays, se développe « d'une façon irrégulière », avec de grandes différences, non seulement

d'une voïvodie (département) à l'autre, mais d'une section à l'autre au sein de la même usine. La « méfiance » et les « facteurs émotionnels » continuent à prédominer. Les jeunes et les cadres manifestent « peu d'intérêt » pour les nouveaux syndicats. Les participants à la discussion ont fait état de la persistance dans les entreprises d'une « lutte politique autour de la reconnaissance du mouvement syndical et de l'autogestion ».

M. Kazimierz Barcikowski, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, a déclaré qu'il fallait donc « repousser l'adversaire, le priver de ses arguments et défricher le terrain pour que les nouveaux syndicats s'y installent ».

A Gdansk, la presse a annoncé que la police continuait à rechercher un homme « suspecté d'avoir transmis du matériel d'espionnage » et fait appel à la population pour « lui fournir des détails » éventuels. Les journaux ne lient pas cette recherche à celle de l'homme non identifié, qui aurait adressé du « matériel secret » à la correspondance de l'agence U.P.I. M^{me} Gruber, qui fut expulsée le 15 janvier sous ce prétexte.

A Washington, M. Stanislaw Grabinski, correspondant de l'agence P.A.P., a été prié de quitter les États-Unis dans les quarante-huit heures en représailles à la mesure prise contre M^{me} Gruber. - (A.F.P.)

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Liv. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

75 865, AV. DE WAGRAM, 17° 227-30-54/765-34-77

MECANIQUE DES MONNAIES

Jacques RIBOUD, auteur

2^e édition, complétée avec le MONÉTARISME = 504 pages

Éditions de la R.P.P. 17, av. Bourgoing 75017 Paris 257-05.43

POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR.

Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit **STEINER** se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

CAPELOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS • M^{me} Parmentier TEL. 357.46.35

AMÉRIQUES

Chili

Première grève « sauvage » dans une entreprise française depuis 1973

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. — « Nous lançons un appel aux travailleurs français pour qu'ils se solidarisent avec les travailleurs de Colbun-Machicura, exploités par une entreprise française qui profite de la situation économique et politique du Chili. Nous demandons également au président François Mitterrand d'intervenir auprès de la direction afin que celle-ci satisfasse les légitimes revendications de son personnel. »

Cette déclaration au Monde de M. José Villagras, président du syndicat de la Compagnie de constructions internationales (C.C.I.) (1), est faite au moment où le conflit qui oppose depuis le 7 janvier l'entreprise française à 1 463 ouvriers et employés perd dans l'impasse. « Nous lutterons jusqu'aux dernières conséquences », affirme un dirigeant syndical. « C'est la guerre », déclare, de son côté, le responsable des travaux, M. Jean-Charles David.

De fait, le chantier de Colbun-Machicura, à 300 kilomètres au sud de Santiago, où le C.C.I. et le groupe américain Atkinson construisent le plus grand complexe hydro-électrique du Chili, paraît divisé en deux États. A une extrémité, les confortables chalets des 50 Français

expatriés. A l'autre extrémité, quelque 500 travailleurs chiliens entassés autour du local syndical, les uns dans une étable aménagée en dortoir, les autres sous des tentes de fortune. Une cinquantaine d'entre eux, dont quatre femmes, font la grève de la faim.

Comment en est-on arrivé là ? Selon les responsables syndicaux, les relations entre la direction et le personnel se sont détériorées en raison de la brutalité de l'encadrement français, des bas salaires et des conditions de sécurité insuffisantes. « Ils nous traitent comme si nous étions des Indiens », affirme un ouvrier qualifié de cinquante-six ans.

Le personnel se met une première fois en grève le 17 novembre dernier. Mouvement « illégal », le premier depuis 1973. Aux termes de la législation du travail promulguée par le gouvernement du général Pinochet, le complexe de Colbun-Machicura est, en effet, considéré comme un « ouvrage transitoire », ce qui n'autorise pas le personnel à faire grève et le prive de toute négociation collective sur la question des salaires.

C'est précisément pour conquérir ce droit que celui-ci décide de cesser le travail.

M. David avoue qu'il a été surpris par cette réaction... et par l'attitude très prudente des autorités, qui, à aucun moment, ne recourront à des mesures de force. Le 23 novembre, la direction fait une importante concession et accepte d'engager des négociations avec les représentants du personnel sur le problème des rémunérations. Elles dureront durant tout le mois de décembre sans aucun résultat.

La commission syndicale chargée de négocier et la direction parviennent cependant à un principe d'accord, le 5 janvier, mais celui-ci est repoussé par l'ensemble des délégués, qui décident la reprise de la grève. L'ambassadeur de France, M. Léon Bouvier, offre alors ses bons offices.

Un accord est signé le 9 janvier. La direction propose une augmentation substantielle pour les salaires les plus bas et les négociateurs désignés par le personnel s'engagent à soumettre cette proposition à un vote secret de l'ensemble des travailleurs, mais l'assemblée des délégués du person-

nel refuse de procéder à cette consultation.

La situation s'envenime rapidement. Tous les responsables syndicaux et ceux qui sont considérés comme « suspects » par la direction sont licenciés. Au total, 98 personnes. Le personnel doit en outre évacuer le campement. L'entreprise menace également de licencier tout le personnel en grève. Jusqu'à présent, cependant, seulement une centaine d'ouvriers ont repris le travail.

Il est clair que le conflit de Colbun-Machicura dépasse aujourd'hui le cadre de la C.C.I. Les dirigeants syndicaux sont conscients de mener une lutte « historique ». « Notre combat est celui de l'ensemble du mouvement ouvrier pour sortir des limites imposées par la législation répressive du régime militaire. Nous voulons que Colbun-Machicura marque le début de la reconquête des droits des travailleurs chiliens. »

JACQUES DESPRÈS.

(1) Ce syndicat fait partie de la Confédération nationale des syndicats des travailleurs de la construction, où l'influence du parti communiste est prépondérante.

Des manœuvres combinées des États-Unis et du Honduras se dérouleront en février près de la frontière du Nicaragua

Washington (A.F.P.). — D'importantes manœuvres conjuguées des forces armées américaines et honduraises se dérouleront à partir du 1^{er} février au Honduras, dans la région atlantique frontalière avec le Nicaragua, a indiqué le Pentagone le mardi 18 janvier.

Quelque 5 000 soldats honduriens et 1 600 militaires américains (900 appartenant à de diverses unités stationnant déjà au Honduras et 700 venant de pays voisins) participeront à ces exercices baptisés « Big Pine » (grand pin), visant à ouvrir des forces terrestres, aériennes et navales des deux pays. Le Honduras fait l'objet d'une assistance militaire américaine accrue depuis que le régime sandiniste est arrivé au pouvoir au Nicaragua en 1979.

Selon le Pentagone, les manœuvres conjuguées devraient durer une semaine environ. Leur objectif est de développer les capacités de défense des forces du Honduras, et de tester sur le terrain les « techniques de déploiement » ainsi que le soutien

logistique des troupes. Selon les experts, des hélicoptères de l'U.S. Air Force seront utilisés pour acheminer des troupes honduriennes dans l'est du pays et pour fournir un soutien logistique. Les manœuvres s'approcheront de la frontière avec le Nicaragua.

Ces exercices devaient en principe se dérouler en décembre dernier. Ils avaient été ajournés en raison du voyage officiel du président Reagan en Amérique centrale. En novembre, cent cinquante « marines » avaient déjà pris part à des exercices navals des forces honduriennes au large des Caraïbes. Le Pentagone avait alors dénoncé les « continues violations » des frontières du Honduras par des éléments armés sandinistes. De son côté, le Nicaragua a accusé à plusieurs reprises, ces derniers mois, les États-Unis et le Honduras de tenter de monter une opération militaire conjointe pour déstabiliser le régime sandiniste.

Producteurs, distributeurs, consommateurs.

Aujourd'hui nous négocions la preuve: les produits "approuvé"

Des producteurs et des distributeurs ont proposé d'apporter à leurs produits ou à leurs services des avantages supplémentaires. Des Organisations de Consommateurs nationales ont approuvé cette initiative. Pour l'amélioration de la qualité, ils ont signé ensemble, sous l'égide du Ministère de la Consommation, un contrat de droit privé.

Les produits ou services bénéficiant de ces contrats sont appelés produits "approuvé". Ils sont reconnaissables à un signal "approuvé" et offrent des avantages en plus. Par exemple, si un produit bénéficie d'une amélioration de sa résistance à l'usure et d'une extension de ses conditions de garantie, c'est un produit "approuvé".



Voici les premiers contrats pour l'amélioration de la qualité:

ABSORBA PORON: Brassières et chemises américaines. Pyjamas "Dors bien".
BERCHET: Micromath. Micromusic • MEILLAND RICHARDIER: Tous rosiers de jardin • SMOBY: Camion Bricolo. Brouette 1010. Mosaform. Sapin musical.

SOUS L'EGIDE DU MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION.

Le Monde

politique

Les rencontres nationales des « acteurs du changement » s'ouvrent jeudi à Paris

Les rencontres des « acteurs du changement », organisées par le parti socialiste, commencent le jeudi 20 janvier et s'achèveront le dimanche 23 janvier à Paris. « Inventer les moyens qui permettent de consolider et d'étendre ce qui a été entrepris et de concrétiser ce qui reste à faire : voilà ce qu'il nous faut réussir. Ensemble. » C'est dans cet esprit que dialogueront des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des universitaires, des journalistes, des représentants des mouvements associatifs, militants ou non du parti socialiste. Plusieurs ministres participeront à ces journées, notamment M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, M^{me} Robert Badinter, garde des sceaux, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, Jean Auroux, ministre du travail.

Les thèmes abordés seront les suivants : « cultures, mentalités et changement » (les intellectuels, les femmes, l'école, la communication) le jeudi ; « la société française et le changement » (décentralisations, libertés, sécurité) le vendredi ; « mutations économiques et changement social » (politique industrielle, entreprises, banque, commerce et artisanat) le samedi. Le dimanche 23 janvier, autour du thème « la France, acteur du changement », seront réunis plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, M^{me} Felipe Gonzales, président du gouvernement espa-

gnol ; Bruno Kreisky, chancelier fédéral d'Autriche ; Olof Palme, premier ministre suédois ; Andreas Papandréou, premier ministre de la République hellénique ; Hernan Siles Zuazo, président de la Bolivie ; Kalevi Sorsa, premier ministre de Finlande ; Habib Thiam, premier ministre du Sénégal. M. Pierre Mauroy interviendra également, ainsi que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S.

Organisateur de ces journées, M. Gérard Delfan, membre du secrétariat du P.S., sénateur de l'Hérault, explique ci-dessous pourquoi le parti socialiste a éprouvé la nécessité d'inviter au dialogue les « acteurs du changement », alors que les Français apparaissent, pour la plupart, plus « spectateurs » qu'acteurs de ce changement.

M. Delfan (P.S.) : donner des nouvelles habitudes aux Français

« Des « acteurs » du changement, en existe-t-il vraiment beaucoup ? Les Français ne sont-ils pas, pour la plupart, spectateurs ? »

« Le 10 mai 1981 s'est passé à l'inverse de 1936. En 1936, c'était la ferveur populaire, la mobilisation, une forte dynamique sociale. 1981, c'est une alternance qui se réalise dans la recherche de la paix sociale. Nous avons voulu sauvegarder cette paix sociale avec comme conséquence négative un risque de passivité, de démobilité. Depuis dix-neuf mois nous sommes dans une situation où il nous faut préserver à tout prix la paix sociale et en même temps demander à tous ceux qui sont actifs, dans cette société, de s'engager résolument dans la voie du changement. »

« Le peuple français n'est pas habitué à ce genre de démarche. Il a subi pendant des années, sous le septennat précédent, une espèce d'intoxication selon laquelle la France serait une petite puissance qui devrait se résigner par réalisme. Dès lors, de nouvelles habitudes ne peuvent pas être acquises immédiatement. »

« Comment s'y prendre ? »
« Le changement social suppose une dynamique culturelle, une évolution des mentalités. On peut déclencher l'une et l'autre par un processus révolutionnaire, avec tous

les risques de dérapage que l'on connaît. Nous n'avons pas voulu faire cela. On peut aussi parier sur la durée, avec comme instrument principal le dialogue et la rencontre. C'est dans ce cadre que nous situons notre initiative. »

« Nous savons bien qu'il y a dans notre société des intérêts antagonistes. Mais compte tenu de nous nous inscrivons dans les règles de la démocratie, et compte tenu des contraintes exceptionnelles qui pèsent sur la France d'aujourd'hui, il y a possibilité, à partir du débat, d'accords peut-être limités sur des points positifs. »

« Par exemple, l'une des entreprises de ma région a des problèmes économiques très importants. Elle a été obligée de licencier. Le comité d'entreprise a décidé, il y a une dizaine de jours, que pour limiter les licenciements il n'y aurait pas de prime de fin d'année en 1982. Il a même envisagé un blocage des salaires. Evidemment, il s'agit là d'une situation tout à fait exceptionnelle qui ne saurait être généralisée. Je n'ai d'ailleurs pas à juger sur le fond la valeur de la décision prise. Mais voilà bien un exemple précis qui montre que des partenaires sociaux peuvent dépasser leurs intérêts à court terme pour regarder le long terme. Nous pensons que ce type de dialogue — dans des circonstances moins dramati-

ques — doit devenir l'habitude et que le parti socialiste a capacité à en créer le lien. »

« C'est un rôle nouveau pour le P.S. Depuis le 10 mai, il ne nous avait pas habitués à cela, mais plutôt à une prise en compte, au jour le jour, des réalités quotidiennes de l'action politique. Quitte à réagir contre telle ou telle décision d'un ministre, comme dans l'affaire des livres de caisse d'épargne. »

« On ne peut pas construire une politique sans tenir compte du moment, y compris d'un contexte électoral. Mais je serais inquiet si l'on perdait de vue le moyen et le long terme. Les Français nous jugent avec le temps de retard que suppose toute action politique, en fonction de quelques idées très simples, d'ici deux ou trois ans, quand l'opinion aura vraiment mesuré ce que la gauche a voulu faire. »

« Quand on est dans la politique quotidienne, on sous-estime toujours le décalage qu'il y a entre une action politique et sa perception par l'opinion publique. Le parti socialiste aurait tort s'il se laissait trop aller à la tentation du coup par coup. S'il y a une chose que j'ai apprise de François Mitterrand, c'est bien l'idée selon laquelle il faut gérer le temps en politique. »

« Prenez l'exemple de la fracture économique de 1972-1973, au

M. Barre : le plus mauvais service à rendre à l'opposition serait de vouloir l'unifier

M. Raymond Barre, qui animait, mardi 18 janvier, un débat-débat organisé par le C.D.S. du sixième arrondissement de Paris, s'est élevé contre cette « tradition intellectuelle assez répandue, qui consiste à considérer que le progrès social ne peut se réaliser que lorsque la gauche est au pouvoir. »

Selon l'ancien premier ministre « une bonne politique de progrès social doit se traduire par des mesures qui n'entraînent pas de déséquilibres graves dans l'économie. Elle doit s'efforcer de créer les conditions d'une société de progrès, de responsabilité et de justice. »

M. Barre a précisé : « Il n'est pas question de nier la gênerosité de certaines mesures (gouvernementales), mais il faut admettre quelques principes simples, notamment que l'on ne peut faire preuve de générosité sans ressources suffisantes ; sinon, il s'agit d'une générosité à crédit, d'une générosité en monnaie de singe. » Il a ajouté : « Le gouvernement a commis une très grave erreur d'appréciation (en analysant) les possibilités économiques de la France. Il a engagé une politique aventureuse (qui) a frappé ceux-là même auxquels il voulait apporter un bien-être. »

Interrogé sur l'enseignement qu'il avait tiré de la « défaite de 1981 » et sur la stratégie de reconquête du pouvoir de l'opposition, M. Raymond Barre a notamment déclaré : « Je dois reconnaître que je ne m'attendais pas à l'échec du 10 mai 1981. J'ai pensé que, aux élections législatives de 1983, les Français avaient très clairement manifesté leur hostilité au programme commun. Je croyais qu'en

dépit des conflits au sein de la majorité l'intérêt national l'emporterait sur les considérations personnelles, et que les Français voteraient dans des conditions qui ne mériteraient pas, en danger la cinquième République. (...) J'ai été très surpris par la campagne présidentielle : alors que le pays était en train de s'en sortir, je voyais se déployer les comportements les plus irréfléchis, irresponsables, ignorants des réalités internationales et nationales. »

A propos de la stratégie de l'opposition, le député (app. U.D.F.) du Rhône a affirmé : « L'opposition ne doit se montrer ni agitée ni pressée, mais elle doit montrer au contraire qu'elle est capable de prendre conscience des grands problèmes de la France et d'en assumer la charge. Elle doit s'abstenir de faire des promesses catégoriques, sinon un jour nous nous retrouverons dans une situation impossible. Il ne faut pas que l'opposition passe son temps à renouveler les schémas du passé, mais qu'elle se montre porteuse de solutions nouvelles. »

M. Barre a ajouté : « Le plus mauvais service à rendre à l'opposition actuelle serait de vouloir l'unifier. (...) On veut jeter une espèce de voile sur le passé. (...) Mais il faut être sérieux. (...) Il existe plusieurs courants, on ne les fera pas disparaître. Il faut au contraire que chacun de ses courants se renforce, s'organise et ne cherche pas à camoufler ses convictions. (...) Toutes les tentatives visant à unifier l'opposition se traduiraient par des tensions, des éclatements qui seraient fâcheux. (...) Il faut accepter la diversité. »

EN GUYANE

Heurts entre grévistes et gendarmes à Saint-Laurent-du-Maroni

De notre correspondant

Cayenne. — Des heurts se sont produits, lundi 17 janvier, à Saint-Laurent-du-Maroni, deuxième ville du département de la Guyane, entre une partie de la population, soutenant trente employés de la sous-préfecture, en grève depuis le début du mois, et des gendarmes mobiles venus assurer la protection du personnel non gréviste.

Les incidents ont eu lieu en début d'après-midi, après que l'Union des travailleurs guyanais (U.T.G., syndicat indépendantiste) ait sommé les forces de l'ordre, postées dans le parc de la sous-préfecture, de quitter la ville avant 13 heures. Un cocktail Molotov a été lancé ; les gendarmes ont riposté par des jets de grenades lacrymogènes. On ne signale aucun blessé grave. Les manifestants ont répliqué puis ont organisé, dans la soirée, un défilé aux flambeaux en criant des slogans hostiles aux forces de l'ordre.

M. Philibert Dufail, communiste, secrétaire général de la C.G.T., a été élu président du comité économique et social de la Martinique, par vingt-six voix contre vingt et une à M. Jean Crusol, indépendantiste, membre influent de la fédération socialiste du département. Pour la première fois, le groupe patronal n'avait pas présenté de candidat. — (Corresp.)

Deux membres de l'U.T.G. — un homme et une femme — ont été interpellés dans la nuit puis relâchés mardi matin 18 janvier, tandis que les gendarmes mobiles devaient quitter la localité.

Le personnel en grève travaille habituellement à assurer les liaisons fluviales avec le Haut-Maroni et s'occupe du matériel voulant de la sous-préfecture. Il réclame une augmentation de salaires et une amélioration des conditions de travail. Le contentieux traîne en longueur parce que ces employés ne dépendent plus, désormais, de la préfecture, mais — à cause de mise en œuvre de la décentralisation — du conseil général. Or celui-ci n'est pas encore habilité à régler ce genre de problème.

Il a toutefois été décidé de réunir, mercredi après-midi, une commission paritaire pour essayer de dégager les bases d'un accord.

EDMOND RELIGIER.

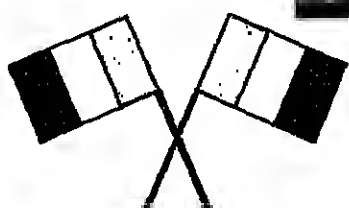
Une cérémonie religieuse à l'évêché Charles-de-Gaulle a marqué mardi matin 18 janvier, en présence de M. Charles Hernu, le retour de métropole des corps des deux gendarmes mobiles, Eric Galaridon, vingt et un ans, et Jacques Morice, vingt-deux ans, tués le 10 janvier en Nouvelle-Calédonie.

Outre le ministre de la défense, étaient présents à la cérémonie le directeur général de la gendarmerie nationale, M. Barthelemy, le général Simon, représentant le premier ministre, et le général Andraud, major général de la gendarmerie nationale.

Les gendarmes de l'escadron d'Argentan ont rendu les honneurs en présence des membres de l'escadron des deux disparus rapatriés par le même avion et commandés par le lieutenant Jamin, qui a lu la citation à l'ordre de la gendarmerie nationale dont ont fait l'objet les deux victimes.

L'Association nationale des élus communistes et républicains (A.N.E.C.R.) estime que le projet de statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, adopté par le conseil des ministres le 5 janvier, constitue « une réforme de grande portée ». L'A.N.E.C.R. se félicite que ses propositions constructives se trouvent largement prises en compte par le gouvernement de gauche.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN



Appel aux chrétiens élus ou candidats

Dieu sait si les élections municipales sont importantes. Il y a parmi vous des élus qui redonnent des candidats qui ont été, seront ou seront devenus des élus. Nous leur demandons de s'interroger sur la rencontre entre leur foi chrétienne et leur engagement politique. Des horizons ouverts... des fenêtres éclairées... des portes claquées au nez... des espoirs et des difficultés... du bonheur, de la sœur et des larmes...

Chrétiens et candidats : racontez-nous votre témoignage et votre itinéraire. Comment tout cela a

commencé et pourquoi ? Comment cela s'est passé et se passe encore aujourd'hui ?

Les questions ci-dessous ne sont là que comme un stimulant à la mémoire. Ce sont des récits que nous attendons de votre part.

Et répondez, s'il vous plaît le plus rapidement possible pour que nous ayons le temps — avant l'échéance du 6 mars — de faire largement écho à vos réponses dans « Témoignage Chrétien ».

Mille fois merci.

Quelques questions

« Qu'est-ce qui vous a conduit à votre engagement politique ? Réflexion, événements, circonstances, rencontres... »

« Le fait d'être chrétien a-t-il joué un rôle — et lequel — dans votre décision de vous engager politiquement ? »

« Dans l'exercice de votre responsabilité politique, votre christianisme constitue-t-il un atout ou un handicap ? Ou les deux ? »

« Vos camarades de parti ou de conseil municipal ont-ils, à votre égard, une attitude particulière parce que vous êtes chrétien ? »

« Existe-t-il des responsabilités que l'on hésite à vous confier (écoles, personnel municipal, budget...) ? »

parce que vous êtes chrétien ?

« A l'inverse, y a-t-il des responsabilités (œuvres sociales, relations avec les ministres du culte, entretiens des églises ou des locaux paroissiaux) que l'on vous confie volontiers parce que vous êtes chrétien ? »

« Existe-t-il des questions ou des problèmes que vous ne pouvez pas résoudre sans l'appui de votre foi ? »

« Votre engagement politique vous a-t-il conduit ou non à modifier votre engagement chrétien dans des mouvements ou ta paroisse ? Si oui, est-ce de votre fait ou de raison de l'attitude de la communauté chrétienne à votre endroit ? Par exemple, vous accusez d'assumer des responsabilités « ecclésiastiques » pour « grappiller des voix » ? Plus généralement, vous sentez-vous aussi à l'aise dans la communauté depuis que vous a faites de la politique ? Sinon, pourquoi ? »

« Si vous êtes religieux, prêtre ou religieux et engagé politiquement, dites pourquoi et expliquez les conséquences que cela peut avoir — positivement aussi que négativement — dans votre action religieuse ou sacerdotale ? Dans vos relations avec la population, la communauté chrétienne, vos concitoyens ou confrères, la hiérarchie ? »

« Votre expérience politique a-t-elle, oui ou non, répondu à vos espoirs ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Existe-t-il des questions ou des problèmes que vous ne pouvez pas résoudre sans l'appui de votre foi ? »

« Votre engagement politique vous a-t-il conduit ou non à modifier votre engagement chrétien dans des mouvements ou ta paroisse ? Si oui, est-ce de votre fait ou de raison de l'attitude de la communauté chrétienne à votre endroit ? Par exemple, vous accusez d'assumer des responsabilités « ecclésiastiques » pour « grappiller des voix » ? Plus généralement, vous sentez-vous aussi à l'aise dans la communauté depuis que vous a faites de la politique ? Sinon, pourquoi ? »

« Si vous êtes religieux, prêtre ou religieux et engagé politiquement, dites pourquoi et expliquez les conséquences que cela peut avoir — positivement aussi que négativement — dans votre action religieuse ou sacerdotale ? Dans vos relations avec la population, la communauté chrétienne, vos concitoyens ou confrères, la hiérarchie ? »

« Votre expérience politique a-t-elle, oui ou non, répondu à vos espoirs ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes candidat(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »

« Si vous êtes élu(e), comment voyez-vous l'avenir de la France ? »



Quittez les pistes battues, les sentiers encombrés : En Finlande, vous découvrirez le ski espace, le ski randonnée, le ski sauvage.

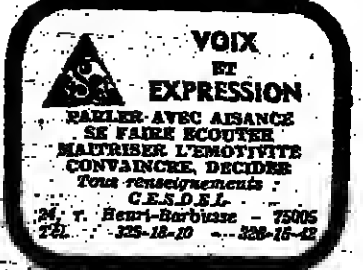
Au pays de la neige, de la « Profonde » vous découvrirez aussi les joies vivifiantes de la randonnée en traîneaux tirés par des rennes, ainsi que la chaleureuse hospitalité des Finlandais.

Des prix profondément doux : séjour pension complète 9 jours Paris/Paris : 4190 F

Pour recevoir la brochure forfaits skis en Finlande, retournez ce coupon à : FINNMARK

11, rue Auber 75009 Paris Tél. 742.83.33

Nom _____ Adresse complète _____



VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC ASSURANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAINTIENIR L'EMPHATIE
CONVAINCRE, DECIDER
Tous renseignements :
C.E.S.D.L.
24, rue Henri-Barbus - 75005
Paris - 22-15-20 - 22-15-42

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A STRASBOURG

Le R.P.R. désapprouve la décision de M. Bord de constituer sa propre liste

De notre correspondant

Strasbourg. — La succession du maire sortant de Strasbourg, M. Pierre Pfimlin (C.D.S.), qui se retire après vingt-quatre ans de mandat municipal, s'annonce plus mouvementée que prévu. L'opposition — la « majorité alsacienne » dans le vocabulaire politique de l'U.D.P. et du R.P.R. de la région — est divisée, comme à Mulhouse. A côté de la liste de l'Entente pour Strasbourg, dirigée par M. Marcel Rudloff (C.D.S.), sénateur et adjoint au maire, et regroupant la majorité des conseillers sortants, une liste conduite par un autre élu sortant, M. André Bord (R.P.R.), ancien ministre et membre de l'Assemblée européenne, est en voie de constitution.

Cette candidature, annoncée lundi soir 17 janvier, traduit le malaise qui règne au sein du R.P.R. strasbourgeois, et qui s'est exacerbé avec la préparation des municipales. L'ancien ministre s'est élevé contre la procédure de désignation des représentants du R.P.R. sur la liste de M. Rudloff par une commission dirigée par le premier adjoint sortant, M. Robert Baillard, qu'il juge peu représentatif de la base du mouvement.

C'est justement sur les militants que M. Bord entend s'appuyer dans la constitution de sa liste qui sera ouverte, selon lui, aux jeunes ainsi qu'à des personnalités non politiques choisies pour leur capacité de gestion. Cette initiative coupe définitivement M. Bord de ses anciens amis politiques, qui lui reprochent son rôle de diviseur et qui ne manquent pas de souligner que sa candidature ne fait que le marginaliser au sein du R.P.R. Au siège parisien du mouvement, on indiquait d'ailleurs, mardi matin, « qu'une stratégie uni-

taire avait été décidée nationalement et qu'un accord était intervenu pour soutenir à Strasbourg M. Rudloff à la tête d'une liste commune ». On ajoutait que « la décision personnelle de M. André Bord n'est pas de nature à remettre en cause les accords intervenus ».

Pour sa part, Rudloff ne dramatise pas la situation mais déplore la confusion que fera naître dans l'esprit des électeurs l'apparition de cette nouvelle liste qui ne se distingue pas, dans ses objectifs de base, de celle de l'Entente pour Strasbourg. Il n'empêche que cette candidature, dont M. Bord affirme avec force qu'en l'absence de « danger socialiste » elle ira jusqu'au bout, contraindra la « majorité alsacienne » présente autour de M. Rudloff, à réviser la composition de sa propre liste. Celle-ci n'a pas encore été rendue publique. Côté majorité, en revanche, les problèmes sont réglés. La gauche présentera une liste d'union conduite par le député de la deuxième circonscription, M. Jean Oehler (P.S.). Elle comprendra en position éligible un représentant du P.C., le secrétaire fédéral du Bas-Rhin, M. René Baillieux. Pour sa part, le P.S.U., qui s'alignera à cet effet à d'autres formations d'extrême gauche, pourrait présenter une liste.

Il est aussi question d'une liste Strasbourg-Village. Formée de militants écologistes et de responsables d'associations de quartiers, cette liste était déjà présente lors des élections de 1977 et avait obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés. Enfin, les autonomistes prépareraient eux aussi une liste.

JEAN-CLAUDE HAHN.

A PARIS

APPEL DES COMMUNISTES CONTRE L'ABSTENTION

La fédération de Paris du parti communiste français a décidé de lancer sa campagne électorale dans la capitale en lui donnant trois caractéristiques : « Très unitaire, très offensive et très anti-chiracienne ». Le P.C. parisien va diffuser à un million d'exemplaires un journal électoral avec des éditions personnalisées par arrondissement. M. Henri Malberg, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C. et candidat dans le vingtième arrondissement sur la liste conduite par M. Charzat, député socialiste, écrit dans un éditorial : « M. Chirac et toute la droite parisiennne ont mis leur espoir, non dans l'enthousiasme pour leur politique, mais dans le désengagement de certains parisiens qui ont voté à gauche voilà dix-huit mois. L'espoir de M. Chirac, c'est de gagner comme par surprise, du fait d'une mobilisation insuffisante de la gauche. Attention, M. J. Chirac et la droite veulent se servir des Parisiens comme d'une masse de manœuvre, contre la politique nouvelle entreprise en 1981. Ils veulent obtenir une victoire à Paris dans le seul but de servir leurs intérêts, mettre en cause tous les pas en avant qui ont été faits depuis dix-huit mois. »

M. Jacques Chirac a présenté à la presse mardi 18 janvier les vingt personnalités qui conduiront dans la capitale les listes « Union pour Paris ». Le maire avait auparavant tenu une réunion de travail avec elles dans les locaux qui serviront de siège à l'état-major de campagne, 15, rue Berthollet, dans le premier arrondissement.

M. Chirac a indiqué que le programme que défendraient les candidats de la liste Union pour Paris « excluait l'accroissement des

M. LAURENT (P.C.F.) REFUSE DE RENCONTRER M. FISZBIN

M. Henri Fiszbin, conseiller de Paris, président de Rencontres communistes, a adressé, le 14 janvier, à M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F. et tête de la liste de gauche pour les élections municipales dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, une lettre lui proposant une rencontre avec M. Manuel Escutia, député (P.S.) de l'arrondissement, et lui-même. M. Fiszbin envisageait cette rencontre dans la perspective de la formation d'une liste commune l'associant à MM. Laurent et Escutia.

M. Laurent a répondu négativement, lundi 17 janvier, à cette proposition de rencontre, alors que M. Escutia avait donné son accord. Toutefois, la fédération de Paris du P.S. a rendu publique, lundi, une motion adoptée par sa commission exécutive, le 14 janvier, et regrettant que M. Fiszbin maintienne sa candidature dans le dix-neuvième arrondissement (dont il est l'un des quatre conseillers sortants) plutôt que de se présenter dans le dixième arrondissement, « réservé » à cette fin, lors du « sommet » P.S.-P.C.F. du 22 décembre dernier.

LA CAMPAGNE DE M. CHIRAC

charges fiscales ainsi que le développement de l'endettement de la capitale ». Le maire sortant tiendra une demi-douzaine de meetings publics dans les arrondissements de Paris au cours du mois de février et une grande réunion publique porte de Reuilly, dans le douzième arrondissement, le vendredi 4 mars à 20 heures.

UN LABEL POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

La Confédération générale de la petite et moyenne entreprise, qui revendique l'adhésion d'un million et demi de petits patrons, a décidé de se lancer dans la bataille des municipales : tout patron candidat, sauf s'il appartient à une liste communiste, pourra obtenir un label « exclusif » de « représentant de l'entreprise libre et indépendante ». Pour obtenir ce label, le chef d'entreprise devra s'engager sur une plate-forme électorale.

Le bureau politique du P.S.U. a voté, mardi 18 janvier, à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., une lettre, afin que les problèmes encore en instance entre les deux partis pour la constitution de listes communes aux élections municipales puissent trouver « une solution satisfaisante ». Le bureau politique du P.S.U. a indiqué que « des difficultés sont apparues, notamment à Paris, où le P.S.U. revendique légitimement deux conseillers et où la candidature de Mme Huguette Bouchardeau est envisagée ».

D'autre part, la direction politique du P.S.U., ayant pris connaissance de la constitution, à Brest, d'une liste de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière (trotskistes), sur laquelle figuraient des militants du P.S.U., demande à ses militants : « S'ils ne veulent pas reprendre les négociations avec l'union de la gauche, de constituer une liste autogestionnaire ou de ne pas se présenter. »

M. Jean Garrido, contrôleur à la poste centrale de Bordeaux, qui fait l'objet d'une enquête administrative après un détournement de courrier contenant de l'argent liquide, s'est démis de son mandat de conseiller municipal (R.P.R.), adjoint au maire de Biarritz.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE CINÉMA

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Odet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

AU MANS

Les socialistes renoncent à contester la mairie au P.C.F.

De notre correspondant

Le Mans. — Les militants socialistes mancaux acceptent de jouer le jeu d'une liste commune conduite par M. Robert Jarry, le maire communiste sortant, dès le premier tour. Mardi soir 18 janvier, les sections du Mans ont décidé, à une forte majorité, de renoncer à une « primaire » avec le P.C.F., après le ralliement de la commission exécutive départementale du P.S. à l'argumentation de M. Jean Popereau, le 11 janvier dernier (le Monde du 14 janvier). Une délégation, composée de trois secrétaires de section et de trois élus du Mans, devait prendre contact avec les communistes mancaux, mercredi, pour engager les négociations sur la base de l'accord national du 22 décembre. Parallèlement, les représentants des deux fédérations socialiste et communiste devaient se rencontrer pour évoquer la situation dans les autres villes du département.

Toutefois, si les socialistes affirment « leur ferme volonté d'aboutir », ils ne cachent pas, non plus, leur volonté d'obtenir de leurs partenaires communistes un nombre de sièges et de responsabilités « qui soit le reflet de l'électorat de gauche au Mans, où les deux tiers des voix sont socialistes ». Il s'agit même, à leurs yeux, d'une des conditions du

succès de cette liste. Le « national » a fait un geste d'analyse explicite au P.S. Aujourd'hui, il faut garantir aux électeurs socialistes qu'ils seront représentés correctement. L'attitude des sections sera déterminée en fonction des résultats des négociations. Les socialistes fixent aux communistes une date limite : le 26 janvier. M. Jean-Claude Boulard, candidat des socialistes à la mairie, redevenu simple militant de base, affirme : « L'idée d'avoir un maire socialiste au Mans n'est pas abandonnée, ni pour demain ni même pour aujourd'hui. »

On prête aux socialistes l'intention d'obtenir le poste de premier adjoint, celui d'adjoint aux finances et celui de président de la Communauté urbaine du Mans. Un poste qui conviendrait peut-être à M. Boulard, puisque l'actuel président, M. Roland Beccolleville (P.S.), souhaite être déchargé de cette fonction : il ne veut pas renouveler l'expérience auprès de M. Jarry, qu'il accuse d'avoir « refusé la collaboration étroite nécessaire entre le président de la Communauté urbaine et le maire du Mans, au point de remettre en cause la solidarité de gestion dans les moments difficiles ».

ALAIN MACHEFER.

Salon du 1^{er} Emploi

du 22 au 25 mars 1983

17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

organisé sous l'égide de la CONFÉDÉRATION DES BUREAUX D'ÉLÈVES

PROGRAMME GENERAL

Inauguration du Salon à 14 h 30.
Table ronde animée par Monsieur Charles VIAL ("LE MONDE") : "DES JEUNES DIPLOMÉS POUR QUOI FAIRE ?"
Participants : Ministère de l'Emploi, Confédération des Bureaux d'Élèves des Grandes Écoles.

Deux animations "LE MONDE".
Déjeuner-débat avec 40 participants (Chefs du personnel de grandes entreprises, élèves, directeurs d'écoles ou présidents d'université) sur le thème :

"QUELLE FORMATION POUR QUELS EMPLOIS ?"
Table ronde publique avec quelques grands patrons d'industrie et des élèves sur le thème :
"QUELLE PLACE POUR LES CADRES DANS LES ENTREPRISES DE L'AN 2000 ?"
(problèmes de la production et de la recherche, effets de l'informatisation, rôle de la formation permanente, etc.).

Les animateurs en seront Serge BOLLOCH de la rubrique "Éducation" et Jean-Pierre DUMONT de la rubrique "Social" du MONDE.

Présentation par HAVAS CONTACT d'une enquête visant à déterminer les critères de choix des entreprises par les jeunes diplômés et à dégager une image de l'entreprise idéale telle qu'ils la conçoivent.

Journée "LE MONDE DE L'ÉDUCATION".
Table ronde animée par Jean-Michel CROISSANDEAU de 10 h 30 à 12 h 30 avec participation d'universitaires, d'élèves des Grandes Écoles, de patrons de cabinets de recrutement et de chefs d'entreprises ou de chefs du personnel sur le thème :

"LE RECRUTEMENT DES JEUNES CADRES".
(méthodes de sélection, tests, contacts entre entreprises et élèves, déflections, rédaction des annonces, prospection, etc.).

COCKTAIL DE CLÔTURE

Animations particulières par les entreprises participantes : conférences, présentations d'entreprises, projections, déjeuners, cocktails, prise en charge de visites et de déplacement de promotions de Grandes Écoles de province, etc.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS

Tél. : 296.12.92

ou : LA DOCUMENTATION PRATIQUE, 13, galerie Vivienne, 75002 Paris, Tél. 261.50.87

Edgar Faure

de l'Académie française

Mémoires

Avoir toujours raison... c'est un grand tort

"Ni l'intérêt ni l'agrément de ces sept cents pages ne se relâchent un instant."

JACQUES FAUVEY
"LE MONDE"

"Une œuvre, véritable mémoire de la République, dont on ne pourra sans doute plus se passer."

PAUL GUILBERT
"LE QUOTIDIEN DE PARIS"

"Cet art d'écrire à la diable pour l'immortalité", selon le mot de Chateaubriand sur Saint-Simon... fait entrer les Mémoires d'Edgar Faure, de plain-pied, dans notre patrimoine historique et littéraire."

ALAIN PEYREFITTE
de l'Académie française
"LE FIGARO"

"Jamais on n'avait ainsi parlé de la IV^e République. Cette réhabilitation fait des "Mémoires" d'Edgar Faure le roman le plus passionnant de la rentrée."

GEORGES SUFFERT
"LE POINT"

Edgar Faure, thaumaturge, réussit son plus grand miracle en dépoussiérant l'histoire de la IV^e République."

HENRI AMOUREUX
de l'Institut
"LE FIGARO MAGAZINE"

"Un incomparable témoignage sur la IV^e République en même temps qu'un recueil de souvenirs forts vivants et bien écrits."

FABIEN ROLAND-LEVY
"LIBÉRATION"

PLON

Un entretien avec M. Louis Legrand

(Suite de la première page.)

- Ce constat, dites-vous, n'est pas nouveau ?

Non, mais le collège unique a soudainement mis en relief des élèves qui étaient cachés, soit dans les classes de transition, soit à l'école élémentaire. S'ajoute à cela une évolution considérable dans les mentalités, dans la manière de vivre des adolescents et des pré-adolescents qui est le fait de l'urbanisation, de l'évolution des mœurs, de l'omniprésence des médias. Tout cela accuse le décalage avec un système scolaire qui n'a pas évolué, même avec des programmes modifiés et les libertés prises, ici et là, par rapport à la pédagogie classique. Dans l'ensemble, c'est le style traditionnel qui perdure et qui est resté le modèle même pour les enseignants qui n'ont pas une formation académique complète.

On est arrivé à un équilibre d'enseignement traditionnel au sein de la zone défavorisée. C'est ce qui explique que mes propositions sont passées. Mais elles sont passées par une certaine ambiguïté.

« Donnez-nous de bons élèves... »

- Vous attendez-vous à une distance importante entre l'attitude des États-majors syndicaux et les réactions individuelles même lorsque les uns et les autres se réclament de la gauche ?

Je suis persuadé que si on gratte un peu dans les prises de position positives et négatives - il est significatif que le négatif porte sur la fonction et la durée du service des enseignants - on trouverait cette idée précise : « Donnez-nous de bons élèves pour qu'on puisse faire une bonne pédagogie ». Le souci latent est de revenir à un palier de sélection à l'entrée en sixième, et pour quel pas, à la notion de filières.

Si l'on veut unifier le système pour des raisons de démocratie et tenir compte des réalités, on est conduit à la structure que je propose [des ensembles hétérogènes divisés pour certaines disciplines en groupes de niveau homogènes] et à l'ouverture de l'école. Le corps professoral n'en est pas convaincu. Je reçois des tonnes de pétitions.

Pourriez-vous être plus précis à propos de la baisse des performances en lecture, à laquelle vous faites allusion ?

En réalité, les élèves qui entrent en sixième savent déchiffrer, mais ils ne savent pas écrire ni

ser un sens dans le texte. Il y a un problème de pédagogie à l'école élémentaire, mais aussi de rapport au texte dans une civilisation de l'image.

L'enseignement de la lecture et de l'écriture ne motive pas suffisamment les élèves. Cela reste un savoir-faire non intégré pour un certain nombre d'enfants, alors que ceux des classes favorisées savent communiquer par l'écrit et accèdent facilement à la pensée symbolique.

Pédagogiquement, je me suis persuadé qu'on peut faire mieux mais il y a un immense effort de formation des instituteurs à accomplir. La formation permanente a été ratée parce qu'elle a été menée dans un esprit de rénovation disciplinaire - mathématiques modernes, linguistique... - mais ne s'est pas attachée aux techniques d'apprentissage. Il ne faut pas oublier que les professeurs d'école normale sont toujours des professeurs de disciplines de second degré.

Un problème-clé : la formation des enseignants

- Estimez-vous que les conditions sont réunies pour amorcer le vaste débat national que vous souhaitez en préalable à un début d'application de vos propositions ?

Mis à part le problème de la durée de service des professeurs, j'ai bien travaillé dans ma commission avec les syndicats. Le débat national doit donc pouvoir se faire. J'ai tenu une perche aux enseignants avec les groupes de travail, car, dans certains endroits, les conditions d'enseignement sont impossibles. C'est pourquoi je souhaite qu'on mette partout en place la structure de base que je propose. Je suis persuadé que, à partir du moment où les enseignants comprendront qu'ils peuvent en faire quelque chose, ils le feront. Il faudra apporter à ceux qui manifesteront cette volonté un soutien intellectuel ou matériel : s'il y a peu de moyens, autant les mettre là où ils peuvent être utiles.

Mais le problème-clé, c'est la formation des enseignants. Il ne s'agit pas de les former par embrigadement, mais de répondre à des interrogations : c'est pourquoi la mise en place des structures que je propose est fondamentale pour adapter la formation permanente à la demande de chaque équipe pédagogique.

Vos propositions pour les collèges s'inspirent en partie des expériences que vous avez me-

nées depuis 1966 sous un pouvoir politique qui n'avait pas vos valeurs et qui vous le rendait bien. Vos opinions et les conclusions de vos travaux scientifiques sont plus en phase avec les objectifs d'un gouvernement de gauche. Pensez-vous que votre projet ambitieux ait pour autant plus de chance d'aboutir ?

Je pense que les objectifs aujourd'hui sont clairs, et l'aspect important qu'il faut bien mettre en relief c'est le réajustement des activités au profit des enseignements artistiques et polytechniques dans la perspective du développement industriel. Il faut faire en sorte que la France passe le cap de cette nouvelle révolution industrielle.

La réforme de 1959 du général de Gaulle, qui a prolongé la scolarité, était un pari fondamentalement économique. Il fallait en somme puiser partout les capacités et rompre les obstacles à l'élévation du niveau général de la population. Cette réforme a réussi. Mais on est arrivé aujourd'hui à un palier infime plus grave avec la robotique, l'informatique, la division internationale du travail, le chômage qui découle de la disparition progressive des emplois primaires et secondaires.

Il faut que l'école puisse faire face à ce deuxième saut économique. On ne peut plus dire que certains vont au lycée d'enseignement professionnel ou en entreprise pour apprendre le tour de main. Les O.S. à court terme n'existeront plus. La grève des peintres des usines Renault est archaïque, puisque l'évolution technologique doit faire disparaître les peintres au profit des machines. C'est un problème de répartition du travail, mais aussi de mise en œuvre d'une autre société où apparaissent les notions de temps libre, de formation civique aux prises de décision collectives. Il est urgent, dans une démocratie, d'apprendre à toute la population à s'auto-déterminer, à prendre des responsabilités.

C'est dans ces perspectives qu'il faut repenser le système éducatif, y intégrer l'enseignement polytechnique, la démarche scientifique et les langues de communication (informatique, médias), sans surcharger l'horaire des élèves.

Une visée humaniste

- Vous liez, à juste titre, la transformation de la société à celle du système éducatif, en expliquant dans votre rapport que la hiérarchisation sociale a créé une école sélective. On

pourrait ajouter : et inversement. C'est un vieux débat. Vous semblez-il toujours d'actualité ?

Absolument, c'est un débat fondamental. Le vrai débat de toutes les sociétés industrielles, c'est l'évolution du travail, la place du travail, la hiérarchie sociale. Il y a des choix dramatiques à faire. Une société axée uniquement sur le développement industriel va fatalement au totalitarisme, à la guerre.

Si le développement industriel n'est pas régulé par une visée humaniste, le libéralisme au sens strict du terme est condamné. Il faut faire en sorte que l'école réponde mieux aux exigences d'un développement industriel respectueux de l'homme. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : on ne peut pas modifier la société en modifiant l'école seule. Il est clair cependant que l'évolution politique d'une société doit aller de pair avec l'évolution de son système éducatif.

- On ne peut envisager de faire évoluer l'un sans l'autre ?

Certainement pas.

- Le système éducatif peut-il être un instrument au service du pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche ?

A long terme, le pouvoir repose sur l'école. Par exemple, le développement d'un secteur libre d'enseignement est bien le résultat d'une volonté politique. Ce n'est pas le « caractère propre » qui est aujourd'hui en cause, mais bien le choix délibéré des parents dans une société où il s'agit de « se placer » et où on accepte mal une déségrégation sociale.

L'idée qu'il y a des élèves qu'il n'est pas rentable de promouvoir, qu'il y a des élèves « inadaptables », c'est une idée politique. Elle s'articule sur des conceptions idéologiques, celle des dons, celle que chacun doit tenir sa place et ne pas la quitter. C'est une idée très ancienne qui remonte au positivisme et qui a des conséquences sur les orientations du système éducatif.

Mais il y a ce qu'on peut appeler les effets de système. Ainsi, il est significatif que, si les collèges ne marchent pas bien, c'est l'envers de la réussite de la réforme de 1959. Auparavant, quantité de jeunes des milieux populaires trouvaient à un emploi à la ferme, ils n'avaient pas de rapport avec l'orthographe. Les « bons » étaient dans le technique ; il y avait un tri positif, les laissés-pour-compte n'apparaissaient pas. Aujourd'hui ils apparaissent dans les grands ensembles, sans

perspective d'emploi ni de vie. Ce sont des phénomènes de base plus importants que les choix idéologiques.

Toutefois je crois profondément aux valeurs et aux choix politiques. Un choix de gauche ne peut être qu'optimiste, c'est le choix de la démocratisation et du bonheur généralisé. Tandis qu'un choix réaliste consisterait à ne pas gaspiller d'argent pour des gens qui seront O.S. ou chômeurs. Mais ce n'est jamais noir ou blanc. La gauche doit être réaliste et optimiste.

Généralité

- Si vos propositions étaient mises en œuvre, croyez-vous qu'elles pourraient entraîner une transformation radicale du système social, en dépit de l'aggravation de la crise économique ?

Non. L'école ne transformera pas radicalement le système social. Je crois qu'un des freins principaux à la mise en place de mes propositions, c'est justement que notre société reste une société de classes. S'intéresser aux enfants défavorisés pour essayer d'améliorer leur niveau et leur condition suppose une générosité qui n'est pas de mise dans une société de compétition telle que nous la connaissons.

Mes propositions veulent rendre tolérable le fonctionnement des collèges ; mais s'il n'y a pas disparition progressive du chômage, s'il n'y a pas de justice sociale, si on ne s'intéresse pas plus étroitement aux besoins des gens défavorisés, il restera toujours des échecs scolaires.

- Si en définitive rien ne changeait, pas plus à l'école que dans la société, quelles conséquences en tireriez-vous ?

An fond, je pense qu'il y a des déterminismes sociaux auxquels on n'échappe pas, si ce n'est par la prise de conscience de ces déterminismes. Personne n'est tout-puissant dans le domaine social. On ne peut procéder que par touches, et souvent il y a des effets de système imprévus. J'ai toujours pensé que les discours pédagogiques appartiennent beaucoup plus à la sphère des valeurs, au témoignage de ce qui serait souhaitable, qu'à la réalisation immédiate et totale. Ces valeurs, il faut sans cesse les affirmer et essayer de les réaliser. Si on ne les réalise pas, tant pis, on continuera à essayer de les faire avancer. Je ne pense pas qu'il y ait des lendemains qui chantent définitivement.

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTI

TROIS NOUVEAUX PROFESSEURS AU COLLÈGE DE FRANCE

Trois nouveaux professeurs titulaires de chaire viennent d'être nommés au Collège de France. M. Jacques Glowinski, directeur de recherche à l'INSERM, est nommé titulaire de la chaire de neuropharmacologie. M. Pierre Hadot, directeur de l'Ecole pratique des hautes études, occupera la chaire d'histoire de la pensée hellénistique et romaine, et M. Françoise Héritier, maître de recherche au C.N.R.S., est nommée titulaire de la chaire d'étude comparée des sociétés africaines.

M. Jacques GLOWINSKI

[Né le 30 août 1936 à Paris. M. Jacques Glowinski est diplômé de la faculté de pharmacie de Paris en 1959. Il a obtenu sa licence de sciences en 1961 et son doctorat de sciences naturelles en 1968. Il a été nommé maître de recherche à l'INSERM en 1969, puis directeur de recherche en 1974. Entre 1973 et 1977, M. Jacques Glowinski a enseigné comme professeur associé à l'université de Paris-VII. L'essentiel de ses travaux a porté sur la pharmacologie.]

M. Pierre HADOT

[Né le 21 février 1922 à Paris. M. Pierre Hadot est diplômé de philosophie et de lettres à la Sorbonne, a été chercheur contractuel à l'Institut des sciences humaines appliquées de l'université de Bordeaux. En 1959, il est associé aux travaux du groupe d'études documentaires de l'Ecole pratique des hautes études (VI^e section) avant d'être nommé en 1961, chef de travaux à l'E.P.H.E. Depuis 1967, il est associé, puis maître de recherche au C.N.R.S., et membre du laboratoire d'anthropologie sociale. Les travaux de M. Pierre Hadot ont porté sur l'étude comparée des sociétés africaines.]

Mme Françoise HÉRITIER

[Née le 15 novembre 1933 à Vesme (Loire). Mme Françoise Héritier, après des études de lettres à la Sorbonne, a été chercheur contractuel à l'Institut des sciences humaines appliquées de l'université de Bordeaux. En 1959, elle est associée aux travaux du groupe d'études documentaires de l'Ecole pratique des hautes études (VI^e section) avant d'être nommée en 1961, chef de travaux à l'E.P.H.E. Depuis 1967, elle est associée, puis maître de recherche au C.N.R.S., et membre du laboratoire d'anthropologie sociale. Les travaux de Mme Héritier ont porté sur l'étude comparée des sociétés africaines.]

AUTEURS, ÉCRIVAINS, ROMANCIERS, POÈTES ET CONTEURS

Présentent vos manuscrits à « PRINCES », l'éditeur-corrépond qui assure l'impression, la promotion et la diffusion.

1, Bd Victor Dubou - 06400 CANNES
Tél. : (93) 33-67-76

SCIENCES

Le retraitement des combustibles irradiés n'est pas remis en cause

précise le ministre de l'énergie

Si les pouvoirs publics n'ont pas encore adopté les propositions du rapport Cassaigne sur la gestion des déchets nucléaires (le Monde du 25 décembre), ils ne les ont pas rejetées pour autant. Le gouvernement français entend bien persévérer dans la voie du retraitement des combustibles irradiés.

En termes clairs, l'extension en capacité de retraitement de l'usine de la Hague (Manche) sera poursuivie : selon le ministre délégué chargé de l'énergie, M. Edmond Hervé, la France a, en effet, « acquis la maîtrise industrielle » de cette technique qui doit être « préservée et accentuée ». Il n'y a donc pas lieu, a-t-il dit, mercredi 12 janvier, de « revenir sur les décisions prises » pour que notre « avance soit maintenue ».

Une telle politique doit toutefois, selon le ministre, s'accompagner d'un programme de recherche et de développement visant à améliorer les techniques actuelles et surtout à lever les difficultés de la gestion à

long terme de certains déchets. Le ministre a demandé au commissariat à l'énergie atomique de « prévoir la création d'un ou de plusieurs laboratoires souterrains » destinés à permettre de telles recherches.

Pour sa part, la C.F.D.T. demande que l'extension de l'usine de la Hague (Manche) soit « sérieusement réexaminée » puisque « l'entreposage du combustible irradié ne pose pas, dit-elle, de problème ». Elle demande que toute la lumière soit faite sur les coûts de la gestion des déchets ; qu'aucun stockage définitif ne soit décidé ; que la méthode d'enrobage des déchets soient mises en œuvre ; que la définition et le suivi du programme de gestion à long terme des déchets soient confiés à une structure indépendante et pluridisciplinaire.

Le Syndicat réclame enfin que le site de stockage de déchets de Saint-Priest-La-Prugne (Loire), un moment envisagé, soit abandonné.

LA CHUTE DE COSMOS-1402 AURA LIEU ENTRE LA FIN JANVIER ET LA MI-FÉVRIER.

Personne ne sait encore avec exactitude où et quand retomberont le satellite de surveillance océanique soviétique Cosmos-1402 et le générateur nucléaire dont il est équipé.

Au Japon, où, plus qu'ailleurs, l'opinion publique est sensible aux dangers des rayonnements ionisants, on se prépare à parer à toute éventualité. C'est l'inquiétude. Au Canada, où les autorités estiment à 3 % seulement le risque d'une chute sur le territoire national, on déploie les importants moyens qui, en janvier 1978, avaient permis de réagir à la chute, près du lac des Esclaves, du satellite Cosmos-954, lui aussi équipé d'un générateur nucléaire.

En attendant, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se livrent une petite guerre des communiqués, qui, du côté des américains, a pris ces derniers jours un tour moins alarmant, sans pour autant verser dans l'optimisme de circonstance affiché par les Soviétiques. Ainsi, pour les premiers, la chute des éléments du satellite est fixée à la fin du mois de janvier, tandis que, pour les seconds, l'entrée du générateur nucléaire dans les couches denses de l'atmosphère interviendra à la mi-février.

Le prochain tir du lanceur européen Ariane n'aura pas lieu en cours de la seconde quinzaine d'avril, comme cela avait été initialement annoncé, mais dans le courant du mois de mai. Ce nouveau report devrait conduire à une réduction du nombre des tirs prévus cette année et amener quelques perturbations dans le calendrier des lancements de l'année prochaine. Il devrait permettre aux équipes techniques de disposer d'un peu plus de temps pour préparer le lanceur, mais aussi de procéder aux nécessaires modifications de la turbopompe du troisième étage, responsable de l'échec du 10 septembre 1982.

Un comité d'orientation du Musée des sciences et de l'industrie de La Villette a été nommé par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, qui a la tâche de l'établissement public d'aménagement du parc de La Villette. Ce comité de quatorze membres est présidé par M. Jean-Claude Becker, professeur au Collège de France et membre de l'Institut. Il devra conseiller l'établissement public sur l'orientation des travaux menés par la mission du musée - travaux qui ont permis la réalisation en décembre d'une petite exposition préliminaire (le Monde du 24 novembre 1982). D'autre part, M. Jacques Blanc, directeur du Centre culturel, scientifique et technologique de Grenoble, a été nommé directeur adjoint de la mission des musées, chargé de la muséologie. L'ouverture du musée est prévue à la fin de 1985.

Le conseil municipal de la ville de Nice vient de réclamer l'établissement par M. Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, d'un rapport sur les dangers que les risques sismiques font courir aux forages pétroliers en Méditerranée. Cette demande fait suite aux déclarations de M. Tazieff, qui, le 11 janvier au cours d'un débat public, avait dit qu'il n'était pas concerné par les problèmes que posent les forages pétroliers actuellement menés au large de Marseille.

PENDULES ET CARTELS
une œuvre unique à PARIS
150 modèles, tous les styles et la CREDIT M.P.
MP
Pendules
Cartels
Style Louis XVI, 26, rue de Rivoli

PLANS/CONTRECALQUES

MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL DRAQUE REDUCTION AGRANDISSEMENT
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12^e T. 347 21 32 T. 220064 F

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e
Téléphone (01 40) : 707-85-84

Se perfectionner, on apprendra la langue est possible
on s'amuse
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec cassettes en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

Le Monde DE L'ÉDUCATION
EMPLOI: 40 B.T.S. 40 D.U.T. LES PLUS SÛRS
Apprendre les langues à l'école primaire
Cinéma: les acteurs de moins de 20 ans

PRATIQUES DE FORMATION
Revue de la Formation Permanente de l'Université de Paris VIII
N° 4 : « Education des adultes - Sciences de l'éducation - Sciences anthropo-sociales » - Décembre 1982.
Au sommaire, des entretiens avec M. GODELIER, E. MORIN, une table ronde avec A. ORQUARD, R.M. GUERRAND, S. MOSCOVICI, J. ARDOINO, des articles de M. FINGER, Y. MINVIELLE, J. ARDOINO et N. MEYER.
Rédacteur en chef : Jacques ARDOINO.
Vente et abonnement :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

MÉDECINE

L'année cancer

II. — LES PROGRÈS CLINIQUES

par le professeur MAURICE TUBIANA (*)

Ce « moment fulgurant » de l'histoire des sciences qu'a été, en 1982, la mise en place du puzzle que représente la genèse des cancers a été commenté dans un premier article (le Monde du 19 janvier). De nombreuses questions restent posées par ces progrès biologiques remarquables, et leurs applications thérapeutiques sont déjà prévisibles.

Il y a toujours en deux voies dans la recherche sur le cancer : la recherche fondamentale, dont nous avons vu précédemment les succès récents, et la recherche clinique, c'est-à-dire celle qui tente d'améliorer les méthodes de diagnostic et de traitement. Cette dernière a récemment fait aussi des progrès considérables, et les récents congrès de Seattle, en septembre 1982, puis de Tokyo et de New York à la fin de l'année ont été l'occasion d'en faire le bilan.

Les statistiques américaines montrent qu'on guérit aujourd'hui 45 % des cancers, toutes localisations confondues. C'est, par rapport aux résultats obtenus il y a quelques années, un succès notable, d'autant que les résultats d'une étude menée aux États-Unis depuis sept ans avec la collaboration de plusieurs dizaines de médecins et de statisticiens (« Pattern of Care Outcome Studies »), montrent que, pour une même localisation et à stade égal, les résultats sont nettement meilleurs dans les centres spécialisés (traitant au moins plusieurs centaines de cancers par an) que dans les autres lieux de traitement. En améliorant la qualité moyenne des traitements et même sans nouvelles innovations, on devrait donc rapidement dépasser le seuil de 50 % de guérison.

Cette amélioration des résultats thérapeutiques est due, d'une part aux progrès techniques effectués par les grandes disciplines (chirurgie, radiothérapie et chimiothérapie), et d'autre part à la manière dont on a appris à les associer.

Ainsi l'essor de la chirurgie réparatrice permet à la fois d'être plus audacieux et de diminuer la mutilation du malade. Les progrès dans la précision des techniques radiothérapiques permettent aussi d'augmenter l'efficacité et de limiter les séquelles. La chimiothérapie, a progressé grâce à l'introduction de nouvelles drogues et à de meilleures associations entre ces drogues.

Associer les traitements

De plus, on a, au cours de ces dernières années, appris à mieux associer ces diverses thérapeutiques. Citons, par exemple, le traitement conservateur du cancer du sein grâce à des associations tumorocytome-radiothérapie ou chimiothérapie.

Dans tous les cas, des progrès n'ont pu être faits que grâce à une méthodologie rigoureuse : chaque nouveau traitement est comparé au traitement « classique » par l'essai méthodique dans des conditions statistiques aujourd'hui bien codifiées et n'est retenu que s'il se révèle avantageux pour les malades. De plus, l'analyse statistique des résultats de tels essais a apporté des bases objectives pour distinguer, au sein d'un même cancer, différentes catégories de malades pouvant bénéficier de traitements différents. Cela a pu être fait grâce à l'analyse sur ordinateur des différents caractéristiques de la maladie et en les rapprochant des résultats des divers traitements.

On sait qu'une tumeur cancéreuse, à un moment de sa croissance, peut essayer, c'est-à-dire libérer des cellules capables de coloniser d'autres tissus et de donner naissance à des métastases. Or le moment où s'effectue cet essaimage est plus ou moins précoce selon les propriétés biologiques de la tumeur, et celles-ci peuvent parfois être appréciables grâce à des critères simples. Il devient donc souvent possible de dis-

tinguer parmi les cancers ceux qui ont vraisemblablement déjà essayé et qu'il faut traiter agressivement, de ceux pour lesquels la probabilité d'essaimage est très faible et qu'il suffit de traiter localement. Comme les traitements anticancéreux sont fatiguants et toxiques, il est aussi important d'éviter d'en faire trop que de risquer de ne pas en faire assez.

D'autre part, récemment, les progrès spectaculaires que l'information a rendus possibles dans ce que l'on appelle « l'imagerie médicale » (radiodiagnostic classique, ultrasons, médecine nucléaire avec la tomographie, et enfin la résonance magnétique nucléaire), ont considérablement reculé la limite de détectabilité des tumeurs. Il y a quelques années, au niveau des poumons, une tumeur de moins de six à sept millimètres de diamètre était pratiquement invisible et, dans certaines régions de l'organisme, ce seuil se situait à 2 ou 3 centimètres. Aujourd'hui, on peut donc détecter une tumeur de quelques millimètres de diamètre.

Anticorps purs et greffes de moelle

Certaines perspectives apparaissent particulièrement prometteuses. C'est en particulier le cas pour les anticorps monoclonaux. On sait que ces substances sont capables de reconnaître avec une très grande sélectivité les structures moléculaires ou cellulaires contre lesquelles elles sont dirigées. Ces anticorps sont à l'origine de plusieurs techniques nouvelles de diagnostic et de traitement. Dans la mesure où les cellules cancéreuses peuvent avoir des caractéristiques particulières, on peut espérer grâce à des anticorps convenablement choisis, les reconnaître. Par exemple, en discernant au milieu d'un tissu (les poumons) des cellules ayant les caractéristiques d'un autre tissu (le sein), qui est celui du cancer primitif. Ces techniques pourraient ainsi permettre de détecter très précocement de petits foyers métastatiques dans un viscère ou dans un ganglion lymphatique.

Les applications de ces techniques à l'anatomie pathologique sont déjà prometteuses. On commence aussi à voir se dessiner leur utilisation en thérapeutique, et deux séries de résultats très encourageants ont été rapportées. Certains auteurs (l'équipe de R. Miller et R. Levy de Stanford University en Californie) ont obtenu des rémissions durables chez des malades atteints d'hémato-sarcomes avec l'utilisation d'anticorps monoclonaux dirigés contre les cellules de ces hémato-sarcomes. Une autre équipe (de Boston) a utilisé ces anticorps monoclonaux pour débarrasser la moelle de sujets leucémiques des cellules malignes qu'elle contenait, puis, après irradiation du malade à haute dose, lui a réinjecté cette moelle épurée et a obtenu ainsi des rémissions durables, peut-être des guérisons. Un tel travail montre que l'on pourra peut-être à l'avenir éviter les problèmes que pose la greffe à un malade d'une moelle osseuse provenant d'un donneur sain.

Un nouvel élan est ainsi donné à la technique de transplantation de moelle, méthode de traitement des leucémies qui était déjà en plein essor depuis quelques années. L'origine de cette méthode remonte à des expériences effectuées dans les années 50. On s'est alors aperçu qu'il était possible de protéger un animal contre les effets mortels d'une irradiation à haute dose en lui injectant après l'irradiation, soit sa propre moelle, préalablement prélevée et stockée, soit la moelle d'un animal de même souche. L'idée est ensuite venue que de telles transplantations de moelle pourraient être utilisées pour traiter, non leucémie, en greffant à un malade leucémique la moelle provenant d'un sujet sain.

Les résultats chez la souris furent encourageants et les premières ten-

tatives chez l'homme furent effectuées, dès la fin des années 50, après le succès spectaculaire remporté par les professeurs Georges Mathé et Henri Jassmet dans le traitement des Yougoslaves irradiés accidentellement dans le réacteur de recherche de Vinea. Mais les résultats initiaux furent décevants, tous les malades moururent, car la moelle osseuse greffée réagissait contre l'organisme du malade avec lequel elle n'était pas compatible.

Il fallut attendre que le professeur Jean Dausset et son équipe découvrent les groupes tissulaires humains, pour que la transplantation de moelle puisse reprendre sur des bases plus rationnelles. Il fut alors possible, après une irradiation à dose suffisante pour détruire toute la moelle osseuse du leucémique, de lui injecter la moelle osseuse d'un sujet sain ayant un groupe tissulaire voisin, c'est-à-dire, généralement, l'un de ses très proches parents. Depuis plusieurs années, des équipes, et en particulier celle de Seattle, arrivent ainsi à guérir une proportion élevée de sujets de moins de quarante ans atteints de leucémie aiguë et pour lesquels existent des donneurs sains de même groupe tissulaire.

Les résultats rapportés par plusieurs équipes montrent qu'il est maintenant possible d'étendre cette méthode à d'autres affections, notamment les leucémies myéloïdes chroniques, et même certains hémato-sarcomes et certains myélomes multiples. On voit les perspectives qui s'ouvrent, puisqu'il est vraisemblable que l'on pourra ainsi traiter un certain nombre de cancers généralisés, à deux conditions : 1) Qu'il s'agisse d'un cancer particulièrement radiosensible et chimiosensible, donc susceptible d'être stérilisé par les doses tolérées par les autres tissus sains de l'organisme ; 2) Que l'on dispose d'un donneur du même groupe, ce qui est, hélas ! relativement peu fréquent.

Il y a deux façons d'échapper à cette dernière difficulté : soit débarrasser la moelle transplantée des cellules (lymphocytes T) responsables de l'agression contre l'organisme dans lequel on la greffe, soit utiliser la propre moelle du malade (autogreffe), après l'avoir débarrassée des cellules malignes qu'elle peut contenir au cours de manipulations effectuées en dehors de l'organisme. L'utilisation d'anticorps monoclonaux appropriés, ainsi que diverses autres techniques ont déjà donné des résultats qui permettent d'espérer que ces deux méthodes pourront être utilisées en clinique. On voit le progrès qu'elles représentent par rapport à la greffe classique, puisque l'on n'est plus nécessaire de trouver un donneur compatible, avec tous les problèmes éthiques et les risques médicaux que cela pose.

Les équipes françaises, notamment celles de Villejuif, de l'hôpital Saint-Louis et de quelques autres hôpitaux ou centres de lutte contre le cancer, parisiens ou provinciaux, qui ont déjà largement contribué au progrès des techniques de greffe, sont bien placées pour jouer un rôle dans ces recherches qui nécessitent des équipes pluridisciplinaires liant autour du malade des chercheurs fondamentaux, immunologistes et radiobiologistes à des cliniciens.

L'irruption des sciences fondamentales

Cela illustre bien l'une des tendances majeures de la cancérologie moderne. Les progrès ne sont plus le fait de chercheurs d'une seule discipline mais d'équipes.

Les chercheurs fondamentaux jouaient dans ces équipes un rôle relativement modeste, car les applications cliniques de leurs travaux ne se faisaient sentir qu'après de longs délais et souvent de manière indirecte. A cet égard, 1982 marquera une date essentielle, celle de l'irruption des sciences fondamentales dans

(*) Directeur du Centre anticancéreux de Villejuif.

l'univers quotidien du clinicien cancérologue.

Non seulement les découvertes sur les mécanismes de cancérisation qui viennent d'être effectuées ne pourront déboucher sur des progrès décisifs que grâce à des efforts conjoints des chercheurs et des cliniciens, mais encore d'autres développements thérapeutiques ou diagnostiques nécessitent eux aussi une coopération entre chercheurs venus d'horizons différents. La mise au point de nouveaux médicaments pour la chimiothérapie, l'utilisation des anticorps monoclonaux, les nouvelles méthodes de transplantation de moelle, les radiosensibilisateurs, les neutrons, de nouvelles techniques de diagnostic, telle la résonance magnétique nucléaire, nécessitent toutes une étroite collaboration entre cliniciens et chercheurs au sein d'équipes multidisciplinaires où chimistes, biochimistes, pharmacologistes, physiciens, informaticiens, statisticiens, mettent en commun leurs connaissances. Cela souligne le bien-fondé des instituts groupant des spécialistes de différentes origines, et dont les centres anticancéreux créés à Paris dès les lendemains de la première guerre mondiale, et dans le reste de la France après la seconde, sont un des exemples les plus marquants, exemple dont se sont d'ailleurs inspirés la plupart des pays étrangers.

Depuis quelques semaines a lieu en France une concentration nationale sur le cancer sous l'égide du ministère de la santé. Les médecins en espèrent des résultats concrets, notamment pour la recherche. En recherche fondamentale, des équipes françaises ont pris une part importante aux succès récents (Villejuif, Lille, Nice et bien d'autres ont contribué aux travaux sur les oncogènes). La découverte de la fusion cellulaire par Georges Barski à Villejuif est à l'origine des anticorps monoclonaux, les progrès des greffes de moelles n'auraient pas été possibles sans les travaux du professeur Jean Dausset. Il y a aussi en France d'excellentes équipes de recherche clinique, la recherche française a donc des atouts importants, mais elle a aussi des problèmes, surtout en ce qui concerne la recherche clinique, qui n'est ni structurée ni pleinement reconnue. Ainsi, par exemple, il n'y a en France aucun de ces « data center » chargés d'organiser et de piloter des essais cliniques inter-centres, alors qu'il y en a six en Angleterre. Or la mise au point de nouvelles drogues, de nouvelles méthodes, nécessite ces moyens statistiques.

Même en se limitant au seul aspect économique, le « cancer » aux États-Unis représente, comme on l'a dit au congrès de Seattle, un marché économique de plusieurs milliards de dollars sur lesquels les médicaments, à eux seuls, représentent plusieurs centaines de millions. A l'échelle du monde, les sommes sont plus astronomiques encore. La France serait capable de prendre une place dans cet énorme marché qui englobe chimiothérapie, anticorps monoclonaux, radiothérapie, imagerie médicale.

Pour l'instant, notre position en ce domaine est lourdement déficitaire. Renverser la vapeur serait possible à la faveur des progrès actuels, mais il faudrait pour cela structurer la recherche clinique, améliorer les liaisons entre la recherche et l'industrie, stimuler les initiatives et les coopérations. Par exemple, développer un nouveau médicament nécessite des liens entre la recherche pharmacologique qui s'effectue dans les universités ou le C.N.R.S., l'industrie pharmaceutique et les services hospitaliers qui en testeront l'efficacité, ainsi que la création d'une infrastructure comportant des centres de statistiques et des services de pharmacologie clinique. Une politique globale est donc indispensable. Il faut espérer que la concertation qui va s'achever et les décisions qui suivront seront l'occasion d'actions positives en ces domaines.

FIN

A L'ORIGINE DE CINQ DÉCÈS

Un médicament neurologique français est inscrit au tableau des substances toxiques

La direction de la pharmacie et du médicament (ministère de la santé) vient de publier un communiqué indiquant que, désormais, l'isaxonine — ou Nerfactor — était soumise à la réglementation des substances médicamenteuses dites toxiques (inscription au tableau A). Ce médicament est tenu pour responsable de cinq décès. Cette décision a été prise au vu des conclusions d'une enquête de la commission nationale de pharmacovigilance.

Médicament jeune, l'isaxonine, principe actif du Nerfactor, a commencé à être étudié *in vitro* et *in vivo* chez le rat en 1977. Sa propriété d'accélérer la régénération des trajets nerveux lésés (1) en faisait une substance prometteuse. Les premières études chez l'homme furent menées en 1980. La démonstration put alors être obtenue d'une régénération musculaire chez des sujets atteints de la lèpre (neuropathies lépreuses). En 1981, le médicament fut mis à la disposition des médecins spécialistes hospitaliers par une société française : l'Institut de produits de synthèse et d'extraction naturelle (IPSEN). Il connut un rapide succès et fut vite présenté comme le « premier traitement des neuropathies des nerfs périphériques ».

Le succès fut-il trop rapide ? En dix-huit mois, trois cent mille personnes furent traitées par l'isaxonine. A l'IPSEN, on précise ne jamais avoir fait la promotion du produit aux fins de généralistes. Au ministère de la santé, on indique que des « dérapages » dans les indications ont été constatés, certains praticiens allant jusqu'à prescrire le produit comme « substance placebo ».

Efficace, l'isaxonine est aussi toxique. Alerté, fin 1981, par certains phénomènes pathologiques anormaux, l'IPSEN, en collaboration avec la Commission nationale de pharmacovigilance, chercha à comprendre. Une centaine de cas « suspects » furent identifiés. Trente-cinq furent retenus. On a pu établir, de la sorte, que cinq décès

étaient liés à l'administration du produit. La toxicité apparaît d'ordre hépatique (hépatite médicamenteuse) et sanguin (disparition de certaines lignées de cellules sanguines). Insérée au tableau A, l'isaxonine ne pourra plus être prescrite de manière renouvelable. C'est donc un appel à l'attention des médecins que vient de lancer le ministère de la santé qui conseille, d'autre part, aux malades traités par ce produit de consulter immédiatement leur médecin en cas de manifestation anormale.

JEAN-YVES NAU.

(1) Après une lésion traumatique ou métabolique, un trajet nerveux dégénère. Sa régénération n'est que très lente. Cette lenteur est à l'origine de troubles fonctionnels importants et de séquelles invalidantes.

● Nouvelle intervention chirurgicale pour M. Barney C. Clark. — Porteur depuis le 2 décembre 1982 d'une prothèse cardiaque, M. Clark a subi, le 18 janvier, une nouvelle intervention chirurgicale. Il souffrait en effet, depuis une dizaine de jours, d'une hémorragie nasale, vraisemblablement due à l'administration de médicaments anticoagulants nécessaires par la prothèse. Cette intervention a duré deux heures. Depuis le 2 décembre, c'est la quatrième intervention chirurgicale subie par M. Clark.

● Le professeur agrégé Jean-François Lacronique, adjoint au directeur général de la santé au ministère de la santé, vient d'être nommé directeur médical de la section pharmaceutique de l'Institut Pasteur Production, filiale du groupe SANOFI. C'est le second haut fonctionnaire du ministère de la santé à entrer dans ce groupe avec M. Jean Weber, ancien directeur de la pharmacie et du médicament, actuellement directeur des activités pharmaceutiques de la SANOFI.

● Une enquête épidémiologique va être menée sur la « maladie du légionnaire » par le ministère de la santé et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), vient d'annoncer le professeur André Roussil, chef de service de l'hygiène hospitalière à l'Assistance publique de Paris. Cette maladie, au cours des dernières semaines, a provoqué la mort de deux personnes à l'hôpital Bichat (le Monde du 16 décembre 1982).

préparation
CFPA
centres formation professionnelle avec
janvier à juin
20 août - 20 septembre
CEPES
Enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722-94-94 - 745-09-19

Groupe de progrès
Ce stage est, parmi d'autres,
réalisé en intra ou inter
entreprises.
Pour tous renseignements :
CSP 66, r. Lafayette
75009 Paris
246.89.99/57.37

Georges
Kolebka
Les
nuages
au-dessus
de l'eau

Editions Ramsay.

loterie nationale
ARLEQUIN
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

كاتبه

JUSTICE

HOMME D'AFFAIRES DIJONNAIS
POURSUIVI POUR ESCROQUERIES

M. Robert Levavasseur a été relaxé

Le tribunal correctionnel de Dijon a relaxé, mardi 18 janvier, M. Robert Levavasseur, homme d'affaires dijonnais, et son bras droit, M. André Thomas, poursuivis pour escroqueries et abus de confiance aggravés. Notable dijonnais, arrêté, inculpé et écroué pendant deux mois et demi en 1978, M. Levavasseur retrouve ainsi son « honneur perdu ».

Quatre ans après le déclenchement de l'affaire Levavasseur, celle-ci connaît donc son épilogue. Vedette, bien malgré lui, de ce dossier judiciaire, M. Levavasseur, soixante-dix ans, P.-D.G. de la Société générale d'études et de constructions (Sogeco) et son bras droit, M. Thomas, soixante ans, avaient comparu durant plus de six heures, le 10 novembre 1982, devant le tribunal présidé par M. Lise Weill.

Alors qu'au départ, nous indique notre correspondant Robert Cercles, les inculpations d'escroqueries et d'abus de confiance aggravés retenues pouvaient laisser prévoir une inculpation pour un « trou » financier de quelque 5 millions de francs, c'est finalement pour une seule escroquerie présumée, portant sur moins de 500 000 francs, que le parquet de Dijon a poursuivi ces deux personnalités dijonnaises ainsi que leur comptable.

Le procureur de la République, M. Régis Mourier, qui assurait en personne l'accusation, avait rappelé à l'audience l'histoire du scandale « qui le 15 novembre 1978 faisait s'effondrer un géant aux pieds d'argile, champion incontestable de la faillite (16,3 millions de francs en trois déconforts lamentables) ». L'avocat général avait examiné le volet « mondain » de l'activité de l'inculpé.

Le ministère public avait requis contre M. Levavasseur une peine d'emprisonnement, dont une partie avec sursis (il a fait deux mois et demi de détention préventive au moment de son inculpation) ainsi qu'une amende, non amiable, de trente mille francs. La même peine avait été requise contre M. Thomas avec une amende de 10 000 F.

Le défenseur de M. Levavasseur, Me Evariste Curtil, avait ainsi plaidé pour son client : « N'a-t-il pas créé les Fêtes de la vigne, seule manifestation populaire dijonnaise depuis trente ans, qui a du reste sur-

vécu à la chute de son président fondateur ? Mon client a été victime du temps qu'il consacrait à la vie publique alors qu'il avait de lourdes tâches industrielles ». Le reste, c'est-à-dire le scandale : « C'est un acharnement à vouloir détruire un homme ».

LA SITUATION EN CORSE

Le F.L.N.C. revendique une série d'attentats
commis ces dernières semaines

Correspondance

Bastia. — Dans une lettre parvenue à la presse corse, lundi 17 janvier, le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), dissous le 5 janvier, revendique trente-quatre attentats, dont celui perpétré le 31 décembre contre M. Jean-Paul Lafay, vétérinaire à Corte. L'organisation clandestine reconnaît donc sa responsabilité dans cette agression criminelle, mais réfute la thèse de la tentative d'assassinat. « L'attentat contre Lafay, écrit le F.L.N.C., ne s'inscrit pas dans un processus d'escalade délibérée. C'est une action ponctuelle n'ayant pas pour but de le tuer, mais de lui donner un avertissement. Lafay est un provocateur et un délateur, très lié à certains milieux connus pour leurs activités barbouzardes ».

Cet avertissement vaut-il pour tous ceux qui refusent de payer l'impôt révolutionnaire ? L'organisation clandestine ne le dit pas. Face à la nouvelle stratégie antiterroriste du gouvernement, elle semble prendre son temps pour définir sa tactique et la faire connaître. Dans son communiqué — le premier depuis le début de l'année — le mouvement indépendantiste apporte cependant un début de réponse à l'adresse de l'État : « Conscient que la solution du problème corse n'est pas militaire, mais politique, le

F.L.N.C. ne se laissera pas entrainer sur le terrain d'une « pseudo-escalade » voulue par le pouvoir et les provocateurs de tous bords », indique encore la missive. Pour le Front, il ne paraît donc pas être question de durcir pour le moment l'action, comme cela semble avoir été envisagé. Les « ouïts bleues » ou les attentats sur le continent français ne sont pas à l'ordre du jour, si l'on s'en tient au contenu de la déclaration.

Le F.L.N.C. revendique, d'autre part, l'attentat contre les voitures de M. et M. Jean-Claude Genest et la fusillade contre leur maison à Olmetta (Haute-Corse) dans la nuit du 11 au 12 janvier (Le Monde, du 14 janvier). En revanche, comme il l'avait déjà fait en décembre dernier, le mouvement clandestin dément être l'auteur de dix-neuf attentats perpétrés durant ces dernières semaines.

Le F.L.N.C. dément aussi l'attentat contre la gendarmerie de Peri, dans la plaine orientale, dans les premiers jours de janvier. Était apparu, à cette occasion, pour la seconde fois, un nouveau sigle : les Brigades révolutionnaires corses (B.R.C.). Le mouvement clandestin tient à se distinguer de ce groupe : D.A.

SÉCURITÉ

Le gouvernement reprend à son compte les propositions des maires

Le gouvernement aura fait vite : presque un mois, jour pour jour, après l'adoption de son rapport final par la commission des maires sur la sécurité (Le Monde, du 16 décembre 1982), M. Pierre Mauroy en tire les conclusions, sous la forme d'une communication du conseil des ministres de ce mercredi 19 janvier. Le choix est clair : la sécurité ne saurait attendre. Mentionnée presque incidemment par le président de la République lors de ses vœux de nouvel an — « Mais puisque j'ai prononcé le mot de sécurité, je précise qu'il s'applique aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur... » — elle a été choisie par M. Pierre Mauroy comme sa cinquième priorité parmi les six de son programme de travail pour 1983.

Sans doute les prochaines élections municipales ont-elles leur influence. Colloques et rencontres ne se succèdent-ils pas sur ce thème, à l'initiative de la majorité ? M. Gérard Mainat, conseiller technique auprès de M. Joseph Franceschi, participait, le 15 janvier, au lancement d'une « campagne sécurité dans la ville » à Pantin (Seine-Saint-Denis) ; les groupes communistes du Sénat et de l'Assemblée nationale débattaient, les 22 et 23 janvier, de « la sécurité et de la tranquillité publiques » ; enfin « la sécurité dans les villes » est l'objet d'un colloque organisé, le 29 janvier à Chambéry (Savoie), par la municipalité socialiste.

Innovation, dans la mesure où M. Mauroy s'est engagé, en conseil des ministres, à la création par décret d'un conseil national de la prévention placé auprès du premier ministre, composé de conseils départementaux présidés par les préfets, de la République et de conseils dans les villes, animés par les maires.

Cette intense activité n'exclut cependant pas la prudence et l'innovation. Prudence, dans la mesure où le premier ministre renvoie quatorze des soixante-quatre mesures préconisées par la commission des maires à des comités interministériels.

La délinquance a fortement augmenté en 1982 dans la région parisienne

La délinquance et la criminalité ont augmenté globalement, en 1982, de 26 %, par rapport à 1981, dans la région parisienne (Paris et les trois départements périphériques : Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). En 1981, l'augmentation avait été de 7 % par rapport à 1980. Ce pourcentage, correspondant au nombre de faits constatés ou de plaintes pour crimes et délits enregistrés dans les services de police, doit toutefois être apprécié avec réserve, dans la mesure où il rassemble des formes de criminalité fort diverses.

La grande délinquance reste à peu près constante. Les homicides volontaires — crimes de sang, meurtres, assassinats — sont passés de 193 à 208 (+7 %) ; ils s'établissent traditionnellement autour de 200. Les vols à main armée — communément appelés hold-up — passent de 1 243 à 1 277 (+2,74 %). Quant aux vols, ils diminuent légèrement, de 267 à 260 (-1,97 %). À la direction de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris, on estime que l'augmentation totale des vols avec violence (+8 %) n'est « pas extrêmement lourde », une fois rapportée aux chiffres : de 12 270 à 13 140.

La courbe est, en revanche, plus nettement ascendante dans le cas de la moyenne et de la petite délinquance. Les cambriolages ont augmenté en 1982 de 12 %. Mais, en fait, en forte croissance au début de l'année (+30 % en mai 1982 par

rapport à mai 1981), ils ont régressé à partir de l'été, un nouveau dispositif de lutte ayant été alors mis en place. Ainsi l'ordinateur a été mis à contribution, permettant d'établir des fréquences de lieux, de jours et

UN PAYS POLICÉ.

Le rapport de la commission des maires sur la sécurité, diffusé à partir du 20 janvier par la Documentation française (1), contient en annexe un tableau comparatif des effectifs des forces de police françaises et de six pays européens. Il confirme que la France a, avec l'Italie, un des taux d'encadrement les plus faibles de la population par les forces de l'ordre.

En Grande-Bretagne, le rapport est de 1 policier pour 457 habitants ; en Suède, de 1 policier pour 406 habitants ; aux Pays-Bas, de 1 policier pour 383 habitants ; en République fédérale d'Allemagne, de 1 policier pour 320 habitants ; en Belgique, de 1 policier pour 301 habitants ; en France, de 1 policier pour 282 habitants. Le tableau fait aussi apparaître la densité de la population et de la police nationale par 100 000 habitants : en Italie, de 1 policier pour 222 habitants.

(1) « Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité ». La documentation française, 45 F.

d'horaires, et d'organiser les rondes sur le terrain en conséquence.

Voilà à la tire et voilà la roulette, sont en forte augmentation respectivement +58 % et +26 %. Dans le premier cas, les responsables de la police judiciaire parisienne estiment qu'il s'agit, à la limite, d'un « problème sans solution, celui des mineurs yougoslaves. On arrive en bout de course, alors que c'est un problème social plus que policier. Ils ont moins de treize ans, on ne peut pas les détenir... ». Quant aux vols à la roulotte — dans les véhicules — ils seraient liés à la consommation de drogue, plus de la moitié des faits constatés étant attribués, par les policiers, à des drogués. Un poste de radio, c'est une dose, résumait-il familièrement.

Le pourcentage le plus trompeur concerne justement le trafic de stupéfiants : +300 %, soit un doublement des faits constatés. Mais, dans ce domaine où les plaintes sont rares, l'augmentation des délits répertoriés correspond, en fait, à une augmentation de l'activité policière : la statistique signifie aussi, précise la police judiciaire, un doublement des interpellations.

Restent enfin les attentats à l'explosif, dont l'augmentation correspond à l'activité terroriste de cet été : +22 %, soit un passage de 56 en 1981 à 69 en 1982. Cette croissance des attentats entraîne celle des incendies volontaires, en particulier de voitures (+45 %). — E.P.

SPORTS

SPORTS MÉCANIQUES

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

ICKX ET AURIOL :
LA VICTOIRE EN VUE

Kaedi (Mauritanie) (A.F.P.). — Après un premier acte très sélectif à travers les déserts d'Algérie et du Niger, la deuxième partie du rallye Paris-Alger-Dakar a été redoublée moins difficile que prévu.

Les Mauritaniens ont réduit, mardi 18 janvier, les difficultés de l'étape spéciale Kiffa-Kaedi longue de 300 kilomètres faite de sable profond et de pièges cassants en traçant au bulldozer des pistes parallèles et en plaçant des drapeaux jaunes et les arrières d'engins.

Converger à une allure rapide, l'étape a été gagnée par Patrick Drobecq (Honda) dans la catégorie des motos et par l'équipage André Trossat-Eric Briavoine (Lada) dans la catégorie des automobiles. Leur victoire ne modifie pas le classement général du rallye. Ickx est toujours en tête avec un temps de 10 h 22 min 49 sec, Trossat deuxième, à 1 h 37 min 11 sec.

À la suite d'une réclamation de l'écurie Lada, l'équipage Jaussaud-Da Dizia (Mercedes), cinquième du classement, a été disqualifié pour avoir utilisé un pont avant non estampillé à Paris lors des vérifications techniques.

Hinbert Auriol (B.M.W.) avec un temps de 38 h 17 min 35 sec occupe toujours la première place du classement général des motos.

BASKET-BALL. — Linoges a été battu, mardi 18 janvier, à Belgrade, par l'Étoile rouge de Belgrade, (93 à 83), en match aller des quarts de finale de la Coupe Korac. De son côté, Villardbanne a gagné (100 à 83), à Budapest, le match qui l'opposait au M.A.C. de Budapest et Tours s'est incliné (102 à 80) à Zadar (Yougoslavie), en quart de finale de la Coupe des coupes.

RICHARD LOUGUET
Maître ébéniste
Restauration de meubles
et de statues
49, rue des Paroissiens - 75020
Tél. : 797-85-90

TENNIS

LE TOURNOI DES « MAÎTRES » A NEW-YORK

Mats Wilander est éliminé

De notre envoyé spécial

New-York. — Yannick Noah-Vitas Gerulaitis, Johan Kriek-Give Denton, tels sont les matches disputés mercredi 19 janvier, au tournoi des Maîtres (Masters), qui réunit cette année au Madison Square Garden de New-York les douze premiers joueurs du Grand Prix. John McEnroe et Guillermo Vilas, tites de série, qui étaient exemptés du premier tour avec Jimmy Connors et Ivan Lendl, affronteront respectivement les vainqueurs du premier tour, José Luis Clerc, qui a battu Mats Wilander (7-5, 6-4, 6-1), et Andres Gomez, qui a éliminé José Higueras (6-4, 6-2, 6-4).

Le vieil adolescent

La fête tennis est capricieuse. L'année dernière, elle avait touché de la baguette magique le jeune Mats Wilander, et le conte avait commencé pour ce fils d'ouvriers suédois qui avait appris à jouer, avec son père, sur un parking d'usine : il avait gagné à Roland-Garros alors qu'il était encore âgé de dix-sept ans en éliminant les « gros bras » de la série débutant. Lendl, Gerulaitis, Clerc et Vilas. Pour faire bonne mesure, il s'était encore adjugé les victoires à Bastad, à Genève, à Barcelone, et avait forcé le numéro un mondial, John McEnroe, à un match record de six heures trente-neuf minutes, lors du quart de finale de la Coupe Davis, États-Unis-Suède, avant de s'incliner en cinq sets.

Incontestablement, il y avait du prodige dans ce que réussissait ce Suédois, au moment où son aîné Björn Borg planait une année sabbatique. Avec sa grande raquette et ses vêtements trop larges, il était passé du soixante-neuvième au huitième rang du classement des joueurs professionnels. On attendait donc mardi que, pour la première fois cette année, Wilander batte l'Argentin Clerc, lors du match d'ouverture du tournoi des Maîtres. Mais, en 1983, les statistiques de 1982 n'opèrent plus.

Ce n'était plus le Wilander impavide et inépuisable qui opérait mardi soir sur le court synthétique du Madison Square Garden. C'était un vieil adolescent qui avait disputé dix-neuf tournois la saison écoulée, et qui avait gagné près de 400 000 dollars. Son prodigieux âge de l'anticipation était quelque peu émoussé, sa nervosité était apparue et sa résistance physique diminuait au fil des jeux.

Le jeune Suédois gagne la première manche 7-5, mais en perdant deux fois son service à cause de « folles » farfouilles sur des ballons hautes. Il plonge ensuite le revers de Clerc, qui, grâce à la puissance de son service, marque néanmoins 5-1, dans la deuxième set, avant de l'emporter 6-4. Au cours de la dernière manche, Wilander fit deux doubles fautes consécutives et ne parvint plus à soutenir l'échange. Profitant du relâchement physique et moral du jeune Suédois, Clerc pouvait bonifier son coup de droit, soit à la volée, où il ne craignait plus les passing-shots. Clerc bouclait la manche 6-1.

Le numéro deux argentin avait connu une réussite exceptionnelle en 1981, en gagnant notamment vingt-sept matches consécutifs, mais 1982 ne lui avait pas été favorable. Son refus de faire partie de l'équipe argentine de Coupe Davis avec Vilas avait porté préjudice à son prestige, entrainé également par son manque de réussite dans les grands tournois. Clerc venait de faire la chance en 1983 ? Il a considérablement progressé pendant un mois en Floride sa troisième participation au tournoi des Maîtres où il n'avait pas brillé jusqu'à présent (quatre défaites pour une victoire en cinq matches). De surcroît, il a éliminé à New-York une raquette à jamais égarée qui lui a donné une plus grande sûreté dans l'échange et au filet. Voilà de quoi créer quelques soucis à son prochain adversaire, John McEnroe, d'autant qu'il a déjà battu quatre fois en sept rencontres. Toutefois, il est vrai que ce n'est pas une très mauvaise décision qu'il s'oppose du tennis de « Big Mac ».

ALAIN GRAUD.

Le Monde

BILAN
ÉCONOMIQUE
ET
SOCIAL
1982

UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE
ET DANS PLUS DE CENT PAYS
DES GRAPHIQUES - DES TABLEAUX

UNE BROCHURE DE 192 PAGES
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 30 F

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

UNE RÉTROSPECTIVE A LA CINÉMATHEQUE

René CLAIR

Elles courent, elles courent, les ombres

LONGTEMPS après la mort des décors, l'ombre de ceux qui les ont peuplés et peuplaient les rêves d'un auteur qui est mort lui aussi, l'ombre des ombres, court toujours.

Course-poursuite. D'un instantané ruisselant (Entracte, 1924), à l'effrénée recherche d'un chapeau (Le paille d'Italie, 1927), ou d'un billet de loterie (Le Million, 1931), d'un sacré vagabondage (A nous la liberté, 1931), à une traversée ébouriffée des époques (Les Belles de nuit, 1952), l'univers de René Clair trotte inlassablement.

Attention. Ce sont aussi des ombres à l'infini, baptisées par Louis Feuillade, « le patron de mes débuts », écrit celui qui se choisit un pseudonyme en forme de lumière.

On connaît le savant fou de Paris qui dort (1924), et son rayon magique. Mais l'année suivante sait-on que le Fantôme du Moulin Rouge a failli assister, impuissant, à sa propre autopsie ? Passons sur le motif du film, piché par d'inutiles sous-titres — pour René Clair, rare du langage des images. Mais quelle merveille, ensuite.

Le docteur Robini, rencontré audit Moulin, « avait découvert le moyen de séparer l'âme du corps ». Or l'âme délaissée ne veut plus revenir, préfère pour ses tours d'âme invisible. Jusqu'au moment où elle ne pourra peut-être plus réintégrer l'enveloppe charnelle qui passe pour morte.

Un demi-siècle plus tard, le professeur Faust se laissera tenter par la Beauté du diable, et, lui aussi, refusera d'obéir, déjouera la destinée que Méphisto (« un démon de deuxième classe ») lui montre dans un miroir.

Il y a même un revenant (Fantôme à vendre, 1935), écossais celui-là, émigré de force aux États-Unis. Et puisque nous sommes à l'Ouest : Veronika Lake, en 1942, blonde ébouriffée, est une sorcière réincarnée.

La surimpression, ce passe-murailles, remplit de bons offices. Parfois, les acteurs dialoguent avec leurs doubles, la fiction creuse des abîmes dans la fiction. Tout cela le plus discrètement du monde, avec un élégant sourire, en laissant dans nos mémoires la trace d'un mouvement rythmé.

Cl. D.

© Cinémathèque française, Palais de Chaillot.



LE MUET ET LE PARLANT

Au bal du progrès

« Le film parlant, triomphant aux États-Unis, a commencé par l'Amérique. L'hiver prochain, ce sera notre tour. » Nous sommes en 1929. René Clair, à la suite d'Alexandre Arnoux, rédacteur en chef de Pour vous, est parti pour Londres visiter « le monsieur », et se lance, dans le même journal, au cœur de la bataille.

De quoi a-t-il peur ? Pas de l'invention elle-même, mais de ce que les industriels vont en faire, mais de la référence abusive : le « véritable théâtre » dont Léon Gaumont annonce avec gourmandise l'avènement.

« Ce véritable théâtre ennemi structurel de notre cinématographie, j'en reçois la prédiction comme le plus joli coup de poignard qui puisse atteindre ma foi tenue dans le silence », se souvient Marcel L'Herbier dans La tête qui tourne (1).

Les maîtres raisonnent de même. Chaplin, von Sternheim, Murnau, Victor, Eisenstein, Poudovkine, ceux qui ont travaillé pour l'essence de l'art nouveau, tout en mise en scène et montage.

Le bavardage du mélodrame, les clichés du vaudeville. René Clair les voit revenir avec effroi. Il comprend les ressources du son et de la parole, mais il est persuadé que l'on entendra des « sottises », que le verbe tuera la poésie comme il chasse « l'atmosphère du rêve ». Les paroles imaginaires que nous prêtons à ces êtres muets, à ces dialogues d'images, seront toujours plus belles que toutes les phrases réelles.

Et puis Marcel Pagnol, en 1930, s'en mêle. « L'art du théâtre restitué sous une autre forme », affirme-t-il. Et de clamer dans les Cahiers du film : « Le film parlant doit réinventer le théâtre. » Il assène enfin : « Le film parlant est l'art d'imprimer, de fixer et de diffuser le théâtre. » De 1930 à 1934, dans le Temps, dans Pour vous, René Clair s'emploie à remettre à sa place le dramaturge (son ami au demeurant), lequel ne se lasse pas non plus, et la grande presse, pour une fois, accueillera une belle polémique sur le cinéma (2).

René Clair plaide pour les auteurs de films, les hommes du métier. « La merveilleuse mobilité du cinéma », contre « l'art d'imitation », les vieilles routines de la scène, contre « l'assurance et l'ignorance du cinéma » dont font preuve les auteurs dramatiques, rangés aux côtés de Pagnol. L'homme de cinéma, dans cette affaire, a la plume convaincante, mais à l'homme de plume le cinéma réussira. C'est une autre histoire. Exit le débat du théâtre filmé.

En attendant, revenons en 1930. René Clair passe le cap obligé du parlant avec la grâce et l'intelligence qui le caractérisent. Sous les toits de Paris déconcerte le public du Moulin-Rouge.

Au diable les contraintes du cinéma sonore de l'époque, qui immobilise la caméra. Celle de René Clair

passé par-dessus les décors de Lazare Meerson, plonge dans les cours, monte et descend le long des fenêtres, surprend la minuscule par la lucarne de sa mansarde, poursuit les pas sur les pavés.

Il vient de découvrir comment marier la musique et l'image — alliance parfaite que l'on retrouvera dans tous ses films, même le Dernier Milliardaire (1934), si péniblement statique et grinçant.

Le mouvement des algues enroule bons ou mauvais garçons animés par la ronde des instruments. Les chansons courent d'un appartement à l'autre, envahissent un immeuble entier, prêtent à mauvais voisinages. La scène entraîne la musique qui entraîne à son tour, c'est comme ça que René Clair a encore perfectionné une agilité que d'autres avaient perdue.

Mieux encore : il propose le réalisme du son. Les chants se rapprochent au fur et à mesure du travelling, et la valse musette s'éteint, lorsqu'au Bal du progrès on referme la porte sur les couples qui dansent. À l'inverse, pas question d'entendre ce qui se dit derrière une vitre, une fois les personnages entrés dans un café, filmé de l'extérieur.

Pour le reste, il y a peu de dialogues audibles et René Clair, qui se méfiait des bruits — trop pauvres au cinéma, selon lui — se moque du tintement de la monnaie, du claquement des semelles et des sacs à fermoir. Il fait sonner une argenterie, roule les dés contre le bois d'un comptoir, mais c'est tout.

Il y a juste ce qu'il faut de paroles quotidiennes et d'événements muets pour aider les personnages à vivre, pour inviter les spectateurs à les alimenter avec la distance nécessaire, à jouer avec les situations. Il y a le cinéma.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Belfond, 1979.
(2) Se reporter à Cinéma d'hier, cinéma d'aujourd'hui, de René Clair. Coll. « Idées », Gallimard, 1970. Et à l'ouvrage de René Jeane et Charles Ford : Le cinéma et la Presse, 1885-1960. Coll. « Kiosque », Armand Colin, 1961.



Le réalisme poétique

UN AUTEUR, UN MONDE

La comédie des rites

Le silence est d'or, en 1947, est salué avec enthousiasme comme le retour du « poète de Paris », qui venait de passer onze années à l'étranger. Dans une action située en 1906, René Clair revient à la Belle Époque et aux charmes des sous du cinéma français. Cela ne manque pas de nostalgie et de tendresse diffuse, de la part d'un cinéaste qui va atteindre la cinquantaine. Mais la gravité, autrefois esquissée, se manifeste dans une comédie de caractères où Maurice Chevalier, directeur d'un petit studio de cinéma muet et séducteur vieillissant joue — ce fut peut-être son meilleur rôle — un personnage épris d'une trop jeune fille, ingénieur en apprentissage (Marcelle Derrien), qui lui préfère un garçon de son âge (François Périer).

René Clair a écrit et réalisé, sans pour autant démentir Molière, son « École des femmes » et affirmé une évolution intérieure, une autre vision du monde et des rapports humains, qui va le mener à son chef-d'œuvre, les Grandes Manœuvres. Il reste à part du cinéma français des années 50, marqué par les adaptations littéraires, la « tradition de la qua-

lité » et la montée des « jeunes turcs », de la critique décidée à passer à la mise en scène. Il ne traitera pas de sujets contemporains, il suivra son propre cours. Dans les Belles de nuit (1952), Gérard Philipe, professeur de musique d'une petite ville de province, pourrait être, au milieu de petites gens typiques, un héros des films des années 30. Mais, loin de la réalité découverte, il se réfugie dans le rêve, visitant ainsi des époques lointaines, 1900, 1830, le dix-huitième siècle, peuplées de femmes séduisantes. Le rêve devient cauchemar, avec une poursuite à travers les siècles, le dormeur réveillé trouve l'amour et le bonheur.

C'est une anthologie du cinéma de René Clair tel qu'il a été célébré, une réflexion, aussi, du cinéaste sur les œuvres et le style qui ont fait sa réputation et l'y ont un peu trop enfoncé. Après ce jeu d'artifice d'illusions et de trompe-l'œil, il retrouve 1900 et Gérard Philipe pour les Grandes Manœuvres (1955). Mais, commencé en vaudeville — les frasques amoureuses d'Armand de

La Verne, lieutenant de dragons — le film devient vite le tableau précis, à peine teinté de pittoresque par la couleur, que René Clair utilise, remarquablement, pour la première fois, d'une ville de garnison en province.

Le clan des bourgeois, celui des officiers, l'office, les domestiques, la caserne et les simples soldats, le café-concert et la chanteuse, tout ce monde bien ordonné à ses règles, ses lois, jusque dans l'intimité et les aventures galantes. Une femme pas comme les autres, parisienne et divorcée (c'est Michèle Morgan, toute de sensibilité et de distinction face aux commères felleuses), tient une boutique de modiste et devient l'enjeu d'un pari ignoble fait par le lieutenant, un soir de beuverie.

Peintre des rapports sociaux et des rites de classes (hypocrisie de l'adultère, escarmouches de salon, bal de la Croix-Rouge, avec tous les nobles), René Clair est ici un maître de l'analyse psychologique, de la comédie de caractères. La légèreté, la frivolité ne sont plus que des apparences effritées. Surgissent la vérité plutôt sombre des passions, des in-

térêts, des rancunes, la mesquinerie d'une bourgeoisie dont la version comique et caricaturale date du Chapeau de paille d'Italie de 1927.

Libertin de garnison, Armand de La Verne (Gérard Philipe complètement transformé sous la direction de René Clair) a beau, dans un élan final du cœur, passer du mensonge à la vérité, il reste prisonnier de sa fonction, de son uniforme, de ses attitudes, du code social qui a dirigé son aventure. La construction impeccable du scénario, le brio d'une mise en scène, décapant, dans ses arbesques égarées, le mythe de la Belle Époque, mettent au grand jour une gravité fondamentale, font triompher le classicisme d'un style déjà effiné dans Le silence est d'or.

Le monde de René Clair, qu'on ne dira plus « petit » dans le sens populiste, a trouvé là sa perfection, sa vision exemplaire. C'est bien le monde d'un auteur qui, avec le temps, s'est élevé du rang de faustiste, de comique satirique, de poète de la réalité, à celui de moraliste au sens le plus noble.

JACQUES SICLIER.

A PARIS
LE TNM/LA CRIÉE
MARCEL MARÉCHAL
AVEC

à partir du 13 janvier

Les trois mousquetaires

à la Maison des Arts de Créteil

théâtre national de Marseille

La Criée
Marcel Maréchal

à partir du 15 janvier


Dylan

coproduction avec la Compagnie Renaud/Barrault

au Théâtre du Rond-Point

*En attendant
le compact*

Carmen à Pé



Pour célébrer l'Anniversaire du P&M, en Janvier 1980, au Théâtre du Centre Central, les élèves et enseignants de l'école de théâtre en public, en production de l'Artiste et des acteurs du P&M.

Vendredi 21 janvier
Films Trévis / C
15, avenue Honoré
Entrée gratuite

Information,
Ed. Lors Stille, 9, rue de
Téléphone 1

357 Aviation
 Continuation
 Postnet 73511 Paris
 061119

CINEMA

GR
DU
FILM
CHA
LE
SON
SU

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 19 JANVIER

15 h : Grégoire Aslan (1908-1982) : Occupe-toi d'Amélie, de Cl. Autant-Lara ; 19 h : Hommage à Gianfranco Mingozzi : la Voie lactée ; 21 h : Hommage à René Clair : Paris qui dort ; Entr'acte.

JEUDI 20 JANVIER

15 h : Les Méridiens (1912-1982) : Malombra, de M. Soldati ; 19 h : Hommage à René Clair : la Proie du vent ; 21 h : Hommage à Fred Zinnemann : Tant qu'il y aura des hommes.

VENREDI 21 JANVIER

15 h : Les Pères (1929-1982) : Toto Mode ; 19 h : Hommage à René Clair : le Voyage imaginaire ; 21 h : Forever and a day.

SAMEDI 22 JANVIER

15 h : Jacques Tati (1908-1982) : Play time ; 17 h 15 : Raymond Brasseur (1907-1982) : les Comédiens du Bois de Boulogne, de N. Carboneaux ; 19 h 30 : Hommage à René Clair : le Fantôme du Moulin-Rouge ; 21 h : Hommage à F. Zinnemann : Une poignée de neige.

DOMANCHE 23 JANVIER

15 h : Georges Perec (1936-1982) : Récits d'Edis Island ; 17 h : Patrick Dewaere (1947-1982) : Série noire, de A. Carreau ; 19 h : Hommage à René Clair : Un chapeau de paille d'Italie ; 21 h : Hommage à F. Zinnemann : Au risque de se perdre.

LUNDI 24 JANVIER

Relâche.

MARDI 25 JANVIER

15 h : Georges Chameroy (1901-1982) : Jacqueline Gauthier (1915-1982) : le bonheur des dames, de A. Cayrol ; 19 h : Hommage à René Clair : la Tour ; les Deux Timides ; 21 h : Hommage à Fred Zinnemann : Horizons sans frontières.

BEAUBOURG (779-35-67)

MERCREDI 19 JANVIER

15 h : le Voyage au pogo, de M. Allégret ; 17 h : Cello Johnson (1908-1982) : Brève rétrospective, de O. Leno ; 19 h : Russ Meyer : Faster Pussycat, Kill! Kill! ; Beyond the valley of the dolls.

JEUDI 20 JANVIER

15 h : Hommage à G. Mingozzi : Via dei pioppini ; Il Putto ; Il malinco ; le sole che muore ; Note su una minoanza ; 17 h : Vie Morrow (1932-1982) : la Corruption, l'Ordre et la Violence, de E. Gira ; 19 h : Russ Meyer : The Immoral Mr. Teas.

VENREDI 21 JANVIER

15 h : Hommage à G. Mingozzi : Le fiacrière ; Al nostro sono inquieto ; Fantasia, ma non troppo, per violino ; 17 h : Kenneth More (1914-1982) : Genevieve, de H. Cavallini ; 19 h : Russ Meyer : le Désir dans les tripes.

SAMEDI 22 JANVIER

15 h : Hommage à G. Mingozzi : Pantecro ; Soast d'autore ; 17 h : Victor Buono

V.O. : MARGHERITA PATHE - 7 PARNASSIENS - QUINTETTE PATHE

GAUMONT HALLES, V.F. : FRANCAIS PATHE - MAXEVILLE

GAUMONT CONVENTION - LES IMAGES - LES NATIONS

PATHE BELLE EPISE Thiais - PARLY 2 - GAUMONT Evry - VELIZY

GAUMONT OUEST Boulogne - GAMMA Argenteuil - 4 TEMPS

La Défense - PATHE Champigny - CLUB Colombes

(1939-1982) : Quatre du Texas, de R. Aldrich ; 19 h : Russ Meyer : Supervivants ; 21 h : Up!

DIMANCHE 23 JANVIER

15 h : Hommage à G. Mingozzi : Il treno per Istanbul ; 19 h : Russ Meyer : Seven Minutes ; 21 h : les Stimulés.

LUNDI 24 JANVIER

15 h : Hommage à G. Mingozzi : Sud e Magna ; 19 h 15 : Russ Meyer : Bensch the valley of the ultravie.

MARDI 25 JANVIER

Relâche.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A. v.f.)

(*) : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ; Ciné-

Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Ro-

mond, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6

(325-71-08) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A. v.f.)

(*) : U.G.C. Danube, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Normandie, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

U.G.C. Paris, 6 (359-41-18) ;

LES CADAVRES NE PORTENT PAS

DE COSTARD (A. v.f.) : Ciné Beau-

bourg, 3 (271-52-36) ; Quinette, 3

(633-79-38) ; Elysees Lincoln, 8 (359-

36-14) ; Parnassiens, 14 (329-83-11).

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT

DETE (A. v.f.) : Studio Alpha, 5

(354-39-47) ; Monte-Carlo, 6 (225-

09-83).

COMMANDO (A. v.f.) : U.G.C. 6

(325-42-42) ; Biarritz, 9 (723-69-23) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

(325-42-42) ; U.G.C. 6 (325-42-42) ;

U.G.C. 6 (325-42-42) ; U.G.C. 6

COMMUNICATION

La prise de pouvoir par la C.G.T. à « l'Union » de Reims divise les associés et les journalistes

Reims. - La prise de contrôle de l'Union de Reims par le « directeur » C.G.T. de la « société de sauvegarde » (le Monde du 19 janvier) s'est encore accentuée mardi. Les quatre ouvriers du Livre qui formaient le comité se sont installés dans la salle du conseil de gestion, ont publié des notes de service et ont décidé que les chèques devaient être désormais établis au nom de la société de sauvegarde.

Dans le même temps, l'un des six gérants, M. André Chabaud, venu au journal dans la matinée de mardi, s'en voyait interdire l'accès, et le directeur de la publication, M. Michel Ehrmann, informait le procureur de la République de Reims qu'il ne pouvait plus exercer ses fonctions.

Tout ce qui se passe actuellement à l'Union est « totalement illégal », déclarait-il. La C.G.T. rétrogradait de son côté que le conseil de gestion avait fait la « démonstration » qu'il devait être remplacé. Comment en est-on arrivé là ?

Né en septembre 1945, l'Union, issue d'un journal de la Résistance, se dote d'une structure très originale : elle se constitue en société à responsabilité limitée, composée de douze personnes morales associées, qui représentent alors l'éventail des forces politiques et syndicales. Ce sont le P.C.F. et deux autres organisations d'obédience communiste (le Front national et l'Union des femmes françaises), la S.F.I.O., la Libération-Nord (socialiste), l'Union française des associations de combattants (U.F.A.C.), ceux de la Résistance, le Mouvement républicain populaire (devenu le C.D.S.), l'Alliance démocratique (devenue les Indépendants de la Marne, proches du parti républicain), la C.G.T. et la C.F.T.C. (aujourd'hui C.F.D.T.).

De ce conseil d'administration, naît un conseil de gestion de six personnes représentant les mouvements associés non politiques : le Front national, Libération-Nord, l'U.F.A.C., ceux de la Résistance, ceux de la Libération et la C.G.T.

Ce statut juridique de l'Union n'a pas varié jusqu'à aujourd'hui. Mais le conseil de gestion n'est pas resté apolitique. Ainsi, le siège de ceux de la Résistance est occupé par M. Jean-Louis Schneider, ex-député U.D.F., et celui du Front national par M. Jean-Paul Piérot, membre du

De notre envoyé spécial

secrétariat de la fédération marnaise du P.C.F. Et la proximité des élections municipales, qui seront très serrées à Reims, avec une « primaire » P.C.-P.S. n'est pas de nature à ramener la sérénité au sein du quotidien champenois. D'autant que M. Schneider lui-même est second de la liste présentée par l'opposition R.P.R.-U.D.F....

Laxisme financier

Mais ce sont essentiellement les difficultés financières assaillant le journal depuis plus d'un an qui ont conduit à une rapide dégradation de la situation. Tassement du tirage, avec suppression des éditions de l'Aube et de Provins, diminution des recettes publicitaires : finie, rappelle un rédacteur, la période euphorique où l'on payait quinze mois et demi de salaire par an. Le treizième mois est versé avec difficulté. Mais l'on continue de rémunérer, pour la somme d'environ 3 000 F par mois, une vingtaine de correspondants qui se sont distingués durant la Résistance, mais dont l'utilité journalistique n'est plus aujourd'hui démontrée.

Ce laxisme dans la politique salariale s'est accompagné d'un ébroux peut-être discutable dans la modernisation - pourtant nécessaire - du matériel d'imprimerie, avec la commande de nouvelles rotatives offset. La direction s'est engagée dans cette voie sans s'assurer qu'elle pourrait en assurer le financement total.

Pourtant, l'Union n'a actuellement, pour véritables dettes, que des cotisations dues à l'URSSAF pour un montant de 3,8 millions de francs. C'est pourquoi, ayant toujours repoussé l'éventualité d'un dépôt de bilan, brandie par certains membres du conseil de gestion, la rédaction et les ouvriers du Livre essaient, dans leur ensemble, que le quotidien rémois est « viable ». Ils ont été fortement déçus par le refus de l'assemblée des associés propriétaires (six voix « pour » alors qu'il en fallait neuf) d'adopter un « plan de sauvetage », présenté en décembre dernier par M. Bernard Montanier, plan qui avait aussi l'appui du comité interministériel pour la restructuration industrielle (C.I.R.I.).

Mais un quotidien régional d'information comme l'Union - qui se flattait à juste titre d'être « pluripartite » - et dans lequel toutes les formations politiques s'exprimaient en période électorale - peut-il passer sous le contrôle d'une organisation syndicale, quelle qu'elle soit ? « Non, c'est un coup de force », ont dit, lundi, trente-deux journalistes, dans la motion qu'ils ont adoptée. Mais vingt-sept autres rumeurs ont estimé qu'il fallait plutôt parler de « situation nouvelle » et qu'il ne convenait pas, en tout cas, de « pénaliser ceux qui luttent ».

La rédaction elle-même semble donc aussi divisée que le conseil de gestion. Elle s'inquiète, d'autre part, de la venue de l'Est républicain, qui lance, la semaine prochaine, une édition dans la Meuse, avec, en particulier, une équipe d'une dizaine de journalistes à Reims (contre environ quarante à l'Union, qui compte aussi une soixantaine de rédacteurs détachés dans ses agences). On pourrait assister à une « redistribution » de la presse du Nord-Est, et déjà les syndicalistes C.G.T. des journaux qui la composent ont décidé, mardi à Reims, de « coordonner leurs activités syndicales pour empêcher toute concentration et toute fermeture d'entreprise dans cette région » (1).

« Le pluralisme s'est transformé en blocage », ajoute un autre journaliste de l'Union, qui craint, avec les ouvriers du Livre, « une épreuve de force ». Les rédacteurs C.G.T. et C.F.D.T. ont même brandi la menace d'une grève. Mais les divisions mêmes de la rédaction comme les bésitations de la rédaction en chef, incapable d'imposer, lundi, la publication des motions des journalistes, laissent, encore une fois, le beau jeu au « directeur » de la C.G.T., qui sera en position de force, mercredi 26 janvier, lors de la réunion de toutes les parties intéressées, chez le préfet de région. Un double affrontement avec les associés, d'une part, et la rédaction, d'autre part, c'est pourtant pas à exclure. Mais faut-il parler, comme l'a fait ce mercredi la première page du Figaro, de « sovétisation » de l'entreprise ?

MICHEL CASTAING.

(1) Outre l'O.P.A. du République lorrain sur l'Est républicain, les Dernières Nouvelles d'Alsace et l'Alsace se sont ligués financièrement.

LA RÉGIE PUBLICITAIRE DE FR 3 SERA CONFÉE A HAVAS ET A PUBLICIS

L'incertitude est désormais levée en ce qui concerne la régie des annonces publicitaires régionales de FR 3 par un communiqué du ministère de la communication. Deux sociétés nationales de régie vont être prochainement créées, FR 3 ayant 51 % du capital de chacune d'elles.

La première, chargée de la gestion commerciale des spots publicitaires nationaux, sera sous la responsabilité de la R.F.P. (Régie française de publicité), avec 45 % du capital.

Le capital de la seconde société, dite de régie régionale, sera réparti, outre FR 3 (51 %), entre la R.F.P. (24,5 %) et les deux grands régisseurs français, Havas et Publicis, qui se partageront les 24,5 % restants.

Le conseil d'administration de cette société comprendra donc quatre représentants de FR 3, deux de la R.F.P., un d'Havas, un de Publicis, auxquels s'ajouteront un représentant des annonceurs, un de la presse et un des agences de publicité. C'est ce conseil d'administration qui mandatera, suivant les cas, Havas ou Publicis, pour prendre en charge, région par région, la régie commerciale et la gestion des écrans publicitaires de FR 3.

Tout au long des quatre années d'expérimentation prévues avant la mise en place définitive du système se créeront des filiales régionales de cette société de régie, dont FR 3 et les deux autres nouvelles sociétés détiendront la majorité du capital. Au conseil de ces filiales siègeront toutefois, outre les partenaires prévus dans la maison mère, un ou des représentants des activités économiques locales.

[On sait que remous avait soulevés, tant chez les annonceurs, chez les agences de publicité, que dans la presse régionale (le Monde des 21 et 22 octobre 1982) l'éventualité de voir confier à Havas, société d'Etat présidée par M. André Bessède, et premier groupe français d'agences de publicité, on même à Publicis, première agence privée française, la régie de la main publicitaire régionale. Il est vraisemblable que la solution choisie - malgré le « strapontin » qui leur est offert dans les conseils d'administration - ne cessera qu'imparfaitement les préventions des agences contre le mélange des genres : les deux groupes français de publicité, Havas et Publicis, ne seront-ils pas jugés et partie dans les régions, ou ils se partageront les zones d'influence ?] - J. D.

Mercredi 19 Janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Magazine : Au cœur du débat. Emission de J. Barrère, N. Copin et D. Grandclément. Cette nouvelle émission accueille un échantillonage représentatif de la population française. Sur le thème : « Où va l'entreprise ? » M. Laurent Fabius, ministre délégué chargé du budget, face à M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F.

21 h 30 Série : Wallenstein, de L. Abben, Réal. F.-P. Wirtz. 9 épisodes. Bien que sa santé soit altérée, Wallenstein continue à mener une brillante campagne. Les intrigues de cour vont bon train. Une fresque historique classique.

22 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : L'Homme qui aimait deux femmes, de Ph. Delancey avec A. Prunel, D. Chalen, F. Martorel. La « génération de mai 1968 » se fait la prosélyte de la vie à trois, un homme, deux femmes. Un mélange de mélo, d'attendrissement et de complicité naïve. Avec une question sans réponse : que deviennent-ils avec le temps ?

22 h 10 Magazine : Moi... je. Emission de B. Boublier. Au sommaire de ce magazine un seul chapitre, « Les passagers de l'attente », capte réellement l'intérêt. Le deuxième, « Deux fois vingt ans », traite une fois de plus et sans nouveauté de l'empire personnel. Quant au troisième, il valet mieux le garder clos.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma 16 : Les Parasites. Un téléfilm de la B.B.C., prix Italia 1978. Réal. R. Joffe avec C. Hargreaves, B. Hill, P. Kerrigan.

L'histoire de Pauline et de sa fille Paula, une enfant mongolienne prise dans une machine infernale et absurde (l'administration) qui mène Paula à la régression totale et sa mère à l'impasse : une description intimiste, politique, tout en finesse, dans le style de Ken Loach.

22 h 20 Journal.

à partir du 26 Janvier
VENEZ ME VOIR AINSI QUE MES AMIS
PIERROT, PSI, MAESTRO
DANS
LA REVANCHE
DES
HUMANOIDES
Avec ALBERT BARILLE

22 h 55 Prélude à la nuit. « Tarettelle », deuxième suite opus 17 de S. Rachmaninov par G. et B. Fievet.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, La science en marche : L'imperfection du crime. 20 h, Joséphine Bédard : autour de la « Tristesse » de Beethoven. 22 h 30, Naïfs magiques : grandeur nature.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Les chants de la terre. 20 h 30, Concert : Perspectives du XX^e siècle : œuvres de Scriabine, Bartók, Rzewski, Dufort, Fautaud, Stockhausen, Israelian, Manourian ; par l'Ensemble 2+2 m. dir. A. Dubois. 23 h, La nuit sur France-Musique : Le club des archives (cycle Fritz Busch).

Jeudi 20 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Discours de M. François Mitterrand, en direct du Parlement allemand.

12 h Suspens. 12 h 30 Arout cœur. 13 h Journal.

13 h 35 Emissions régionales. 13 h 50 Objectif santé : l'obésité du jeune. 14 h Les rendez-vous du jeudi (C.M.D.P.).

14 h La découverte de la vie : 1^{er} jour ; à 17 h 30, moments musicaux en classe de seconde.

18 h C'est à vous. 18 h 25 Le village dans les nuages. 18 h 50 Dessin animé.

19 h Histoire d'enfants. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 S'il vous plaît.

20 h 35 Téléfilm : Les Poneys sauvages, d'après M. Deon, Réal. R. Mazoyer. Avec J. Weger, M. Duchausoy, Y. Bénéton. Dernier épisode de ce journal d'une génération.

22 h 5 Histoire des inventions : Inventer pour inventer. Emission de D. Costelle. De l'invention du premier aspirateur à la reconstitution de l'Exposition universelle de 1876 : le musée animé et fantastique de Daniel Costelle : un vrai plaisir.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Télévision scolaire. 10 h 30 A.M.T.O.P.E.

11 h Discours de M. François Mitterrand, en direct du Parlement allemand.

12 h Journal. 12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf. 13 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales. 13 h 50 Série : La vie des autres. 14 h 5 Aujourd'hui la vie.

Le protectionnisme. Film italien de G. Pontecorvo (1957), avec Y. Montand, A. Vaili, R. Ranchi, M. Girani, Ronaldino, U. Spadaro. Les pêcheurs d'une île de l'Adriatique veulent s'organiser en coopérative pour ne plus être exploités. Un seul refus cette lutte, pêche à la grenade et narque les douaniers. Un bon sujet, emprunté à un roman de Franco Solinas, traité d'une manière mélodramatique. Curieuse interprétation d'Yves Montand.

16 h 40 Un temps pour tout. La montagne en hiver : chanson à histoire ; potion magique ; variétés.

17 h 45 Récré A 2. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.). 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 L'ère expression.

La FEN (Fédération de l'éducation nationale). 20 h Journal.

20 h 35 L'histoire en question : Tragédie au pôle, l'affaire Nobile. de A. Decaux, réal. J.-Ch. Dudrumet. La conquête du pôle Nord par le général italien Umberto Nobile. De la première expédition en 1910 à celle de 1938 où Nobile laisse tomber son équipe sur la glace. Nobile s'explique dans un document filmé avant sa mort.

21 h 55 Les enfants du rock. Houbi : Houbi ! Avec Culture club. Gilberto Gil, Bruce Springsteen, Feboles Thunder Birds, Rock'n Jimmy ; Haute tension, magazine de la vidéo.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes. Les métiers manuels. 18 h 55 Tribune libre. Le mouvement des démocrates.

19 h 10 Journal. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.

Les jeux.

20 h 35 Film : La Porte de l'enfer. Film japonais de T. Kinugasa (1953), avec M. Kyo, H. Hasegawa, Y. Kurosawa, K. Sando, Z. Tanaka, K. Sando.

En 1159, à Kyoto, un guerrier s'empare d'une dame de la cour dont il a assuré la protection et veut l'obtenir, de gré ou de force, bien qu'elle soit mariée à un garde de l'empereur. Inspiré d'une légende sur la fidélité conjugale, ce film japonais couronné au Festival de Cannes 1954 a dû sa notoriété à son exotisme conçu pour l'Europe et à la splendeur de ses images en couleurs composées avec un extrême raffinement.

22 h 5 Journal. 22 h 35 Hommage à René Clair : Entr'acte. Film français de R. Clair (1924), avec J. Borlin, F. Flebail, E. Sain, M. Ray, M. Duchamp, G. Auric (N. associé).

Suite de situations sangrantes et entremets burlesque au cours duquel un cortège tiré par un chameau s'emballe et entraîne ceux qui le suivent dans une course folle. Court métrage conçu sur un argument du peintre Francis Picabia, pour l'extrême étonnement graphique d'un ballet ou Théâtre des Champs-Élysées. Il en résulte un scandale, mais le film, marqué par l'esprit dadaïste et le principe de l'écriture automatique, appartient bien à l'œuvre de René Clair par son aspect poétique et comique.

23 h 35 Prélude à la nuit. « Divertimento » de J. Ibert par l'Orchestre de Camille-François - Côte d'Azur, dir. P. Bender.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Tlode et le Maine). 8 h, Les chemins de la connaissance : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, Le Proche-Orient arabe ; à 8 h 50, la Vallée aux loups.

9 h 7, Matinales de la littérature. 10 h 45, Questions en zigzag : à C. Chabanis : la mort : que faut-il en comprendre ?

11 h 2, Musique : Elyse-musique (et à 13 h 30, 17 h 30). 12 h 5, Agorà. 12 h 45, Passerella. 14 h, Sess : Mexique.

14 h 5, Un livre des voix : La dernière croisière du dragon de N. Spina. 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : départementale à Boulogne-Billancourt ; 17 h, Route libre.

18 h 30, Feuilleton : Les bonnes femmes du dix-huitième siècle. 19 h 25, Jazz à l'antenne.

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la lipse avec le professeur M. Genet. 20 h, Beethoven fondation, de S. Ganzl, d'après le roman de J. Floryan avec S. Artal, N. Borgaud, R. Coggio.

22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Bizet, Paganini, Berce, Granados, Ravel, Haendel, Rimski-Korsakov, Debussy, Moussorgski.

8 h 7, La Boulogne de 8-9. 9 h 5, L'oreille en collaboration : les perceptions. 9 h 20, Le matin des musiciens : De Saint-Petersbourg à Leningrad.

12 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la lipse avec le professeur M. Genet. 13 h, Musique légère : œuvres de Roger-Rogier, Gomez, Loewe, Gaby, Ibert, Gershwin.

14 h 4, Matinales : l'œuvre : Aspects de la musique antérieure : œuvres de Ives, Cowell, Fartch, Gershwin, Ansell, Cage, Harrison, Subotnick, Solomon, Monk. 17 h 30, Les matinales : la musique de chambre de J.-S. Bach.

18 h 30, Studio Concert (en direct du studio 106), jazz. 19 h 38, Jazz : le blues-rock. 20 h, Actualité lyrique.

20 h 30, Concert : (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) « Adagio pour violon et orchestre » de Mozart ; « Concerto pour violon et orchestre » de Berg ; « Symphonie n° 7 » de Beethoven par le Nouvel Orchestre philharmonique ; Dir. H. Soudant ; Sol. J. Suk, Violon.

22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit. 23 h, Studio de recherche radiophonique ; 0 h 5, Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 19 JANVIER
- M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée, chargée de la jeunesse et des sports, est reçue à 19 heures sur Canal-89 Paris 104 MHz.

- M^{me} Jean Falala, député de la Marne, Claude Lamblin, maire communiste de Reims, François Letzig, conseiller municipal socialiste de Reims, sont réunis pour un débat sur Europe 1, à 19 h 30.

JEUDI 20 JANVIER

- M. Henri Virlojeux, comédien, est reçu à l'émission « Plat-

doyer » sur R.M.C., à 8 h 30, au titre du Syndicat français des acteurs (C.G.T.), à propos de la grève nationale des comédiens.

- M. Pierre Sutura, membre du comité central et trésorier du P.C.F., expose les comptes de la campagne électorale présidentielle de M. Georges Marchais et de son parti, sur France-Inter, à 7 h 40. M^{me} André Laignel, député socialiste de l'Indre, et Pierre Sutura, répondent aux questions des auditeurs de France-Inter, à 19 h 45.

LES GRANDS
ÉVÉNEMENTS
du 20^e siècle

et les journaux
de l'époque

Une façon
passionnante de
comprendre et
de revivre l'histoire.
Chaque semaine, un
fascicule et quatre
quotidiens de l'époque.

Cette semaine,
chez votre marchand
de journaux.

مكتبة المجلد

RÉSEAUX CABLÉS A LA FRANÇAISE

En adoptant le rapport de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., le conseil des ministres du 3 novembre 1982 a fait du câblage la grande affaire de l'audiovisuel français. Les trois prochaines années verront la commande de 1 400 000 prises de raccordement à l'industrie, la remise en fonctionnement des réseaux posés il y a dix ans et le câblage de nouveaux sites : Lille, Biarritz, Montpellier, Montbéliard, Dunkerque et les agglomérations de l'ouest de Paris jusqu'à l'embouchure de la Seine. Les années suivantes, les réseaux locaux se développeront au rythme d'un million de prises par an pour couvrir en trente ans la totalité du territoire.

A l'importance de cet enjeu, correspond le choix d'une technologie de pointe (fibres optiques et réseaux en étoile) capable, à terme, de faire circuler entre chaque abonné des programmes audiovisuels, des conversations visio-phoniques ou des services informatiques. Ce qui dessine un modèle de vidéocommunication interactive très différent des premières expériences de télédiffusion françaises des années 70 ou des réseaux existant aux États-Unis et au Canada.

Mais, avant que l'industrie électronique et, surtout, celle des programmes ne soient capables de répondre à un tel défi, le développement des réseaux comporte, dans sa phase initiale, un certain nombre de risques économiques et culturels. Aussi, avant même que le cadre juridique ne soit entièrement défini et que le premier réseau ne fonctionne, les discussions entre tous les partenaires concernés vont bon train. La première Convention nationale des villes câblées, qui se tiendra du 20 au 22 janvier à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) — organisée par le syndicat communautaire d'aménagement de cette ville et la Fédération de l'audiovisuel indépendant pour la création et la communication sociale (F.A.I.C.C.S.) — permettra d'instaurer un premier dialogue. Les débats, animés par des journalistes du Monde, verront la participation de M. Georges Fillioud, ministre de la communication, de M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., et de M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

La voie royale et la porte étroite

par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le câblage de la France est l'un des rares aspects de la politique audiovisuelle du gouvernement qui fasse l'objet d'une approbation quasi unanime. Il s'agit bien avec les objectifs de la fibre électronique et promet à l'industrie française un marché conséquent. Il met les nouveaux services de communication à la portée de l'ensemble de la population. Il stimule enfin le développement d'une industrie des programmes. Mais cette voie royale de la communication doit passer par une porte étroite, celle de l'expérimentation. Pendant trois ans environ, les équilibres financiers, juridiques et culturels des réseaux de vidéocommunication vont être soumis à l'épreuve des faits.

Deux enjeux principaux menacent la croissance des réseaux. Tout d'abord, le volontarisme évident des pouvoirs publics, qui risque de faire passer les priorités du développement industriel avant la pertinence des modèles de communication. L'analyse de la demande sociale ou même la viabilité économique des réseaux. La seconde difficulté réside dans la création d'un marché assez libre pour stimuler la production et l'investissement, mais suffisamment réglementé pour éviter les phénomènes de concentration et de monopole, ou, pire encore, l'invasion des réseaux par des programmes étrangers, comme cela s'est passé au Ca-

nada et en Italie (le Monde du 7 janvier). Les décrets d'application de la loi sur la communication audiovisuelle (et particulièrement ceux concernant le titre IV) permettront de savoir comment le gouvernement négocie ce délicat virage. Ils sont actuellement l'objet d'une discussion assez animée entre les différents ministères concernés. Toutefois, l'ensemble des partenaires semblent être tombés d'accord sur une vision souple et pragmatique des choses, préférant la régulation *a posteriori* plutôt que la réglementation *a priori*.

Le poids des P.T.T.

Pour justifier son volontarisme, M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a plaidé la complémentarité des équipements. Puisque les Français auront bientôt besoin d'une seconde ligne téléphonique et que les nouveaux services de télécommunication supposent un effort de câblage, pourquoi ne pas réaliser un réseau public à large capacité, assurant aussi la télédiffusion ? En adoptant ce plan, le 3 novembre dernier, le gouvernement a donc accordé aux P.T.T. la propriété des réseaux. Même si les collectivités locales participent à l'investissement à hauteur de 30 %, ce n'est que sous forme d'avances remboursables.

Un certain nombre de collectivités locales protestent aujourd'hui contre ce monopole de fait. Puisqu'elles prennent l'initiative du câblage, elles désirent être associées à la propriété et à la gestion des réseaux pour en contrôler l'installation et, surtout, la structure. Le problème est loin d'être purement technique, si l'on considère qu'entre le premier câble et le dernier (en milieu rural notamment) il s'écoulera près de trente ans. Un délai qui risque d'aggraver les déséquilibres culturels entre ville et campagne et de poser localement de sérieux problèmes politiques.

Une des solutions envisageables consiste à associer au câble des systèmes de télévision et des radios locales berrichonnes ou des réseaux de vidéotransmission capables de généraliser la diffusion des nouveaux services. En théorie, la loi stipule que l'Etat câble ou fait câbler, et seul un décret peut confirmer le rôle exclusif des P.T.T. dans ce domaine. Il est peu probable que le gouvernement revienne sur sa décision du 3 novembre, mais les négociations sur le terrain risquent d'être délicates.

Autre problème à régler : qui sera propriétaire des réseaux déjà existants, ceux des villes câblées au début des années 70, qui furent l'initiative des premières expériences ? Un décret de 1977 précisait qu'ils devaient revenir à Télédiffusion de

France (T.D.F.). Mais, depuis, la loi a changé.

Le problème le plus pressant reste pourtant de savoir ce que l'on fera passer dans les tuyaux pour vendre les réseaux de vidéocommunication au public. La réponse à la question reste encore relativement floue, mais trois grandes catégories de services se dessinent déjà.

Un impératif logique

Les câbles retransmettront d'abord les chaînes de radio-télévision du service public. Un impératif logique, puisque les réseaux constituent une alternative à l'actuelle antenne, individuelle ou collective, et surtout aux futures antennes de satellite. Cette mission sera vraisemblablement inscrite dans le cahier des charges des futures sociétés d'exploitation.

Ces sociétés pourront programmer sur les autres canaux (10 ou 15 selon les réseaux) des programmes divers, allant de la réception de chaînes étrangères à la production locale, en passant par des rediffusions d'émissions publiques ou des programmes spécifiques (cinéma, sports, actualités, etc.). Ces services relèvent de l'initiative privée et sont soumis à l'autorisation de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, après avis de la commission Galabert.

(Lire la suite page 22.)

Les enjeux de la télédiffusion

par GEORGES FILLILOUD (*)

L'UTILISATION du câble pour acheminer les programmes de télévision dans des zones de mauvaise réception a commencé après la guerre aux États-Unis. Dans les années 60, ce vecteur a permis dans ce pays de multiplier l'offre de programmes dans certaines régions grâce au dépôt de signaux éloignés. Ce n'est qu'à partir de 1970 que le câble y est apparu comme un moyen de programmation autonome, par le développement des programmes locaux, l'opérateur des programmes spécifiques destinés au câble et transmis par satellite de télécommunication, d'autre part.

Aujourd'hui, plus du quart des foyers américains sont raccordés à un réseau de télédiffusion. D'autres pays se sont depuis longtemps équipés : au Canada, le taux est de 40 % ; en Belgique et aux Pays-Bas, plus des deux tiers des foyers sont branchés sur le câble. Dans ces derniers pays essentiellement, ce développement s'explique davantage par l'attrait que constitue l'importation de programmes étrangers que par une volonté de développement des programmes autonomes. Qu'en est-il de la France, pays de création, de richesses culturelles et artistiques, où

(Lire la suite page 22.)

(*) Ministre de la communication.

La réponse au défi de F. MITTERRAND:

QUEL DÉFI ?

Dans ses vœux pour 1983, le Président de la République F. MITTERRAND exhortait l'entreprise à « inventer » il évoquait les technologies de pointe et tout particulièrement les réseaux câblés.

QUI RÉPOND ?

UNE COLLECTIVITÉ LOCALE :

le Syndicat Communautaire d'Aménagement de Marne la Vallée - Val Maubuée

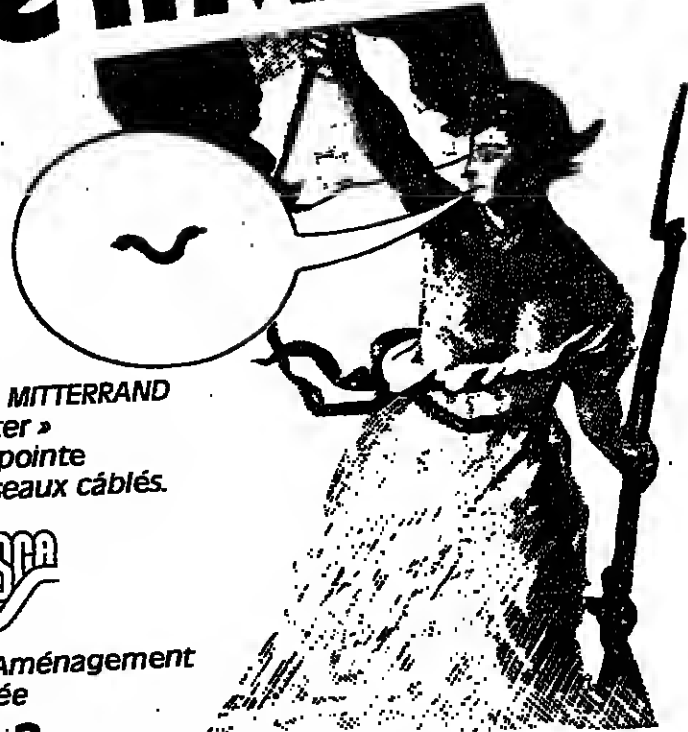
QUELLE RÉPONSE ?

Le Val Maubuée s'est posé depuis longtemps la question de l'utilité ou câblage de son territoire. D'ores et déjà 3000 prises sont reliées par un câble unique et de nombreux logements équipés d'antennes collectives peuvent être reliés à ce câble.

Les élus des communes et du S.C.A. ont posé la candidature de Marne la Vallée pour une expérimentation de télédiffusion.

Le Val Maubuée va plus loin encore. Il a décidé, en collaboration avec la F.A.I.C.C.S. (Fédération pour l'Audiovisuel Indépendant) de donner l'occasion aux autres collectivités locales de s'informer des possibilités qu'offre la télévision par câble.

Ainsi s'organisent 3 manifestations simultanées...



JOURNÉES D'ÉTUDES

Journées d'études et de rencontres sur le cadre légal et réglementaire, les choix technologiques, les nouvelles sources de programmes, la stratégie au plan local (gestion et production), etc.

SALON D'EXPOSITION

Salon d'exposition de matériels de production et de distribution.

PROGRAMMATION EXPÉRIMENTALE

Programmation expérimentale sur le réseau du Val Maubuée.

Ces manifestations d'importance nationale, sont patronnées par Madame Michèle COTTA, Présidente de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle. Les journées d'études seront ouvertes par Monsieur Georges FILLILOUD, Ministre de la Communication, et l'exposition inaugurée par Monsieur Louis MEXANDEAU, Ministre des P.T.T.

télécoable 83

première convention nationale des villes câblées et des télévisions locales.

20 - 21 - 22 janvier 83

RENSEIGNEMENTS :
F.A.I.C.C.S. 10 rue de la République 77011 Marne la Vallée
Tél. 03 31 24 11 86

مكتبة

La voie royale et la porte étroite

(Suite de la page 21.)

Ce cadre juridique pose aujourd'hui deux problèmes délicats. La loi, conçue à partir de la réglementation des radiodiffusions, est mal adaptée aux réseaux câblés. Elle interdit à une société privée de présenter une autorisation pour plus d'un réseau, ce qui rend fort aléatoire la rentabilité de l'opération. Pour tourner la difficulté, le ministre de la communication pourrait délivrer des autorisations nationales tout en évitant la constitution de monopoles.

La deuxième difficulté concerne l'équilibre de la programmation. En l'absence de programmes originaux, les sociétés d'exploitation pourraient largement recourir aux programmes étrangers ou sacrifier les programmes moins rentables (production locale, communication sociale, etc.). Les conséquences culturelles et économiques d'une telle attitude seraient à terme désastreuses. Faut-il instituer par décret des quotas de programmation, au risque de réduire la rentabilité immédiate des réseaux, ou laisser la Haute Autorité réguler la situation au coup par coup, au nom du pluralisme inscrit dans la loi ?

La troisième catégorie de services viendra plus tard, lorsque, dans quatre ou cinq ans, la commutation optique permettra de relier chaque abonné à un autre abonné ou à un service particulier. Il s'agit des fameux programmes interactifs, véritable fer de lance du plan des P.T.T. : visiophonie, bien sûr, mais aussi télématique, consultation de banques d'images, de catalogues de vente, jeux vidéo, etc.

Équilibres financiers

En attendant cet âge d'or du câble, deux missions sont chargées de concourir au développement des programmes. La première, décidée au conseil des ministres du 6 juillet 1982, sera confiée à M. Bernard Schreiner, député P.S. des Yvelines et rapporteur de la loi sur la communication audiovisuelle. Elle devra aider à la constitution des premiers réseaux et financer des régies de programmes thématiques. Treize commissions sont déjà en place et travaillent sur les différents types de services. Une seconde mission interministérielle, décidée le 3 novembre dernier, prendra un peu de recul et devra proposer des mesures financières et juridiques capables de susciter la création d'une véritable industrie de programmes pour le câble comme pour la quatrième chaîne et le satellite.

Le ministre de la communication, M. Georges Fillioud, a beau répondre, à une question de M. Alain Madelin, député U.D.F. d'Ille-et-Vilaine, que les sociétés d'exploitation commerciales ne sont pas dans la loi sur la communication audiovisuelle, il faudra bien que des structures assument ce rôle. Prévu dans le rapport des P.T.T., ces fameuses sociétés locales seraient appelées à gérer les abonnements aux réseaux, la programmation des services de télédiffusion et les ressources qui leur sont liées. Elles associeraient les collectivités locales (sans doute majoritaires), des partenaires privés et T.D.F., responsable des infrastructures techniques de programmation et garant de la diffusion des programmes du service public.

Vient s'y ajouter aujourd'hui la candidature de la Caisse des dépôts

et consignations. Le rapport de M. Mexandeau prévoyait son intervention dans le financement des infrastructures sous forme de prêts aux collectivités locales. Mais la Caisse des dépôts, forte de sa récente expérience en matière de télématique, a décidé de s'intéresser de plus près aux nouvelles technologies. Elle propose aujourd'hui aux collectivités locales d'être un partenaire à part entière des sociétés d'exploitation en offrant ses compétences en matière de gestion.

L'intervention de ce nouveau partenaire n'est pas sans intérêt dans la phase actuelle de démarrage des réseaux. De l'aveu même de M. Jean-Pierre Hirsch, directeur de la Caisse des dépôts, « les collectivités locales sont assez perplexes devant la viabilité économique des réseaux câblés. Trop de flux entourent encore les propositions des P.T.T. La Caisse des dépôts peut leur fournir des hypo-

thèses de développement, des modèles de budget prévisionnel et, surtout, servir d'intermédiaire dans la négociation indispensable avec la direction générale des télécommunications ».

Et les sujets de négociation ne manquent pas. Quel sera la charge financière exacte du câblage pour les collectivités locales ? Les P.T.T. parlent d'un budget total de 7 milliards de francs pour les trois prochaines années, dont 4,5 milliards pour le matériel. Ce qui fait une part de 1,5 milliard de francs pour les collectivités locales. Mais, d'après les estimations de la Caisse des dépôts, si le coût du câblage expérimental de Biarritz a été de 300 000 F par prise de raccordement, il serait encore aujourd'hui, en phase pré-industrielle, de 15 000 F par prise, et ne tomberait qu'à terme au-dessous de 5 000 F. A

15 000 F par prise, pour un réseau moyen (au moins 3 000 prises au démarrage), la charge des collectivités est lourde et la rentabilité de la société d'exploitation singulièrement compromise. Reste à savoir si les P.T.T. assumeront le surcoût de l'innovation technologique ou en feront payer une partie aux collectivités.

Mais le problème de l'investissement n'est pas le plus fondamental. C'est l'équilibre du fonctionnement qui conditionne la viabilité des réseaux. Or on ne sait toujours pas à quel prix la D.G.T. louera son réseau aux collectivités locales. Sur quoi, on a dû mal à évaluer quelles seront les ressources dégagées par la programmation : paiement direct par l'utilisateur, publicité ou indirectement. De plus, on peut se demander si la part la plus rentable des services, les programmes interactifs, n'échappent pas à la société locale d'exploitation. En effet, dans le rapport

adopté par le conseil des ministres, les P.T.T. précisent qu'ils se réservent l'exploitation des services de télécommunication, sans que l'on sache très bien si ce terme, qui englobe sûrement la visiophonie, comprend également les programmes de vidéocommunication interactive. Encore un sujet de délicates négociations.

Consommation

ou communication sociale

Derrière toutes ces ambiguïtés se dessinent deux conceptions des réseaux câblés. La première, assez proche de la télédiffusion à l'américaine, consiste à ouvrir un grand marché commercial, privé et local pour une industrie de programmes nationale, publique ou privée. Projet ambitieux, mais dont les risques culturels sont assez élevés en l'état actuel de la production française. Supportant la plus grosse part des charges financières, les sociétés d'exploitation locales chercheront à rentabiliser très vite leur investissement et se tourneront vers les programmes disponibles et à fort taux d'écoute. C'est, à terme, l'invasion du marché par des produits américains ou japonais, sauf si les missions interministérielles réussissent à allumer à temps un contre-feu.

Le deuxième modèle, plus vague en l'état actuel de la technologie, serait celui de réseaux de vidéocommunication interactive. Il ne s'agit plus alors d'inviter l'abonné à consommer passivement une grande quantité de programmes, mais de le faire participer à une sorte d'interactivité sociale. On peut mettre au compte de ce deuxième modèle les projets de préfiguration décrits dans ce supplément par Raoul Sangha ou la Fédération de l'audiovisuel indépendant. Ils supposent que les collectivités locales, les institutions et le milieu associatif investissent dans des structures de production locale, sorte de « télévision de pays ». Mais on peut aussi évoquer les initiatives du Centre mondial de l'information, que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber vient de faire passer sous la tutelle des P.T.T. Le développement des réseaux de télédiffusion doit précisément aller de pair avec un effort particulier sur les industries de production. Sans une telle action, la magie technologique n'aboutirait qu'à détruire notre identité. Un grand pays comme la France, qui a une ambition légitime dans le domaine de la communication, doit conjurer constamment programmes et équipements, culture et technique.

GEORGES FILLIUD.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les enjeux de la télédiffusion

(Suite de la page 21.)

Des expériences furent lancées, mais les crédits nécessaires à leur engagement furent rapidement défaits. Même si des expériences comme celle de Grenoble ne courent pas pendant leur brève durée qu'une audience limitée — qui pouvait effectivement conduire à s'interroger sur l'opportunité de poursuivre — le véritable motif de ce revirement se situe ailleurs. En effet, un décret de septembre 1977 sur la télédiffusion communautaire devait ôter tout espoir et toute possibilité de création de programmes sur les réseaux câblés, puisque ce texte n'autorisait aucun programme local pour le grand public, et permettait seulement aux limites de l'Hexagone de transmettre sur câble des programmes étrangers, en général déjà directement reçus par voie hertzienne.

Aider les initiatives locales

Il a été mis fin à cet audiovisuel « sous surveillance », témoin d'un refus des libertés locales, par la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982. Désormais, à côté d'un service public renforcé, qui concerne les missions essentielles de culture et d'information pluralistes au service de tous les Français, peuvent se faire jour des projets nouveaux, reflet de la diversité et de la richesse d'imagination de notre pays.

Ces obstacles juridiques levés, le gouvernement a souligné sa volonté de traduire en termes concrets les perspectives ainsi ouvertes. Un plan de câblage a été annoncé au mois de novembre dernier qui permettra de raccorder un million quatre cent mille foyers supplémentaires au cours des prochaines années. C'est sur ces nouveaux réseaux, qui seront en partie en fibre optique, ainsi que sur les réseaux existants que les premiers programmes originaux de télédiffusion pourront être lancés. Des projets existent, d'inspiration locale. Des demandes d'autorisation ont été déposées à la Haute Autorité, compétente en ce domaine. Au cours des prochains mois, celle-ci sera en mesure de se prononcer après avis de la commission consultative compétente. Ainsi les premiers projets pourront démarrer dans le cours de cette année.

Quel que soit l'intérêt de ces projets et le sérieux du travail préparatoire qui a été mené localement, une action d'accompagnement appropriée s'avère nécessaire. En effet, en raison du retard de la France dans le domaine de la télédiffusion, les associations et organismes qui ont conçu ces projets avec l'aide des collectivités locales manquent parfois de l'expérience requise, ne disposent pas toujours de personnel qualifié en nombre suffisant, et se heurtent à des difficultés financières. C'est pourquoi le gouvernement, sur proposition du ministre de la

communication, a décidé de mettre en place une « mission télédiffusion » — qui prendra plus particulièrement appui sur l'Institut national de la communication audiovisuelle et Télédiffusion de France — pour faciliter le lancement des premiers programmes, assurer une action d'assistance technique et évaluer l'ampleur et la nature de l'offre et de la demande de ces programmes. Cette mission, conduite avec le ministère des P.T.T. et en association avec d'autres départements intéressés (culture, recherche et industrie, Plan et aménagement du territoire), sera une structure légère dotée de moyens propres d'intervention. Son action initiatrice ne devra en aucun cas se substituer aux initiatives locales.

A l'heure où la France s'engage dans les voies nouvelles de la communication et de la diversification audiovisuelle par la prochaine création d'un quatrième programme de télévision et le lancement d'ici à quelques années d'un système de diffusion directe par satellite, il est permis de s'interroger sur le rôle spécifique du câble et sur l'articulation de ces différents vecteurs. Le câble est et demeurera toujours un moyen d'expression locale, ce qui fait sa spécificité. Le développement de l'expression communautaire et de l'information locale peut traduire cette réalité. Le câble est aussi le support privilégié de programmes thématiques, expression nouvelle de

la demande audiovisuelle. Il peut être enfin un moyen très utile en milieu urbain pour la transmission des images du satellite, afin d'éviter la prolifération des antennes paraboliques de réception individuelle. Dans la mesure où il n'a pas l'exclusivité de la réception de ses images, il ne sera pas, comme l'ont avancé certains, un instrument de contrôle, mais un moyen cohérent au service de l'usager, offrant en même temps des programmes de sources diverses.

Le défi du câble est aujourd'hui technologique avec la fibre optique, qui offre en outre la possibilité de programmes et services interactifs. Mais le développement de ce support est lui-même de plus en plus lié à la capacité de la France à produire davantage de programmes de qualité, et à des prix compétitifs. Le lancement d'un quatrième programme de télévision doit permettre de revitaliser ce secteur en attendant l'ère du satellite. Dans l'immédiat, le développement des réseaux de télédiffusion doit précisément aller de pair avec un effort particulier sur les industries de production.

Sans une telle action, la magie technologique n'aboutirait qu'à détruire notre identité. Un grand pays comme la France, qui a une ambition légitime dans le domaine de la communication, doit conjurer constamment programmes et équipements, culture et technique.

GEORGES FILLIUD.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les réseaux câblés entrent dans la ville.

Au sein du Groupe THOMSON, la Société LTT, spécialiste des systèmes complets de transmission par câbles, vous donne l'accès aux premiers réseaux câblés de vidéocommunications.

Envisageables dès aujourd'hui, leur conception et leur installation abaisent, pour chaque problème posé, aux données spécifiques de la zone à équiper, géographiques et socio-culturelles.

Le réseau câblé de vidéocommunications est destiné à des collectivités situées en zone urbaine et suburbaine. Il apporte aux abonnés la télévision interactive : maintenant au service du téléspectateur, le téléviseur fournira, à la demande, une riche palette de programmes et de services :

- 1 - Les chaînes nationales.
- 2 - Les chaînes étrangères.
- 3 - Les programmes de télévision par satellites.
- 4 - Les programmes par magnétoscope.
- 5 - La télévision interactive : accès direct à une vidéothèque.
- 6 - Les programmes HI-FI : 20 programmes de haute musicalité.

Des matériels à la pointe des technologies :

Filiale de THOMSON, LTT bénéficie de toutes les activités complémentaires du Groupe et de son potentiel industriel et humain.

Conséquence, LTT est maître d'œuvre de la topologie à l'ingénierie, du câble optique à la tête de réseau en passant par les équipements et les accessoires, jusqu'à la prise optique de l'abonné. LTT assure également la mise en service, ce qui est très sécurisant.

Dans un proche avenir, la souplesse de la fibre optique permettra au réseau câblé d'accueillir d'autres programmes, au fur et à mesure des besoins et des disponibilités. L'équipement individuel de l'abonné (téléviseur, télécommande infrarouges, prise pour fibres optiques), s'adaptera de lui-même aux innovations.

Le réseau câblé, un progrès qui peut transformer la vie de toute une collectivité.

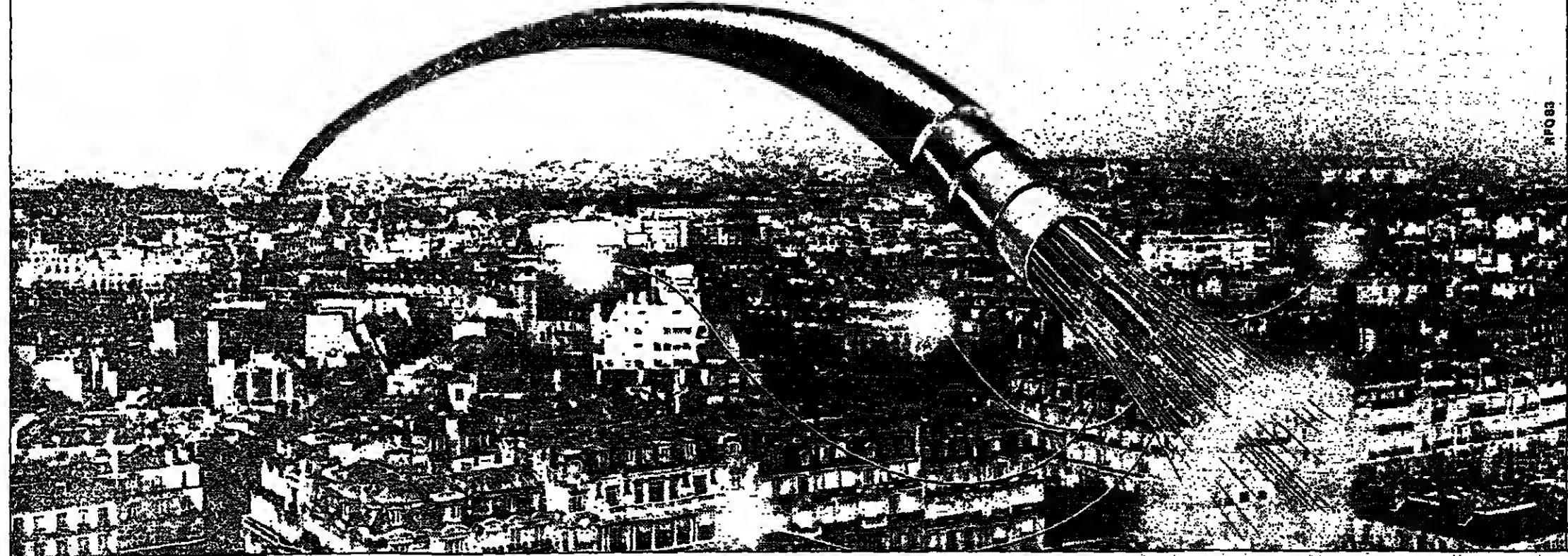
Participez à la nouvelle Société de Communication.

LTT, le concepteur global des premiers réseaux câblés en fibres optiques.



1, rue Charles Bourseul - BP 5 / 78702 Conflans Ste Honorine Cedex / France
Tél. (3) 974 56 56 / Téléc. LTT 696 808 F

THOMSON/CSF (branche communications).



مكتبة القاهرة

POUR REALISER LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

L'industrie française devra mettre les bouchées doubles

HEUREUSEMENT qu'il y a eu Biarritz. Nous y avons essayé les câbles. Pour les P.T.T., le câblage, décidé en 1980, en fibres optiques de 1 200 foyers et de 300 immeubles administratifs ou commerciaux a servi d'élément de prototype. Un prototype coûteux (300 millions de francs), sans doute mal situé géographiquement et certainement peu représentatif de l'ensemble des villes françaises, mais qui offre une première expérience indispensable pour l'administration et pour les industriels. Le réseau est aujourd'hui en phase d'achèvement. Il ouvrira ses premiers services le 1^{er} juillet pour les hôtels et en octobre pour les abonnés. La « montée en puissance » sera ensuite régulière pour que l'ensemble des services soient offerts en décembre 1984.

Biarritz sert donc de référence, au côté des réseaux américains, pour le câblage en vraie grandeur qui démarre cette année. Le programme annoncé par les P.T.T. prévoit 100 000 prises commandées à l'industrie en 1983, 300 000 en 1984, et un million en 1985. Etant donné les dix-huit mois de délais de fabrication et de pose, les premiers abonnés ne pourront donc obtenir les canaux de télévision promis qu'à la mi-1984 seulement. Entre-temps, la France aura pris plus de dix ans de retard. La décision de M. Valéry Giscard d'Estaing de mettre un terme en 1977 aux expériences de vidéodistribution de sept villes françaises a paralysé le développement d'un secteur qu'il faut bâtir aujourd'hui à partir de zéro.

Le câblage de la France engage l'avenir pour la fin du siècle et au-delà. Pour les P.T.T., maître d'œuvre de la structure des réseaux et des choix technologiques, la décision revêt un caractère de pari. Un pari d'autant plus délicat que les techniques évoluent rapidement et que les besoins à couvrir sont vastes, mouvants, encore indéterminés : derrière la télévision par câble, la vidéodistribution, les P.T.T. voient poindre une

télématique à gros débit d'informations dans les entreprises et les institutions. Le développement de cette vidéocommunication professionnelle sera à coup sûr plus rentable que la simple diffusion de télévision. Les experts américains estiment qu'elle représentera le tiers des revenus dès 1990. Il faut donc en tenir compte aujourd'hui dans la définition d'un réseau suffisamment universel et suffisamment souple, tout en étant rapidement installé. Une contradiction que l'administration ne pourra lever sans adopter une nouvelle règle de fonctionnement : l'absolu pragmatisme. Les premières options prises en matière de fibre optique vont, il faut le noter, dans ce sens. Aller vite en regardant loin, voilà le pari. Il se concrétise dans deux choix essentiels : la structure du réseau et la technique employée.

Les Américains « foncent »

Pour la structure, les P.T.T. ont choisi une forme différente de celle adoptée aux Etats-Unis. Testée à Biarritz, elle portera le nom poétique d'« étoile optique » et devrait se révéler moins coûteuse. Tous les experts, américains y compris, le recommandent, et une firme - Times Fiber - s'y lance avec son système « Mini-Hub », en promettant une économie de 33 % sur quinze ans. Un opérateur californien, United Cable Television, vient d'en commander 40 000 prises pour son réseau d'Alameda. Les Américains « foncent » désormais dans cette voie d'avenir, reconnaissent les P.T.T. Il faut aller vite.

En France, la mise en place d'une structure semblable, mais assez souple pour s'ouvrir ultérieurement à la vidéocommunication professionnelle, débute à la fin janvier avec le lancement par les P.T.T. d'une consultation industrielle. Le ministère ne notifiera que les fonctions des réseaux et ses caractéristiques techniques générales. L'adminis-

tration - c'est une innovation - n'entre pas dans le détail. Libre aux industriels de proposer des « maquettes » de conceptions différentes.

Or, pour ces industriels, l'enjeu est considérable. Par le changement complet de technologie et par l'ampleur des marchés d'abord, mais surtout parce que le câblage de vidéodistribution tombe à point nommé pour se substituer au programme du téléphone aujourd'hui déclinant. Il apportera des commandes de quelque 45 milliards de francs sur quinze ans, indispensables pour l'activité des usines et l'emploi d'environ vingt mille personnes.

La réalisation du réseau français en techniques nouvelles de fibres optiques devrait servir ensuite de base d'appui pour l'exportation. En particulier aux Etats-Unis, marché désormais « détrempé » et ouvert, où les grands groupes français - mais également les P.M.I. qui sauront saisir les opportunités nouvelles - pourraient pénétrer.

Mais nous en sommes loin. Il faudra d'ici là que les industriels atteignent le niveau de compétition internationale. A côté de l'ingénierie globale du réseau, la maîtrise de trois types d'équipements sera déterminante : les fibres, la connectique (équipements de connexion) et les centres de distribution.

• **LES FIBRES OPTIQUES.** - Biarritz et quelques expériences de transmission téléphonique ont permis aux entreprises de sortir du stade de laboratoire et de se « faire les dents » sur un embryon de production industrielle. La France compte un pôle de production soutenu par les pouvoirs publics, Fibre Optique Industries (F.O.I.), installé à Conflans-Sainte-Honorine, et un autre, C.L.T.O. (filiale de la C.G.E.), qui espère l'être.

F.O.I., filiale à 40 % du numéro un américain Corning Glass, et à 60 % de la compagnie Financière pour les Fibres Optiques (elle-même filiale à 51 % de Saint-Gobain et à

capacité de production de 30 000 kilomètres de fibres par an, et C.L.T.O. d'une capacité de quelques milliers de kilomètres. En face, l'estimation des besoins des P.T.T. est très délicate du fait des évolutions techniques de transmission et surtout du taux d'abonnement des foyers, qui reste une inconnue. Tout dépendra ici de la qualité des programmes offerts. Une question fondamentalement, qui forcera les P.T.T. à rester en permanence à l'écoute de la demande, ce que l'administration avait pu éviter avec le téléphone, tant les besoins étaient connus. Quoi qu'il en soit, la fourchette estimée des besoins (de 80 000 à 450 000 kilomètres par an en 1986) montre qu'il faudra multiplier la capacité des usines françaises par 3 ou... 15 d'ici trois ans ! Avec un choix à la clé : faut-il un ou plusieurs producteurs, au regard des « grands » américains Corning, Western Electric, ou du japonais Sumitomo ?

Regroupements nécessaires

• **LA CONNECTIQUE ET LES LASERS.** - Biarritz a permis de placer les producteurs français (Radiall, Souriau-Socapex en particulier) en très bonne position. Il leur faut maintenant développer des méthodes de connexion automatisée indispensables sur le terrain. En revanche, les lasers français sont coûteux ou importés. Comme Philips et les Japonais, qui s'appuient sur leurs ventes d'audio-disques optiques grand public, les Français devront se lancer dans la phase industrielle.

• **LES CENTRES DE DISTRIBUTION.** - Cet équipement

électronique - numérique - utilisera ultérieurement (vers 1985-1986) des circuits intégrés rapides que pour le moment seul R.T.C. (filiale française de Philips) fabrique. Mais pour les phases de démarrage - analogique -, Thomson pourra fournir les premiers circuits. L'équipement complet - très proche des autocommutateurs téléphoniques privés - devra être livré par les constructeurs traditionnels de ces matériels que sont Thomson, C.G.E., S.A.T. et la C.G.C.T.

Ce sont d'ailleurs entre ces groupes, auxquels il faut ajouter Philips et ses filiales, qu'auront à choisir les P.T.T. pour l'essentiel du programme de câblage. Chacun d'eux réalise ou a réalisé une « prémaquette » dans une localité : Thomson à Lille, Philips à Metz, la S.A.T. à Biarritz. Mais aucun groupe ne pourra vraisemblablement s'aventurer seul dans la maîtrise globale du système. En réponse à la consultation des P.T.T., on peut donc prévoir des regroupements entre les uns et les autres ou avec des étrangers, comme le S.A.T. avec... Times-Fiber.

L'industrie française peut relever le pari qui n'est pas d'une grande difficulté technologique. Mais pour se mettre au niveau de la compétition internationale, il faut vite profiter du passage à l'optique en jouant des effets d'échelles et en groupant les efforts. Cette mise à niveau, qu'on peut espérer atteindre d'ici deux ou trois ans, imposera un surcoût aux premières installations. Tribut à payer pour combler le retard français. Reste à savoir qui va le financer.

ERIC LE BOUCHER.

Les possibilités des fibres optiques

PEU de gens auraient imaginé, il y a seulement vingt ans, que le fil téléphonique et ses variantes, câble coaxial et faisceau hertzien, pourraient être un jour remplacés par un minuscule cheveu de verre, un matériau réputé fragile, et de surcroît isolant. Le verre ne conduit pas l'électricité. Mais il est transparent, il conduit la lumière - et il y a déjà plus d'un siècle que Maxwell a montré que la lumière n'est qu'une onde électrique de très haute fréquence. Or, depuis les débuts de la télégraphie, les ingénieurs ont constamment fait appel à des fréquences de plus en plus élevées, la quantité d'information qu'on peut transmettre sur une ligne augmentant avec la fréquence d'utilisation.

Utiliser la lumière était donc un prolongement naturel, mais le verre était loin d'être assez transparent. En 1960, la transmission optique n'était envisageable que sur des distances de quelques mètres. Elle intéressait des ingénieurs militaires, qui y voyaient le moyen d'éviter certains risques de brouillages. Elle n'intéressait pas les P.T.T.

Ce sont des progrès dans les techniques de purification - nécessaires à l'industrie des semi-conducteurs ou à celle de l'énergie nucléaire - qui ont ouvert la voie aux transmissions optiques à longue distance. On sait actuellement tirer des fibres de verre - plus précisément de silice - dont la transparence permet à la lumière de se propager sur plusieurs dizaines de kilomètres. On sait aussi faire entrer la lumière dans le fibre - elle est moins d'un dixième de millimètre de diamètre. On sait transformer l'information électrique, qu'elle soit issue d'un combiné téléphonique ou d'une caméra de télévision, en un signal lumineux, puis faire la transformation inverse. Sur un autre plan, on sait fabriquer avec ces fibres microscopiques des câbles assez souples pour se faufiler dans les sous-sols urbains, assez résistants pour être maniés sans trop de précaution par des entreprises de génie public. Et l'on sait réparer une fibre accidentellement cassée.

Ce sont tous ces progrès techniques qui vont permettre à la fibre optique de remplacer le fil de cuivre et de devenir l'artère des télécommunications. Actuellement, on fait passer, de manière opérationnelle, 480 conversations téléphoniques simultanées dans une seule fibre (1), et le câble qui relie les centraux parisiens Tuileries et Philippe-Auguste contient 70 fibres. A Biarritz, chaque abonné recevra sur son câble optique deux programmes de télévision, plus l'image de son correspondant (puisque le téléphone aura cédé la place au visiophone), plus les informations provenant de plusieurs banques de données. Et il ne s'agit que de premiers pas. Les fibres des liaisons interurbaines entre Angers, La Flèche et Le Mans auront une capacité quadruple de celles qui relient, à Paris, Tuileries et Philippe-Auguste, mais ne sera encore que la moitié de celle des fibres installées dans le réseau canadien d'Alberta. Et l'on sait que dans quelques années les fibres actuelles, dites multimodes, céderont la place à des fibres monomodes qui multiplieront par dix les capacités de transport d'information.

MAURICE ARVONNY

(1) Plus exactement deux fibres, une pour l'aller, une pour le retour.

la ville.

après
la noiseraie (RER NOISY CHAMPS)
les maisons du lizard (RER NOISIEL)
les terrasses du parc (RER LOGNES LE MANDINET)

le FFF réalise
Les Arènes de Picasso
architecte
Manolo Nuñez

A NOISY LE GRAND
QUARTIER DU PAVÉ NEUF
(RER NOISY MONT D'EST)

APPELLEMENTS
A LOUER ET A VENDRE

FFF renseignements en semaine
au centre d'information
tél: 584.14.21

159 RUE NATIONALE 75013 PARIS

L'étoile de lumière

A forme du réseau adoptée par les P.T.T. diffère de celle des réseaux existants, en particulier aux Etats-Unis. Dans le schéma américain, chaque foyer est relié individuellement par un câble de cuivre à un gros câble qui parcourt la ville et diffuse tous les programmes à la fois : chaque abonné y puise selon son choix. Rien n'est centralisé : en particulier le sélecteur de canal placé à côté du téléviseur (ou du décodeur) et sur lequel chaque famille puise à son gré pour sauter de H.B.O. à Playboy Channel. Le coût du sélecteur actuel est faible, mais pour obtenir une « voie de retour » (le téléviseur interactif dont l'évènement est donné comme certain et dont le principe a été retenu en France), il faut y ajouter quelques modules électroniques, qui en portent le prix à 250 dollars. Le gestionnaire du réseau, qui doit se déplacer pour relever les consommations des abonnés et réparer les sélecteurs défectueux, est contraint d'entretenir de coûteuses équipes de maintenance. C'est ce qui rend cette structure de réseau obsolète.

Pour l'éviter, la France a choisi de regrouper les sélecteurs en des « centres de distribution » placés dans les quartiers des villes. Ils commanderont quelques centaines d'abonnés chacun. Chaque centre sera relié avec une ou deux fibres optiques (dans laquelle ne passera qu'un programme à la fois, ou début) à chacun des foyers distants de 200 à 300 mètres en moyenne. Ce qui fait dire aux techniciens que ce réseau étoilé est une « cheville optique ». Les centres de distribution seront les lieux de diffusion du programme choisi par le téléviseur, qui utilisera pour ses indications le « voie de retour ». Ils seront aux mêmes endroits (par câble de cuivre sans doute au début) à des « têtes de réseaux » où aboutiront les émissions provenant d'autres régions ou d'autres pays (captées par câble, antennes de satellites, etc.) Les têtes de réseaux pourront également comprendre leurs propres studios, leurs propres magnétoscopes, télécinémas, etc. Ils seront le lieu de la programmation.

Un tel dispositif, plus coûteux dans sa phase de démarrage, devrait revenir, à terme, à quelque 5 000 F par foyer. Souple, il permettra de modifier l'électronique des centres de distribution au fur et à mesure des progrès, pour passer au réseau de vidéocommunication tout optique et tout numérique à partir de 1986-1987.

E.L.B.

**La qualité de l'habitat
L'intérêt des habitants**

df la demeure familiale
S.A. D'HABITATIONS A LOYER MODERE

251, BOULEVARD PEREIRE - 75052 PARIS CEDEX 17 - TEL : 574-45-80

**La rigueur, l'écoute sociale
et l'imagination
d'une jeune équipe**

En Ile-de-France et naturellement à Marne-la-Vallée

مكتبة الشارقة

Veillée d'armes à Marne-la-Vallée

« Il faut démarrer petit ». Place de l'Arche-Guédon, à Torcy (Seine-et-Marne) siège du Syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.), de l'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée - Val-Maubeuse, c'est l'idée qui prédomine. Les responsables se souviennent qu'en matière de télévision par câble, c'est la folie des grands qui a fait capoter il y a une dizaine d'années plusieurs projets en voie de réalisation, à Grenoble ou ailleurs. Ici, on veut avancer à pas prudents, dans le chemin de la réalité.

L'autorisation d'émettre a été demandée à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et un pré-dossier a été soumis au ministère de la communication et à la Direction générale des télécommunications. Le dossier définitif sera prêt en février-mars, assure-t-on ici, et l'on se soucie beaucoup de « crédibilité », ne serait-ce que pour obtenir les aides financières indispensables.

Dans cette agglomération nouvelle du Val-Maubeuse qui comprend six communes (Champs-sur-Marne, Croissy-Beaubourg, Emerainville, Lognes, Noisiel et Torcy), environ 3 500 logements sont déjà câblés, et il est possible, affirme-t-on au S.C.A., de porter ce chiffre à 12 000 dans les deux ans qui viennent, quitte à faire cohabiter le coaxial et la fibre optique. Mais foin de technique : ce qui intéresse surtout, présentement, c'est la volonté des responsables de développer, par le biais de la télévision par câble, de nouvelles formes de la vie associative.

Marne-la-Vallée, à deux pas de la porte de Vincennes, c'est encore un peu le bout du monde et l'on a l'impression, au sortir du R.E.R., de pénétrer dans un univers lunaire. Mais c'est le futur qui compte, et l'on ne ménage pas ses efforts pour que chaque habitant fasse de la « participation » une sorte de credo. Six « maisons pour tous », implantées dans les quartiers, un centre de ressources audiovisuel : une vaste action de formation a été entreprise, pour que le citoyen de l'agglomération nouvelle maîtrise les techniques de pointe dans un proche avenir. Prudence ne signifie pas, en effet, défaut d'initiative, et l'on aurait plutôt mille idées qu'une au S.C.A.

Le projet est de débiter par une ou deux heures d'émissions hebdomadaires pour ce qui concerne les programmes, c'est-à-dire la création locale - à l'inspiration des associations - ou l'événement du cru : on pourrait très bien retransmettre, par exemple, la dernière saynète de la troupe d'Emerainville ou le match de football historique entre les équipes de Champs-sur-Marne et de Croissy-Beaubourg. Devant les récepteurs du Val-Maubeuse, amis, épouses et enfants en oublierait « Dallas » ou « Apocryphes ».

Pour le reste, tout est envisageable, surtout dans le domaine économique et social : l'Agence locale pour l'emploi pourrait acheter des crèches, comme la Caisse d'allocation familiale, la Chambre des métiers ou celle du commerce et de l'industrie pour diffuser toutes sortes d'informations pratiques.

Il suffira de se brancher sur le canal 38 en V.H.F. pour postuler à un emploi ou connaître ses droits en matière de Sécurité sociale, sans avoir à faire trente-six démarches administratives pour obtenir satisfaction.

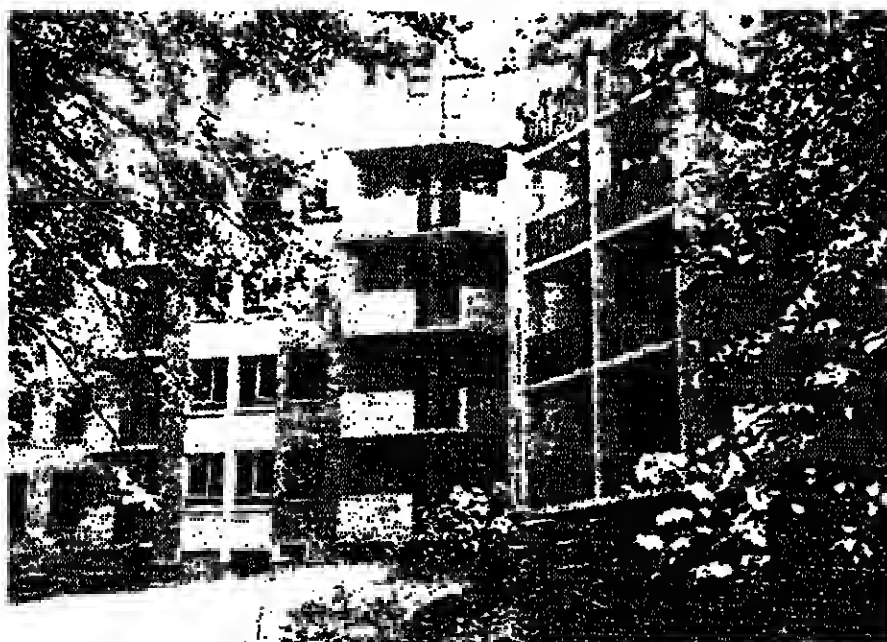
Dans l'esprit du S.C.A., comme le confirme M. Michel Dieffenbach, maire de Croissy-Beaubourg, c'est la notion de service qui prévaut. Ainsi il pourra y avoir des échanges de programmes entre les télévisions locales, ainsi pourra être étendue la formation permanente, gros souci des dirigeants des villes nouvelles ; ainsi les filiales d'entreprise pourront avoir des relations directes avec leur siège social, etc. Comme on peut prévoir également des abonnements aux chaînes étrangères.

Site expérimental, Marne-la-Vallée intéresse déjà des ministères comme ceux de la culture, des droits de la femme ou du temps libre, qui l'ont fait savoir. La parole - que chacun revendique ici - est maintenant à la Haute Autorité. Plus quelques autres parties prenantes, comme Télédiffusion de France ou les P.T.T. Encore beaucoup de discussions en perspective, mais cela ne décourage pas les responsables du S.C.A. : pour eux, la télévision locale est déjà née, et, disent-ils, « nous définirons notre vision de croisière dans trois ou quatre ans ».

MICHEL CASTAING.

GROUPE ARCADE

- Le Groupe ARCADE participe à l'essor de la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée : il a réalisé ou est en cours de réaliser 1329 logements (397 locatifs et 932 en accession à la propriété).
- Le Groupe ARCADE apporte également sa réponse aux exigences des utilisateurs par l'intermédiaire de ses équipes réparties au sein de : la S.C.C.L., la S.F.H.E. ou le CILAL/Arcaide entreprise.
- Deux de ces opérations ont été particulièrement distinguées par leurs qualités architecturales : en 1981 « L'Allée des Bois » à NOISIEL (Architectes : Messieurs VASCONI et PENCREACH) au Palmarès National de l'Habitat et en 1982 « Le Clos de la Grange » à Champs-sur-Marne (Architectes : Messieurs CERIA et COUPEL) au Palmarès Régional de l'Habitat.

groupe
Arcade63, rue de la Victoire - 75009 PARIS
Téléphone : 280-61-61

Les Forestiers : réalisation sélectionnée au Palmarès Régional de l'Habitat

Audiovisuel indépendant : la troisième force

Qui sont ces organisateurs de la convention des villes câblées réunis sous le curieux sigle F.A.I.C.C.S. (Fédération de l'audiovisuel indépendant pour la création et la communication sociale) ? On y trouve de tout : réalisateurs indépendants farouchement individualistes, groupes informels ou militants, associations, coopératives de production, salariés de la jennesse et des sports ou de diverses institutions culturelles. Ils sont les bérillers de l'après-68, des premiers équipements portables vidéo et des stratégies d'intervention sociale par l'audiovisuel. Leur point commun : la volonté de pratiquer, entre le service public de la télévision et les structures privées du cinéma, un audiovisuel indépendant,

plus proche des minorités, des mouvements sociaux ou de la vie locale. Leur préoccupation : trouver des réseaux de diffusion pour sortir de l'asphyxie à laquelle le monopole a longtemps condamné ce tiers secteur de l'audiovisuel.

Après mai 1981, ils se fédèrent pour faire entendre leur voix dans la grande réforme de la communication. On les repère dans les commissions et les ministères, mais sans grand résultat : les trois chaînes sont toujours verrouillées sur elles-mêmes et la quatrième négociée avec les grands groupes privés. Reste le câble. On en parle alors, mais sans trop y croire. La fédération va s'attacher à redonner vie à cette hypothèse en contactant les

collectivités déjà câblées au début des années 70, en proposant des projets. Ainsi naît avec le syndicat communautaire d'aménagement de Marne-la-Vallée l'idée de la convention.

Accueilli dans une relative indifférence, le projet va acquiescer une tout autre importance après le conseil des ministres du 3 novembre 1982. La fédération vient dialoguer avec les collectivités locales et les futures sociétés d'exploitation pour proposer l'animation et la programmation des canaux consacrés à la communication sociale. Sur des réseaux locaux, la production locale ne peut pas être un alibi ou une télévision municipale : elle doit permettre une nouvelle forme d'expression de tous les partenaires sociaux.

J.-F. L.

Raoul Sangla : Don Quichotte et les câbles

RAOUL SANGLA est l'un des rares réalisateurs de la télévision à présenter des aujourd'hui les nouvelles possibilités d'expression qu'offrent les réseaux câblés. Il se trouve engagé dans deux projets, liés à la régionalisation de FR3 et au développement de réseaux locaux, l'un en Aquitaine (à la demande du conseil régional), l'autre en Bretagne (en collaboration avec le CERIAM (1) et le C.N.R.S. (2) audiovisuel). Deux projets pour une nouvelle télévision que ce Gascon, intempêtif et volontiers provocateur, appelle depuis longtemps de ses vœux.

« Dès mes débuts à la télévision en 1959, j'ai compris qu'il y avait un malentendu. La télévision est du cinéma ce que le journalisme est du roman : même vocabulaire et même syntaxe, mais des fonctions radicalement différentes. Or, dès le début, on a dévoyé les fonctions de la télévision pour en faire le véhicule de

modèles d'expression préexistants et on a raté sa nouveauté absolue. La télévision est devenue l'image de quelques-uns qui s'adressaient aux téléspectateurs en les prenant à témoin de leur propre légitimité. Dans la première décennie de la télévision, il y avait encore une volonté vaguement pédagogique, encyclopédique mais, depuis, on est passé du rapport au citoyen ou au client, de la pédagogie à la désocialisation. »

Raoul Sangla - qui se considère plus comme un « fauteur d'images » que comme un créateur - tente de lutter contre cette télévision de privilèges et de spécialistes en la raprochant du téléspectateur et de la vie sociale. Récemment, avec « Journal d'en France », (Antenne 2), il tente de faire une émission « qui se mêle de ceux qui la regardent », où la parole d'un individu anonyme est plus importante que

celle du journaliste. Son approche du câble se situe dans la même logique.

« C'est le deuxième rendez-vous que nous donnons les techniciens, ces seuls poètes de l'audiovisuel. Va-t-on le manquer encore une fois en faisant du câble une source de démultiplication de la consommation et de la désocialisation ? Ou bien va-t-on profiter des possibilités offertes par la technologie pour organiser le dialogue du citoyen avec sa propre communauté ? Est-ce l'expérimental d'Aquitaine est une espèce de préfiguration de ce nouveau rapport : rester au plus près des gens dans un travail de longue durée et en marchant avec eux, de leur propre expression jusqu'à la fiction. L'idée de base, ce sont les nouvelles aventures de Don Quichotte en Aquitaine : les épreuves imaginées par Cervantes y seront remplacées par des réalités locales. »

J.-F. L.

A Brest

La cinquième chaîne de la « Cavale blanche »

« Bonjour ! Ici votre 5^e chaîne, canal 34. » Dans le studio, installé au lycée de l'Amiral-Renard à Brest, tout était prêt samedi 15 janvier. Il ne manquait plus que les habitants du grand ensemble la « cavale blanche » et la réponse de T.D.F., à qui la maison de la culture avait demandé l'autorisation de mettre son monopole entre parenthèses durant cinq jours.

Ces journées font suite à une grande manifestation de vidéo organisée depuis le 10 janvier. Après une semaine durant laquelle les Brestois ont été invités à venir flâner devant des récepteurs, l'expérience actuelle doit leur permettre de faire la connaissance d'une télévision décentralisée qui fait appel à leur participation.

Il ne s'agit pas pour l'équipe de professionnels qui a préparé le programme de la 5^e chaîne de faire de l'« entité », ni de « la fausse démocratie en quelques jours » : on ne confie pas des caméras de centaines de millions de centimes à des néophytes. Pas question non plus de préparer avec les habitants du grand ensemble le journal consacré aux informations locales. C'est plutôt leur imagination qui est convoquée au studio pour une confrontation avec l'image nouvelle.

Les programmes, déjà préparés, reprennent les films passés durant la semaine, et comportent trois types de production locale : « Le journal imaginaire » (un présentateur raconte, par exemple, un événement plus important pour lui aujourd'hui que n'importe quelle affaire interne-

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

TÉLÉCABLE 83

Les 20-21-22 janvier

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée - Val-Maubeuse, organisée, du 20 au 22 janvier la première convention nationale des villes câblées et de télévisions locales, baptisée « Télé-cable 83 ». Elle accueillera deux cents à trois cents participants. Voici les grandes lignes du programme :

JEUDI 20 JANVIER

- Matinée : Quel statut ? - 9 heures : allocution de M. Georges Filloud, ministre de la communication ; 11 h. 30 : allocution de M. Louis Moxandeu, ministre des P.T.T. Avec M.M. Jean-Pierre Hoss (directeur du service juridique et technique de l'information), Alain Gréard (cabinet du ministre des P.T.T.), Jacques Salles (cabinet du ministre de la communication), Alain Cayet (Télédiffusion de France).

- Après-midi : Quelle technologie ? - Avec M.M. Bernard Schreiner (député P.S. des Yvelines), Philippe Cheuvet (INA), 17 h. 30 : Allocution de clôture de Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

- Après-midi : Quelle participation ? - Avec M.M. Bernard Schreiner (député P.S. des Yvelines), Philippe Cheuvet (INA), 17 h. 30 : Allocution de clôture de Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

SAMEDI 22 JANVIER

Cette journée sera consacrée à des démonstrations diverses : réception via satellite, transmission par fibres optiques, télématique... Des débats auront lieu.

Pendant les trois jours, les trois mille-cinq cents foyers câblés recevront divers programmes : films sur différents aspects de la vie à Marne-la-Vallée, avant-premières de films et de téléfilms, variétés (archives de l'INA), émissions sur des expériences similaires à l'étranger, émissions pour enfants, débats, interviews réalisées pendant la colloque, etc. D'autre part, une exposition regroupera les principaux partenaires industriels et institutionnels des réseaux câblés.

VENDREDI 21 JANVIER

- Matinée : Quels programmes ? - Avec M.M. Dominique Wallon (directeur du développement culturel au ministère de la culture), Philippe Wéde (cabinet du ministre de la communi-

L'OCIL ET LA VILLE NOUVELLE DE MARNE LA VALLÉE

Dans le quartier du Luzard à Champs-sur-Marne, la Société d'HLM de la Vallée de la Seine et la Société Immobilière Devenir Propriétaire (S.I.D.P.) ont réalisé 6 immeubles représentant 133 appartements (du studio au 6 pièces) en location et en accession à la propriété.

Ces immeubles, achevés en avril 1981, sont aujourd'hui entièrement habités. Monsieur Le Van Kim du Cabinet G.G.K. est l'architecte de ce programme qui vient d'être sélectionné au Palmarès Régional de l'Habitat.

La Société Immobilière Devenir Propriétaire (S.I.D.P.), filiale de l'OCIL, a réalisé également dans le périmètre de la ville nouvelle les programmes suivants, en accession à la propriété, en cours de commercialisation :

- « Les Portes du Levant » à Noisy-le-Grand, 99 appartements (P.A.P.)
- « Les Maisons de la Place » à Lognes, 36 maisons (P.A.P.)
- « Les Noiselières » à Noisiel, 76 appartements (P.A.P.)
- « Le Clos de Saint-Furcy » à Lagny, 70 maisons de villa (P.A.P.)
- 21 maisons individuelles (P.C.)
- 32 appartements (P.A.P.)

OCIL

OFFICE CENTRAL INTERPROFESSIONNEL DE LOGEMENT
57, boulevard Maeshherbes - 75008 Paris. Renseignements : Tél. 522.22.22

Mundoprint

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le 19/01	Le 20/01
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,00	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le 19/01	Le 20/01
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

PROGRAMMATEUR PRINCIPAL DE SYSTÈMES DE TÉLÉTRAITEMENT

L'Agence internationale de l'énergie atomique, organisation de la famille des Nations Unies, recherche un programmeur principal très expérimenté, spécialisé dans le télétraitement, pour sa section de l'informatique-groupe des systèmes. Les candidats doivent avoir soit un diplôme universitaire et dix ans d'expérience pratique du traitement des données, soit quinze ans d'expérience pratique de traitement des données dont, dans les deux cas, cinq ans d'expérience RECENTE de la programmation des systèmes en milieu I.B.M. MVS et une expérience de TSO et CICS, une certaine expérience pratique de la gestion des projets techniques, de la technologie actuelle des télécommunications, de l'architecture des ordinateurs et des langages de programmation est également nécessaire. ACTUELLEMENT, l'Agence a une configuration double I.B.M. 3681/3032 MVS/SP plus JES2, avec ACF/VTAM, TSO/SP, CICS, Stairs et Adabas, et elle fournit aux organisations des Nations-Unies ayant leur siège à Vienne un grand nombre de services d'informatique, ainsi que l'accès à des réseaux mondiaux de recherche documentaire.

Contrat initial de deux ans, émoluments, exempts d'impôts, d'environ 38 000 à 41 000 dollars, suivant l'expérience et les qualifications. Indemnités supplémentaires pour personnes à charge. Frais de voyage et de déménagement payés. Six semaines de congé annuel.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer, sous référence « Avis de vacance n° 4/83 », un curriculum vitae mentionnant leur nationalité à la division du Personnel, Agence internationale de l'énergie atomique, B.P. 100, A-1400 Vienne (Autriche).

GESTION 2000 ETT pour chantier étranger CHEF CHANTIER

TUYAUTERIE CHAUDRONNERIE, BULGARE, ANGLAIS, TAL. : 246-42-01.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour CAMEROUN

adjoint administratif

Rattaché directement au Chef d'Agence, il assurera le suivi des procédures administratives et comptables de l'ensemble de l'Agence à DOUALA.

Une expérience dans le domaine des travaux publics, acquise, si possible dans les pays d'Outre-Mer, est nécessaire.

Séjour en famille - Avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V., photo et prétentions à : 1601 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.



emplois régionaux

ROCKWELL COLLINS FRANCE recherche UN INGÉNIEUR LOGICIEL

De formation supérieure (grandes écoles, maîtrise informatique) et diplômé de maîtrise des 3 à 5 années d'expérience en micro-informatique et Temps Réel, au service du développement de notre activité SOFTWARE.

Le candidat (H ou F) devra posséder l'anglais courant, être autonome et avoir le sens des responsabilités.

Poste basé à TOULOUSE avec déplacements en France.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à R.C.F. - Service du Personnel - 6, Avenue Didier Daurat - 31700 BLAGNAC.

THÉÂTRE NATIONAL DE MARSEILLE Dirigé par MARCEL MARÉCHAL

recherche un

RESPONSABLE DE L'ACCUEIL DU PUBLIC

Pour prendre en charge l'organisation et la gestion du service. Statut agent de maîtrise (poste évolutif) 84.000 F annuel.

Travail intensif durant neuf mois. Larges congés ensuite.

Poste à pourvoir rapidement.

Tél. : (91) 54-74-54, 9 heures à 19 heures.

fiscalistes confirmés

Pour • AUVERGNE - FRANCHE COMTE • MIDI

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :

— soit dans l'Administration fiscale,

— soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,

— soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.

Rémunération motivante.

Envoyer C.V., manuscrit avec prétentions + photo sous réf. 3458 à :

INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER AGRÉÉ Travaillant dans le cadre du Développement Régional (Sud-Ouest) et pratiquant prêts à entreprises industrielles et prises de participation

recherche

ANALYSTE FINANCIER

spécialisé révision des comptes, audit, contrôle de gestion, lecture de bilans.

Formation supérieure exigée.

Niveau Certificat Supérieur de Révision Comptable, Certificat Supérieur Juridique et Fiscal.

Nécessite plusieurs années de pratique dans la spécialité.

Travail en équipes, sens du contact, organisation.

Résidence dans très agréable ville du Sud-Ouest.

Ecrire sous n° 53.377 M à BLEU,

17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

CHAUMONT

P.M.L., 180 personnes

recherche son :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Gestion administrative, comptabilité générale et analytique, finances. Profil d'organisateur avec compétences informatiques. Large autonomie.

Ecr. s/réf. 1009 à AXIAL, 27, rue Taitbout, 75009 Paris qui transmettra. Réponse écrite assurée.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

INGÉNIEUR BREVETS

LE SERVICE BREVETS D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche ingénieur confirmé

C.E.N.P.L. et/ou mandataire

européen option mécanique.

Connaissance anglaise indispensable.

Lieu de travail : PARIS

Adr. C.V., prêt à ORBIS-CS,

28, av. Franklin-Roosevelt,

75008 PARIS.

Rech. CADRE SUPÉRIEUR diplômé

Grandes Ecoles, niveau requis pour

missions ponctuelles relations

entreprises 296-06-36.

Jeune Directeur de Personnel ou Consultant expérimenté

Nous recherchons aujourd'hui un consultant expérimenté pour notre département "recrutement et analyse de structures".

Nous lui confierons une fonction de Directeur de Marché c'est-à-dire la réalisation et la supervision de missions de recrutement et d'études de structures, pour des entreprises appartenant à un secteur économique commun, la fidélisation et le développement de cette clientèle.

Concernant notre métier sous l'angle du conseil, nous souhaitons que ce nouveau collaborateur soit par sa personnalité et ses compétences professionnelles, un interlocuteur de qualité auprès de nos clients chefs d'entreprises :

En plus d'une formation évidemment supérieure, la fonction suppose un haut niveau de connaissance des entreprises industrielles ainsi qu'un fort tempérament commercial.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 8252 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 544.36.29.

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE recherche pour sa DIRECTION DU CREDIT

CHEF DU SERVICE ANALYSES DE CREDIT

Responsable d'un groupe d'analystes, il supervisera en outre des fonctions telles que renseignements commerciaux, dossiers banques-clients. Il assistera également le Directeur du crédit dans certaines tâches spécifiques.

Le poste permet un développement de carrière très intéressant pour un candidat connaissant bien l'analyse de crédit possédant de bonnes qualités de gestionnaire.

Profil souhaité :

• expérience minimum de 5 années du milieu bancaire (analyse, exploitation),

• études supérieures,

• anglais écrit et parlé couramment.



Ecrire ou contacter Jean MILLARD Chef du Personnel MHBN - BP 259.08 - 75364 Paris Cedex 08. Tél. 266.90.36. Discretion assurée.

Adjoint(e) chef service budget

Le C.N.E.S. recherche pour son secrétariat général à Paris l'Adjoint(e) du chef du service budget.

Vous avez une formation supérieure de type Maîtrise de gestion complétée par quelques années d'expérience en gestion budgétaire et/ou financière.

Vous avez le sens des initiatives opportunes, un goût certain des responsabilités et des relations, une aptitude confirmée à l'analyse et à la synthèse.

Vous participerez à l'élaboration et aux négociations du budget de l'établissement et vous adapterez les procédures de gestion budgétaire à l'évolution des missions du C.N.E.S.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence M 18 au C.N.E.S. - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

مكتبة الدكتور

	Ligne*	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	62,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	62,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Ligne*	Ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Prenez la tête avec l'informatique NCR



Nous sommes le troisième constructeur mondial de systèmes informatiques, avec un C.A. de 5 3,5 milliards et entendons le rester en consacrant plus de 5 200 millions au budget Recherche. Notre nouvelle division système de télécommunications réseau (COMTEN) recrute

jeunes ingénieurs commerciaux

diplômés de l'enseignement supérieur, ils doivent être des vendeurs de haut niveau, ambitieux et motivés, soucieux du développement d'un marché à long terme.

Une expérience de 2 à 3 ans chez un constructeur ou une SSCI est indispensable. Une formation sur les produits sera assurée en France et à l'étranger. La rémunération sera composée d'une partie fixe et d'un intéressement.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous la référence M 81 à M. Bernard Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse rapide.

ALSTHOM ATLANTIQUE

MATERIELS FERROVIAIRES

Premier constructeur européen, 3ème mondial, titulaire du record du monde de vitesse sur rail avec le TGV (380km/h), 5000 locomotives électriques et diesel-électriques produites en 25 ans, circulant sur 50 réseaux dans le monde, Alsthom-Atlantique fournit également des métros clés en main, des équipements d'automatisme et de signalisation. Groupe Alsthom-Atlantique : 42000 personnes, 18 milliards de C.A.

recrute pour son SERVICE INFORMATIQUE
situé à PARIS - PONT DE NEUILLY

INGENIEUR OU DIPLOME UNIVERSITAIRE

Vous avez si possible 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion, nous vous proposons d'intégrer une équipe de haut niveau qui utilise les techniques de bases de données et traitement à distance sur matériel IBM et PRIME. Langage de programmation principal : PL/I. Référence M.01

INGENIEUR HAUT NIVEAU

A une formation de type X. Mines, Sup Elec... vous alliez si possible une première expérience de deux ou trois ans en informatique. Nous vous proposons de concevoir et mettre en place des applications dans un contexte industriel, au sein d'une équipe d'ingénieurs chargés de choisir ou de développer des logiciels sur ordinateurs IBM et PRIME dans les domaines de la gestion, de la CFAO et du Process. Référence M.02

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - ALSTHOM ATLANTIQUE
Tour Neptune Cedex 20 - 92086 Paris La Défense, en précisant la référence du poste choisi.

Société française d'ingénierie située à Montparnasse recherche un

Documentaliste HF

Il sera rattaché à la Direction des Relations Extérieures.

Connaissant l'anglais et l'espagnol.

Le candidat choisi sera capable de sélectionner, gérer et transmettre dans un but opérationnel des données techniques et économiques sur les marchés étrangers.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1820/2329 à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Ingénieurs-Conseil en développement industriel

Notre mission est le CONSEIL et l'ORGANISATION auprès d'Entreprises Industrielles soucieuses d'évoluer en matière de DEVELOPPEMENT DES PRODUITS : élaboration des plans, amélioration de la compétitivité et des méthodes de développement.

Nous faisons appel au marketing industriel, à l'analyse de la valeur, value engineering, design to cost, la planification de projets, l'analyse stratégique.

INGENIEURS GRANDE ECOLE vous connaissez ces domaines d'intervention, ces techniques. Vous possédez une expérience réussie de la direction et du fonctionnement d'entreprises et des qualités certaines de contact et d'animation. Après formation à nos méthodes d'action, nous vous proposons de valoriser vos connaissances dans un environnement économique et industriel.

Rémunération de départ très compétitive. Lieu de travail PARIS. Courts déplacements à prévoir.

Intégrer notre équipe n'est pas une finalité, mais un point de départ vers une carrière passionnante et évolutive.

Adresser-nous votre lettre manuscrite, C.V., photo - DG CONSEIL - 23, boulevard du Montparnasse - 75006 PARIS



DG conseil

"un savoir-faire utilisé par de grandes entreprises"

Le Monde

recherche

pour un poste de journaliste à la rubrique scientifique

JEUNE DIPLOMÉ (E)

D'UNE GRANDE ECOLE

ou de

FORMATION UNIVERSITAIRE (niveau 3^e cycle)

- Connaissances générales en sciences fondamentales et appliquées.
- Intérêt pour les grands domaines de l'actualité scientifique (espace, nucléaire, informatique, biotechnologie, politique de la recherche, etc.)
- Goût de l'écriture et de la vulgarisation.

Envoyer au directeur de la rédaction une lettre manuscrite avec C.V. et éventuellement références sous réf. 6.441 Le Monde Publi.

SERVICE ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SFENA

Division Informatique

Constructeur français de mini-ordinateurs, spécialiste de l'informatique distribuée, recherche,

dans le cadre de la création et du développement d'une nouvelle cellule de vente de terminaux compatibles IBM.

Jeunes commerciaux informatiques

Réf. 1150

Si vous souhaitez vous orienter vers le commercial, si vous êtes intéressés par l'informatique, si vous avez une formation de base type BAC + 2

cette offre vous concerne.

Nous assurerons votre formation et nous vous faciliterons de réelles évolutions de carrière.

Les postes à pourvoir sont à Paris, mais nécessiteront des déplacements dans toutes les régions de France.

A votre rémunération de base s'ajouteront des commissions et l'utilisation d'une voiture de la société.

Veuillez adresser votre dossier de candidature complet à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

CAP SOGETI SAISIE

dans le cadre d'une restructuration de ses services

CHARGÉ DE PRODUCTION

Vous serez : Responsable de la planification du suivi de travaux de suivi ainsi que de la coordination des différents centres de production.

Vous avez : Une expérience de Responsable de Centre de Production.

RESPONSABLES DE CENTRES

Vous serez : Chargé d'organiser une équipe d'opérateurs de suivi ou de traitement de texte, de veiller à la formation et au maintien de la qualité technique des travaux.

Vous avez : Une connaissance concrète des opérations de saisie.

Des qualités d'organisation d'équipe.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous serez : Sous la responsabilité d'un Directeur Commercial, chargé de développer une clientèle existante.

Vous avez : Une expérience réelle et réussie de la vente.

Notre conseil en recrutement :

CAP SOGETI SELECTION

83-85 Bd Vincent Auriol 75013 Paris - Tél. 584 15 40.

Adresser CV + Photo + Prétentions à Any Bouleuse sous la référence choisie.

Chambre de Commerce et d'Industrie de BELFORT recherche

un conseiller en gestion industrielle

- Il aura pour missions :
- la promotion des PMI de la région
- l'aide aux créateurs d'entreprises
- le conseil en gestion
- les actions collectives

Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans de formation supérieure commerciale (ESC ou équivalent) ayant déjà quelques années d'expérience acquise de P.M.I.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence 715 M2 à

APRODI

87-89 avenue Kleber
75784 Paris Cedex 16

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 86 recherche

ANALYSTE CREDITS CONFIRME

CLASSE V ou VI

Expérience de 4 à 5 ans dans banque de dépôts demandée (secteur crédit aux entreprises).

Maîtrise de la langue allemande indispensable.

Adresser lettre de candidature sous réf. 463 à M. A. Gannenberg qui vous garantira la discrétion. CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

Etudes Economiques et Recherches Opérationnelles

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions au département Effectifs Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal De Gaulle 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

IMPORTANT CABINET DE REVISION offre situation à

STAGIAIRES EXPERTS-COMPTABLES

Les candidats doivent posséder un certificat supérieur et avoir 2 ou 3 ans d'expérience pratique. Env. C.V. et photo à A.M.P. sous réf. 5.716 7/8, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmettra.

C.E. (2 500 personnes) recherche

ANIMATEUR

Activités sportives et culturelles. Expérience travail en centre. Salaire et horaires à débattre.

Envoyer références à

C.E. THOMSON C.S.P. 30, rue Gravelle 92300 LEVALLOIS

VILLE DE ROISSY-EN-FRANCE (censé, 5.000 à 10.000 habitants)

1 REDACTEUR

pour rejoindre le Secrétaire Général. La préférence sera donnée à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (Droit ou Sciences Economiques), et disposant d'une expérience professionnelle, notamment en comptabilité. Adresser candidature et C.V. déposé à M. la Maire - 95500 ROISSY-EN-FRANCE.

IMPORTANT GROUPE EUROPEEN recherche pour son activité informatique

situé en banlieue Nord

RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE

Une très solide connaissance des matériels IBM ou compatibles est indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 53771 M à BLEU Publi. 17, rue du Docteur Laval 94307 VINCENNES CEDEX - D.T.

Directeur de département commercial France export

UN DES GRANDS DE L'EMBALLAGE PLASTIQUE. SOCIÉTÉ FRANÇAISE EN EXPANSION DYNAMIQUE ET PERFORMANTE (35% à l'exportation) crée le poste de Directeur de département commercial France export afin de poursuivre et intensifier son développement.

- Il aura la responsabilité :
- de participer à l'élaboration de la politique et des stratégies commerciales,
- d'animer l'équipe de vente et en particulier de coordonner l'activité de deux Chefs de Ventes confirmés France et export,
- d'assurer les négociations et les relations avec la clientèle de haut niveau.

Poste évolutif pour candidat de valeur, ayant un fort potentiel de développement HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, une solide expérience de la vente et de la gestion d'équipes et une connaissance de préférence de la grande distribution et de l'industrie alimentaire.

Très bonne connaissance de l'anglais. Réelles perspectives d'évolution de carrière. Poste : 65 km sud-ouest Paris. Ecrire sous réf. CS 290 CM

4, rue Massenet 75016 Paris



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

1er emploi pour jeune diplômé

(ESC, SUP de CO...)
Si vous vous sentez la vocation d'un commercial « homme de terrain », fasciné par la finance et la bourse, doté d'un acharnement certain, vous intéressez notre société d'Agents de Change, une des toutes premières de la place de Paris.
Après une année d'approfondissement des techniques boursières, votre fonction consistera à gérer des portefeuilles de particuliers et à conseiller des Institutions Financières françaises et étrangères pour leurs investissements. Nous vous proposons une formation solide, une rémunération motivante et si vous êtes ambitieux une carrière à votre mesure dans une société en plein développement.
Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 2618 à notre conseil chargé de la sélection :
ID
IMPACT DEVELOPMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS



JEUNE DIPLOME D'ECOLE DE COMMERCE

(HEC, ESSEC, SUP DE CO...) en titulaire d'un DECS, attiré par la fonction financière et les contacts humains, le poste de RESPONSABLE DU RECOUVREMENT DES CREANCES CLIENTS. La réussite dans ce poste stratégique lui ouvrira, à terme de 3 à 4 ans, des possibilités d'évolution vers des responsabilités plus larges au sein de la Direction Financière.
Une première expérience dans un domaine similaire serait appréciée, ainsi que la connaissance des plans de financement.

Ecrire en joignant un C.V. à :
CISI - Direction du Personnel
35 Bd Brune - 75008 PARIS Cédex 14.

La Mission du Musée National des Sciences Techniques et Industrielles

recherche.

INGÉNIEUR

A. et M. Centrale-I.D.N. équivalent, à vocation généraliste pour diriger son Atelier de Développement des structures techniques pour réaliser la faisabilité technique et technologique des futures présentations (de musée).
Une expérience de 5 à 10 ans acquise dans un Centre de Recherches ou un Bureau d'Etudes Prototypes est nécessaire pour animer l'équipe constituée de 2 ingénieurs et 4 techniciens polyvalents.
Le poste requiert une grande aptitude au dialogue avec des scientifiques de haut niveau et de toutes disciplines, ainsi qu'une bonne connaissance des techniques nouvelles, un goût de l'innovation et la capacité à gérer des contrats de sous-traitance.
Envoyer C.V. et présentations : E.P. Parc de La Villette, R.P. et 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS.

STE d'expertise comptable PARIS-EST recherche

ASSISTANT
CONFIRMÉ
S.E.C.S. COMPTEX
Expérience confirmée indispensable. Poste évolutif pour élément dynamique.
Ad. C.V. avec photo, à :
A.M.P. sous réf. n° 8786/J.R.
10, rue de Valenciennes, 75019 PARIS, qui tr.

VILLE DE THAIR (Val-de-Marne)

recherche pour :
HALTE GARDIENNE

PUBLICITRICE OU EDUCATRICE

JEUNES ENFANTS
DU JARDINIERE
D'ENFANTS

25 h. par semaine en 4 jours.
Ecrire avec C.V. à : M. le Maire de THAIR (94450).

Recherches d'urgence

COMPTABLE
CONFIRMÉ (E)
PARFAITEMENT
BILINGUE ANGLAIS
avec bonne connaissance de la loi, d'obligations qui s'en suivent.
Dactylographie indispensable. (Compensation sociale et familiale appréciée).
Env. C.V. photo, présentations à :
ORSE, CH - 28 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

VILLE DE ROSSIGNOL-EN-FRANCE

Recherche 10 à 15 personnes pour :
1. BÉATIFIÉ
pour assister le secrétaire général. La personne sera chargée d'un secteur défini de l'enseignement supérieur (Droit ou Sciences Economiques) et disposera d'une expérience professionnelle dans un service public.
Adresser curriculum vitae et C.V. à : M. le Maire de ROSSIGNOL-EN-FRANCE.

Ass. sec. de bureau rech. par. comptable d'ass. au siège à Paris

avec un cv, de perm. avec dactylographie et compt. Elle doit avoir la perm. de travail et la capacité de s'adapter à la vie de bureau.
Env. C.V. et présentations à :
FAVEG, 10, rue de Valenciennes, 75019 PARIS Cédex 09.

DESSINATEURS P.E.

Et. 1 Et. 2, dessin, instrum. LEVALLOIS T. 4. 270-27-79.

EMBAUCHONS

VENDEURS (SES)
par TÉLÉPHONE de
LIVRES de LUXE

Travail mi-temps de 12 h. à 18 h. ou de 15 h. à 20 h. Contrat VRP temps partiel. Téléphoner pour r.v. : 634-16-16.

RADIALL

composants électroniques

INGÉNIEUR

Débutant ou quelques années d'expérience. Etudes, développement de composants pour micro-ordinateurs.
- Formation microélectronique, connaissances souhaitées : optique, anglais.
- Evolution intéressante pour candidat de valeur.
Envoyer C.V. à :
101, rue Piquet-Hoffmann, 93116 ROSNY-BOIS-FRANCOIS.

Centre d'Informations

Recherche pour PARIS ou pour son agence de VILLENNES COMMERCIAUX (H. ou F.)
- Débuts ou expérience.
- Sans de la négociation.
- Excellente présentation.
- Formation continue.
T. pr. r.v. 800-24-03, p. 210.

Bureau d'études en communication et formation

recherche

CONSULTANTS FORMATEURS

- un Droit des Assurances - Techniques de marketing. Formation supérieure spécialisée. Anglais (langue maternelle). Pédagogie audiovisuelle exigée.
Envoyer C.V. manuscrite, photo plus N° de téléphone à :
P.M. FORMATION, 10, rue de Valenciennes, 75019 PARIS Cédex 09.

URGENT

demande

DESSINATEUR

ETUDES

OU PROJETEUR

Livre, pour petite mécanique de précision connaissance en conception appréciée. TRES BON SALAIRE.

Situation d'avant tout travail PARIS 20. Se réf. à :
19 rue de Valenciennes, 75019 PARIS Cédex 09.

Pour poste disponible suite pré-revue recherche.

JEUNE INGÉNIEUR

OU TECHNICIEN

Diplômé génie mécanique avec expérience, fabrication en vue d'assurer direction technique en 1984.

Env. C.V. manuscrite, photo et présentations à :
38 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche pour 1983, 10 FORMATEURS-TRICHS en gestion (niveau initiation) 28 ans max. niveau licence B.U.T. ou équivalent. 2 ans exp. format. adhés. Td. pour r.v. 723-55-86, p. 181/104.

secretaires

SECRETAIRE

STENO-DACTYLO

3-4 ans d'expérience pour département Conseil aux entreprises. 70.000 F. + 10% de travail. Maitrise parfaite de l'anglais.

Se présenter à CECEA 14, r. Armand Moisant 75015 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demandez la documentation sur notre réseau international. 75428 PARIS CEDEX 9.

DEBATS PUBLIQUES

Réunions. Hommes et Femmes 25/55 ans. Tél. 345-88-89.

capitales

propositions commerciales

Cette société S.A. plus innovatrice, crée, dirige, Paris, Gers, Charente, Moselle, Cap. min. 200 000 F. 30% de la COMPAGNIE, 105, av. du Général de Gaulle, 75012 Paris.

Agent pré-à-porter rech. Bel Indo-allemand de mode sport de luxe et style unique (tricot et vêtements en soie, lin, coton, cuir, chaussures, bottes, sacs, en cuir de veau) recherche immédiatement un intermédiaire à la France. Bien introduit, à la France. Contr. en franc. ill. ou angl. TRES URGENT. Ecrire sous le n° 253-112 M. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

MARKETING & COMMUNICATION

51 ans, expérience de haut niveau, excellent généraliste. 3 spécialisations :

- Produits des sociétés de services : création, positionnement, création, promotion ;
- Productivité Marketing : creux, potentiels incalculables, investissements ;
- Optimisation des efforts commerciaux et des investissements publicitaires ;

Recherche poste exigeant imagination créative, cohérence et rigueur.

Lieu de travail indifférent. Rattachement disponible.

Ecrire sous n° 6428 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens 75009 PARIS.

CADRE SUPERIEUR BANQUE

(44 ans)

Créateur et animateur d'un service décentralisé gérant un encours de 6 milliards de francs (100.000 dossiers). Expérience en :

- GESTION : concepts, direct par objectifs, comptabilité, contrôle budgétaire, recouvrement de créances.
- INFORMATIQUE : analyses fonctionnelles, rédaction cahiers des charges, interface.
- MANAGEMENT : encadrement de 70 personnes, organisation de travail, recrutement, formation et gestion du personnel, conception et mise en œuvre traitement de textes.

Fortes personnalités dynamiques et volontaristes.

Recherche poste à responsabilité tous secteurs d'activité. Michel Bontemps, 77630 Arbonne-la-Forêt.

J.F., 32 ans, rech. situation stable avec responsabilité. 15 ans même chez - endossement-montage doc, emballage, troupe /compagnie. Accidents : stage sur photocopie. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Hma 38 ans, JURISTE. Lic. Droit (1965) 14 ans d'exp. (Droit des Affaires, Contentieux, Assurances) rech. poste responsabilité. Paris et région parisienne. Ecrire : 85-478 Contance, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cédex 01.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO. JAL. FRANCE/ETRANGER. Ecr. n° 8786 le Monde Publicité, Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeanne Fournier 32 ans. Passionnée par son métier, organisée, disp., recherche : secteur industriel. RELATIONS PRESSE (Congrès, expositions, réunions, etc.). - Conception de campagnes de communication. - Conception de doc. publicitaires. - Contacts internes. - Négociations commerciales. Ecrire sous le n° 440 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, études sup. art. langues angl. et esp. rech. niveau sup. études. toutes professions. Téléphone : 371-06-07 le soir.

Hma 35 ans, chef comptable diplômé d'exp. comptable 10 ans exp. suppl. compt. financier, gestion des affaires, informatique, Reporting, ch. poste à responsabilité. Paris ou Sud de France - Libre sous 3 mois. Ecrire sous le n° 845 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT J.F., 30 ans, bonne présentation, cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

Journ. prof. Licencié Droit. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. F. 35 ans, BAPO/DIFA en cours. Exp. divers. Cherche emploi de chef de service ou de responsable. Standardiste ou restaurateur. Tél. : 829-82-15 de 20 à 22 h.

J.F. 31 ans, titulaire multi. de Droit, prép. en cours ; D.E.A. Droit des affaires et économique. Option commerce int. Angl. Arab. Exp. : Assistant à la direction, exp. pub. banq. assurances. Cherche SITUATION en rapport avec ma formation, m. ou plus-temps. DISPO.

CULTURE CARNET

Accords entre Paris et Alger sur le cinéma et le livre

(Suite de la première page).

L'un de ces accords définit les modalités de coproduction et d'échange cinématographiques. Une annexe précise : « La diffusion des films français en Algérie sera encouragée de façon à assurer leur sortie rapide sur les écrans algériens. Une réunion d'experts a lieu dans les trois mois pour déterminer les mesures de nature à entraîner une augmentation significative de ces échanges ». Il pourra être fait appel à la France pour l'étude et la mise au point technique de projets concernant notamment la rénovation et la construction de salles de cinéma, ce qui ne serait pas rien, vu le pitoyable état des salles obscures en Algérie.

L'autre accord concerne le livre, notamment en matière de coopération et de formation. Il y est dit : « Dans le cadre du développement de l'industrie algérienne du livre, la France apporte sa collaboration technique et financière, notamment la réalisation d'un accord de formation professionnelle des différents métiers du livre ».

Les Algériens souhaitent que les ouvrages français appelés à une grande diffusion en Algérie ne soient pas importés, mais soient imprimés par leurs soins, moyennant le versement d'un droit. M. Jean-Emmanuel Bourgeois, président du Syndicat national de l'édition, nous a dit qu'il n'était pas opposé à ce vœu, dont la réalisation dépend, en fait, de la capacité de l'Algérie à réaliser ce travail. Rappelons que l'Algérie est devenue en 1980 le premier client de l'édition française, avec un montant atteignant 56 millions de francs (le Monde du 18 janvier).

La présence de M. Bourgeois au côté de M. Lang s'explique notamment par le contentieux né des retards de paiement par l'Algérie aux éditeurs français. Ce contentieux est en voie de règlement. Les dernières sommes dues devraient être payées rapidement, et il ne reste plus qu'à mettre au point une procédure évitant à l'avenir ces incidents. Des éditeurs français qui avaient dû suspendre leurs livraisons participent à la deuxième Foire internationale du livre à Alger, en septembre. M. Lang a remercié son homologue d'avoir réglé le problème des retards de paiement « avec autorité ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Naissances

Catherine BOUDIAK et Philippe LIMBOURG sont heureux d'annoncer la naissance de
Ama, le 22 décembre 1982.
20, rue du Four, 94 Saint-Maur.

Mariages

La réception prévue après le mariage de
Véronique COPPER-ROYER et Pierre COCAGNE,

le samedi 22 janvier 1983 est annulée en raison d'un deuil familial.

François-Régis de MONTET et Florence BRIS sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le vendredi 31 décembre 1982, à Bron, 11, rue de la Marne, 69500 Bron.

Décès

Général GEORGES DEBROSSE

Nous apprenons le décès du général GEORGES DEBROSSE, dont l'inhumation a eu lieu le mercredi 12 janvier à Paris (Aube).

Né le 22 mars 1909 à Liepvilliers (Doubs) et ancien élève de l'école d'infanterie de Saint-Maur, Georges Debrosse est entré, comme lieutenant, dans le gendarmier en 1936 et il a fait toute sa carrière dans cette arme.

En avril 1957, avec le grade de lieutenant-colonel, Georges Debrosse est affecté en Algérie au chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger. Comme adjoint au chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, il est chargé, à la fin de ses mille deux cents gendarmes, de réorganiser l'ordre pendant la semaine des « baricades » en janvier 1960, au cours de laquelle des coups de feu furent tirés, le 24 janvier, sur les forces de l'ordre (quatre tués et cent vingt-cinq blessés).

Nommé commandant de la 10^e légion de gendarmerie mobile en juillet 1960, il est, à la fin de la même année, promu colonel et, au mois de novembre 1960, il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger. Il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, en septembre 1961, sur l'admission de M. Debrosse, en Algérie, de Maurice Gagnon, considéré comme l'un des trinitaires de l'Organisation armée secrète (O.A.S.).

A plusieurs reprises, le colonel Debrosse a été l'objet d'accusations personnelles et de menaces de mort de la part de certains activistes de l'O.A.S.

En octobre 1961, il est nommé sous-directeur de la gendarmerie à Paris et, promu général de brigade en décembre 1963, il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, en septembre 1961, sur l'admission de M. Debrosse, en Algérie, de Maurice Gagnon, considéré comme l'un des trinitaires de l'Organisation armée secrète (O.A.S.).

Nous apprenons le décès, survenu le dimanche 16 janvier, du général André ARFOUILLLOUX, grand officier de la Légion d'honneur, dont les obsèques seront célébrées le jeudi 20 janvier, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Airs, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Né le 10 avril 1904, à Brive-la-Gaillarde (Corrèze) et ancien sous-officier, André Arfouilloux a notamment servi en 1943 en Tunisie, puis en Allemagne, où il apparaît, en 1949, comme commandant en chef des forces françaises. En 1961, il est, comme colonel, à l'état-major du commandement en chef des forces terrestres alliées en Centre-Europe.

En 1964, il commande en Indochine le 7^e régiment de troupes légères et, après divers postes d'état-major, il est à la tête, avec le grade de général de brigade, du groupe de subdivisions de Rennes en octobre 1966. Adjoint au général commandant la région territoriale et le corps d'armée d'Alger en juillet 1968, il est promu général de division le 22 mars 1969.

Lors de la mort du général à Alger, en avril 1969, le général Arfouilloux, commandant la zone sud-est, est à la tête de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, en septembre 1961, sur l'admission de M. Debrosse, en Algérie, de Maurice Gagnon, considéré comme l'un des trinitaires de l'Organisation armée secrète (O.A.S.).

Nous apprenons le décès du général GEORGES DEBROSSE, dont l'inhumation a eu lieu le mercredi 12 janvier à Paris (Aube).

Né le 22 mars 1909 à Liepvilliers (Doubs) et ancien élève de l'école d'infanterie de Saint-Maur, Georges Debrosse est entré, comme lieutenant, dans le gendarmier en 1936 et il a fait toute sa carrière dans cette arme.

En avril 1957, avec le grade de lieutenant-colonel, Georges Debrosse est affecté en Algérie au chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger. Comme adjoint au chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, il est chargé, à la fin de ses mille deux cents gendarmes, de réorganiser l'ordre pendant la semaine des « baricades » en janvier 1960, au cours de laquelle des coups de feu furent tirés, le 24 janvier, sur les forces de l'ordre (quatre tués et cent vingt-cinq blessés).

Nommé commandant de la 10^e légion de gendarmerie mobile en juillet 1960, il est, à la fin de la même année, promu colonel et, au mois de novembre 1960, il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger. Il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, en septembre 1961, sur l'admission de M. Debrosse, en Algérie, de Maurice Gagnon, considéré comme l'un des trinitaires de l'Organisation armée secrète (O.A.S.).

A plusieurs reprises, le colonel Debrosse a été l'objet d'accusations personnelles et de menaces de mort de la part de certains activistes de l'O.A.S.

En octobre 1961, il est nommé sous-directeur de la gendarmerie à Paris et, promu général de brigade en décembre 1963, il est nommé chef de corps de la 10^e légion de gendarmerie mobile à Alger, en septembre 1961, sur l'admission de M. Debrosse, en Algérie, de Maurice Gagnon, considéré comme l'un des trinitaires de l'Organisation armée secrète (O.A.S.).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 janvier 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Hippolyte d'Eyran, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e. L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge (Hauts-de-Seine), dans la sépulture de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Vannes - Larmor-Baden.

Le docteur Yves DUHAMEL,

ancien interne des hôpitaux de Nantes, chef du service Laennec de l'hôpital de Vannes, maire adjoint, chargé des affaires culturelles de la ville de Vannes, s'est éteint le 16 janvier 1983, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie funéraire a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera dite à sa intention, samedi 22 janvier, à 11 heures, en l'église de Larmor-Baden.

L'offrande au cours de la messe remplacera les condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Charles Giloux-Cabéduc, M^{me} et M^{me} Robert Jampy, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Pierre Giloux et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

Charles GILOUX, instituteur honoraire, croix de guerre 1914-1918, officier du Mérite agricole, survenu le 14 janvier 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 17 janvier 1983, en l'église d'Etrepagny.

— M^{me} Joseph Israel, M^{me} Georges Israel, M^{me} Vivian Israel, M^{me} et M^{me} Robert Berio et leurs enfants, M^{me} Lédicia Bayou et ses enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Ettegui et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. Georges ISRAEL, leur fils, époux, père, frère, beau-frère, oncle, survenu à Marrakech le 30 décembre 1982.

— Gela, son épouse, Charles et Geneviève, Sophie, Louis, Clara, Charlotte, Benjamin, ses enfants et petits-enfants, Esther et Charles Bhowel, Lili et Georges Le Bris, ainsi que Yann, Charles et Suzanne Grinbaum, Rosette et Georges Piazza, Roger et Renée Grinbaum, Kalmen et Sarah Green (Sidney), ainsi que les membres de sa famille, ont l'extrême douleur d'avoir perdu à Paris leur cher et estimé.

NI fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Vannes - Larmor-Baden.

Le docteur Yves DUHAMEL,

ancien interne des hôpitaux de Nantes, chef du service Laennec de l'hôpital de Vannes, maire adjoint, chargé des affaires culturelles de la ville de Vannes, s'est éteint le 16 janvier 1983, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie funéraire a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera dite à sa intention, samedi 22 janvier, à 11 heures, en l'église de Larmor-Baden.

L'offrande au cours de la messe remplacera les condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Charles Giloux-Cabéduc, M^{me} et M^{me} Robert Jampy, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Pierre Giloux et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

Charles GILOUX, instituteur honoraire, croix de guerre 1914-1918, officier du Mérite agricole, survenu le 14 janvier 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 17 janvier 1983, en l'église d'Etrepagny.

— M^{me} Joseph Israel, M^{me} Georges Israel, M^{me} Vivian Israel, M^{me} et M^{me} Robert Berio et leurs enfants, M^{me} Lédicia Bayou et ses enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Ettegui et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, M. Georges ISRAEL, leur fils, époux, père, frère, beau-frère, oncle, survenu à Marrakech le 30 décembre 1982.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Canche-les-Elbeuf, Ambassade de France à Washington, Saint-Pierre-le-Elbeuf.

— Le président et le conseil d'administration de la Société mutualiste de personnel de la Banque nationale de Paris ont la tristesse de faire part du décès de M. Claude PORTUGAL, vice-président, survenu le 15 janvier 1983, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux, célébré en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe de La Villette, le jeudi 20 janvier, à 15 h 45, 6, place de Biche, 75019 Paris, sera suivi de l'inhumation au cimetière de Pantin-Parisien, dans le caveau de famille.

— M^{me} et M^{me} Claude Harel, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Harel, ses enfants, Véronique, Valérie, Guillaume Harel, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 janvier 1983, de M^{me} Simone PETIT.

Séminaire CHOIX D'UN MICRO-ORDINATEUR

2 JOURS
14 et 15 FÉVRIER 1983

- Le choix d'un matériel
- Le choix d'un logiciel
- La démarche à suivre

Renseignements et inscriptions :
F.D.S. 10, rue Henri Pape - 75013 Paris
588.76.53

l'agenda du Monde

REPRODUCTION INTERDITE

Artisans

ENTREPRISE, sér. réf. effectuée rapid. trav. point. revêtement, sol et mur électr. plomberie, décor. David grat. sans surcoût.
Tél. 365-47-24 et 365-30-02.

Travaux

TOUT CORPS D'ÉTAT
Tél. 202-78-40.

Animaux

URGENT chers adultes castrés et adorables chatons orphelins cherchent foyers douillet et beaucoup de caresses.
Téléphonez au 63-61-66.
le soir à partir de 16 h.

Ameublement

COURT-CIRCUIT SUR CANAPES

CAP, spécialiste réputé de canapés haut de gamme, vous fait profiter de circuit court et bénéficie de ses prix sur sa vaste collection.
● EN TISSU : 100 qualités et coloris différents.
● EN CUIR : 3 qualités et 44 coloris différents.
Toutes les possibilités existent : 3 places ou 5 places, feuillet, déhoussables, réversibles, sommiers à lattes.
Accueil, en magasin, canapés 3 places. Cuir veau pleine fleur, assise ressorts 6.700 F au lieu de 8.500 F. En buffet véritable 7.600 F au lieu de 9.500 F.
Alors mettez le cap sur CAP : vous verrez, c'est simple.
CAP - 37, rue de Croux, 75012 Paris. Tél. 307-24-01.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET, 19, r. d'Arcole, 4^e, 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Même : Céd. ou crédit de VIRE.

PAUL TERRIER
Achète comptant bijoux or, argent, diamants, saphirs, rubis, émeraudes, pierres fines, etc.
38, rue de la Colonne, 75005, M^{me} Saint-Philippe-du-Rouloir, du lundi au vendredi.

REKMAX ACHÈTE
Bijoux anciens, modernes
OR 60 à 120 F/G
Brillants, pierres fines
97, av. Cligny, Paris 17^e.

Chant

CHANT

Cours par prof. Opéra Jury
ou conservatoire Paris
Tél. 627-71-95.

Cours

Cours de philosophie par correspondance. Cours Descartes, 2250 Route de Meudon, 92141 Meudon-la-Forêt. Tél. Directrice (01) 33-36-03.

Diplôme London University donne cours particuliers d'anglais tous niveaux. It., conversation, grammaire. Lucie Morgan, 274-63-86, 633-89-92.

PROF. EXP. donne cours MATH. PHYS. secondaires sup. M. SIMON - 568-11-71.

Enseignement

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE 25 % DE RÉDUCTION

(16 livres par jour, leçon et repas, hôtel ou famille, tout compris).
25 % de réduction si vous restez 90 jours ou plus pour des leçons intensives dans notre hôtel (comprend 100 chambres) au bord de la mer ou avec une famille. Ecrivez pour notre brochure et feuille d'inscription à : Jean Beech.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON - Nouvelles couvertures

La mode est aux couvertures bordées de franges aux deux extrémités. En mohair, « Daphné », de Bélier Lainé, est somptueuse en gris-argent. En pure laine, deux couvertures de tons qui ont un aspect fantaisie : à petits alvéoles pour « Alès » de Tolson d'Or et genre crochet pour « Cendrillon » de Girleline. C'est en effet de fines côtes en diagonale qui donne le tissage de « Luce » de Manta, en bleu ardoisé, beige ou marron.

Renouvelant le style des jacquards à motifs floraux, l'écoisais est en vedette dans le domaine des couvertures. Ghislaine Léger l'a interprété de deux façons pour Tolson d'Or : classique et bicolore en pure laine et, en acrylique Courtelle, à carreaux disposés en trompe-l'œil comme un jeté sur fond uni.

Nouvelle et bonne idée pour un confort double : le plaid dans lequel on se blottit ou se pose sur un canapé. Il est écosais et frangé et s'assortit parfois à une couverture, comme le modèle « York » de Bélier Lainé, à quadrillage beige ou marron sur fond blanc. D'aspect très différent, le duo plaid-couverture « Scotch » de Girleline, style Prunrose Bordier, est à grands carreaux très estompés dans un camaïeu de rose, bleu ou gris.

Pour les filieuses, Manta a imaginé un grand plaid de 150 x 180 cm. En acrylique, à motifs jacquards blancs, roses et bleus, il se transforme en vêtement d'intérieur par une longue fermeture à glissière devant et par un jeu de boutons-pression pour les emmanchures.

A mi-chemin entre la couverture et le couvre-lit, la couverture matelassée apporte à la fois chaleur et décor. Certains l'utilisent seule, d'autres l'associent - en hiver - à une couverture traditionnelle.

Légère comme un édredon, la couverture matelassée recouvre entièrement le lit jusqu'au sol. Son garnissage en fibre synthétique est recouvert d'un tissu agrémenté de plis. Cet hiver, la nouveauté réside dans des jeux de piquage qui deviennent l'élément primordial du décor. La géométrie est en vedette chez Lestra-Design, dont le modèle « Barbara » est entièrement piqué de carrés concentriques. Dans le même collection, « Orient-Express » est un piquage transversal formant quatre grandes zones de chevrons.

Les couvertures matelassées de Laplaud sont de style contemporain très dépouillé. Sur « Electre », les plis se coupent à angle droit pour donner un effet d'escalier, tandis que « Sandra » est une couverture de cheval gris clair à strict piquage vertical, garnie d'un gros grain.

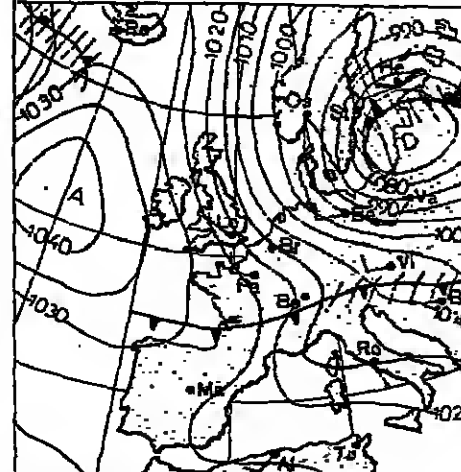
Le modèle « Ibsa » de Michel Visud est orné de motifs géométriques (carrés, hexagones, et grands losanges) piqués sur du chintz bouton d'or. Dans sa collection « Jardin blanc », José Houel a entièrement revêtu d'un piquage formant de gros coquilles une couverture matelassée en chintz bleu.

JANY AUJAME.

* Couvertures et plaids sont vendus dans les grands magasins et les boutiques de linge de maison.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.1.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 19 janvier à 0 heure et le jeudi 20 janvier à minuit.

L'anticyclone atlantique se déplaçant en direction de la France la protégera du courant perturbé, dont une cœde ne pourra ainsi affecter que faiblement les régions septentrionales jeudi après-midi. Jeudi, le refroidissement amorcé mercredi se poursuivra. Ainsi, à l'exception des régions littorales, on observera pendant la nuit, des gelées de -2 degrés à -5 degrés et atteignant -6 degrés à -8 degrés sur le Massif Central et la vallée de la Saône.

Des bruyères givrantes se formeront localement de l'Aquitaine à la Bretagne, sur le Centre, le Massif central et le Centre-Est. Il se dissiperont alors lentement et seront parfois persistants. Le matin se produiront encore quelques averses de neige jusqu'en plaine, des Ardennes aux Vosges et au nord des Alpes. Ailleurs, le ciel sera peu nuageux.

Dans l'après-midi, il se couvrira du nord de la Seine aux Vosges, et quelques chutes de neige se produiront alors dans les Flandres aux Ardennes.

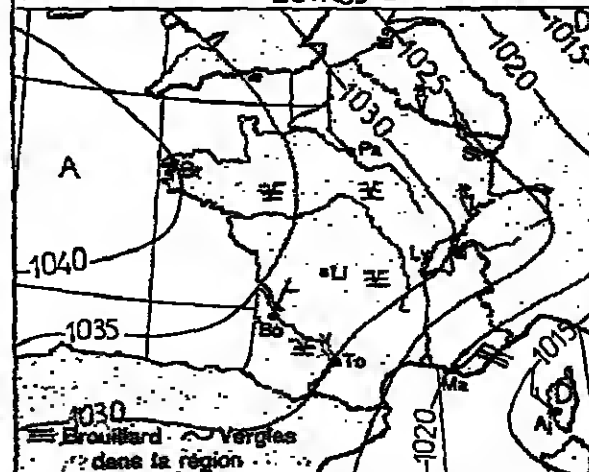
On pourra observer aussi quelques flocons sur la Normandie et le Basain parisien.

Près de la Méditerranée, le vent de nord-est sera fort. Les températures maximales de l'ordre de 8 degrés sur les régions littorales, resteront négatives dans l'Est et seront comprises entre 0 et 4 degrés ailleurs.

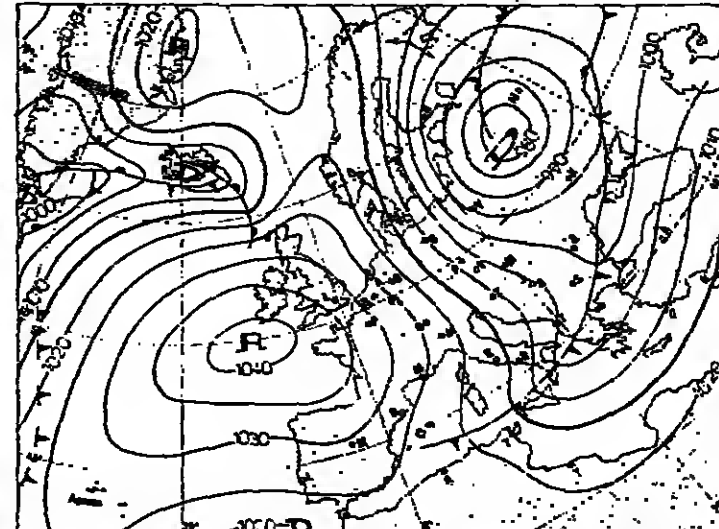
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 janvier à 7 heures, de 1 026,7 millibars, soit 770,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 20.1.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 18 janvier : le second minimum de la nuit du 18 au 19 janvier : Ajaccio, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 11 et 7 ; Bordeaux, 6 et 6 ; Bourges, 6 et 3 ; Brest, 9 et 5 ; Caen, 9 et 4 ; Cherbourg, 9 et 8 ; Clermont-Ferrand, 2 et 1 ; Dijon, 4 et 1 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 9 et 1 ; Lyon, 6 et 1 ; Marseille-Martigues, 14 et 2 ; Nancy, 6 et 1 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 5 ; Paris-Le Bourget, 9 et 1 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 8 et 1 ; Tours, 7 et 1 ; Toulouse, 9 et 4 ; Poitiers-Puy, 29 et 22.

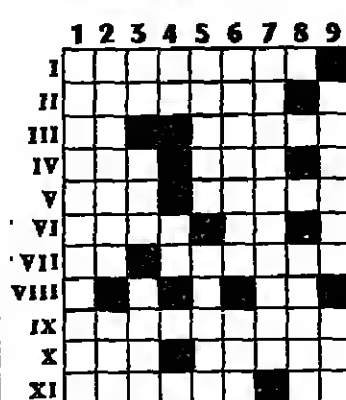
Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 5 degrés ; Amsterdam, 6

et 1 ; Athènes, 18 et 7 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 8 et 0 ; Bruxelles, 8 et 2 ; Le Caire, 15 et 10 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 5 et 0 ; Dakar, 27 et 17 ; Djibouti, 18 et 9 ; Genève, 13 et 1 ; Jérusalem, 5 et 1 ; Lisbonne, 13 et 7 ; Londres, 7 et 1 ; Luxembourg, 4 et 0 ; Madrid, 14 et 0 ; Moscou, -1 et -3 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, -5 et -14 ; Palma-de-Majorque, 16 et 6 ; Rome, 15 et 10 ; Stockholm, 3 et -6 ; Téhéran, 17 et 7 ; Tunis, 18 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3367



HORIZONTALEMENT

1. Une robe pour celle qui veut être épousée. - II. Ceux qui aiment bien se mettre à l'ouvrage. - III. Un point sur la carte. Prendre un tinct de fleur. - IV. Esprit. Enzyme. - V. Ornement d'architecture. Au bord d'un astre. - VI. Prouve qu'il y a eu un acquiescement. Coule en Sibérie. - VII. Avant. J.-C. On y trouve une encoche gallo-romaine. - VIII. La moitié de rien. - IX. Un cri dans la nuit. - X. A deux côtés. Forme des perles. - XI. D'un auxiliaire. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Sont vraiment de beaux patins. - 2. Qui n'ont donc pas de charges. Déchiffre. - 3. Transforme un savant en pédant. Dans le devise d'une capitale. Repousse du pied. - 4. Deuxième d'une série. On leur doit le respect. - 5. Qui ne concerne donc pas ce qui est cité. Matière pour boucher. - 6. A usé beaucoup de lits. Parfois exigé pour une passe. - 7. Entre lesquelles on pourrait donc trouver des ressemblances. - 8. Qui n'a donné aucun mal. - 9. Qui ont fait l'objet d'un choix. Possessif.

Solution du problème n° 3366

Horizontalement
1. Décollage. - II. Epineux. - III. Bar. Bière. - IV. Ovale. AT. - V. Régulière. - VI. EL. F.C.E.M. - VII. Eh ! Us. Ote. - VIII. Mic. Luoen. - IX. E.V. Miro. - X. Nef. Puma. - XI. Trac. Sens.

Verticalement
1. Débordement. - 2. Epave. Hiver. - 3. Cirage. Fa. - 4. On. Tutu. - 5. Lebel. Slip. - 6. Lui. IF. Urus. - 7. Axe. Économie. - 8. Rareté. An. - 9. Étiement.

GUY BROUTY.

CIRCULATION

LE MINISTRE DES TRANSPORTS AUX AUTOMOBILISTES : Ne jouez pas avec le feu

Vingt-quatre mille accidents corporels de la circulation ont été causés en 1982 par le non-respect des feux rouges, deux fois plus qu'en 1977. Un accident sur dix a lieu dans ces circonstances, tandis que les services de police, de gendarmerie et de C.R.S. ont dressé l'an dernier deux cent mille procès-verbaux de contravention pour feux « grillés ».

Certains chiffres ont de quoi inquiéter : un sondage de l'Organisation nationale de sécurité routière (ON-SER) réalisé en 1981 auprès de mille trente-deux automobilistes indiquait que 23 % d'entre eux « brûlent » toujours les feux rouges, et 6 % toujours les feux oranges. Et trop souvent avec bonne conscience : les contrevenants, qui ne reconnaissent pas un brin de distraction, considèrent volontiers qu'ils ont fait preuve d'esprit civique en dégageant le carrefour où ils « remédient » à une mauvaise coordination des feux.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 19 janvier : DES ARRÊTÉS

● Fixant le prix d'achat des betteraves de distillerie, des alcools de betterave, mélasses et divers du contingent et hors contingent pour la campagne 1981-1982 ;

● Fixant les limites des tranches du tarif de la retraite à la source applicable aux salaires, pensions et rentes viagères versés en 1983 à des personnes domiciliées hors de France.

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux plafonds de ressources applicables en matière d'habitations à loyer modéré et de prêts spéciaux du Crédit foncier de France.

M. Charles Fierman, ministre des transports, a décidé de lutter contre cet état d'esprit et d'arrêter l'hécatombe. Il a chargé M. Pierre Mayet, directeur des routes et de la sécurité routière, d'organiser une campagne de sensibilisation sur le thème « Ne jouons pas avec le feu », qui a commencé le 17 janvier. Jusqu'au 17 février, des spots seront diffusés sur les trois chaînes de télévision, sept cents affiches apposées sur les panneaux routiers, des affichettes disposées dans les lieux publics et des dépliants distribués dans les mairies et les administrations. M. Mayet, qui présentait cette campagne, a annoncé qu'après ce mois d'explications et de sensibilisation, on allait passer à la répression.

MODE

ALEXANDRE SAVIN, le démarqueur du cachemire, organise, au profit de la Croix-Rouge de Paris, une vente de sa nouvelle collection, les 21 et 22 janvier, avec une réduction de 20 % sur les prix de 1982, dont le produit servira à acheter trois nouvelles ambulances. En tout, deux mille cinq cents chendails, vestes et gilets seront mis en vente, à partir de 480 F, le modèle sans manches, dans le grand hall de l'immeuble Peugeot, 75, avenue de la Grande-Armée, de 10 heures à 19 h 30.

MODÉLISTE SOI-MÊME. - L'école de modélisme - stylistes-maquettistes Ésmod organise, chaque mardi, des cours de coupe et de couture afin de réaliser soi-même des vêtements selon son goût et sa personnalité.
* Ésmod, 16, boulevard Montmartre, 75 009 Paris. Tél. : 246-98-48.

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 JANVIER

● De l'église Saint-Paul à la Bastille. 14 h 30, façade de l'église, M^e Allaz.

● L'église Saint-Roch et son quartier. 15 heures, 296, rue Saint-Honoré, M^e Garnier Ahlberg.

● Les Capucins et les Billetteries. 15 heures, angle rues du Perche et Charlot, M^e Peneco (Caisse nationale des monuments historiques).

● Les primitifs italiens. 14 h 30, Louvre porte Denon (Approche de l'art).

● Les impressionnistes. 14 h 30, Musée du Jeu de Paume (Arcus).

● Atelier du peintre Gustave Moreau. 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld (Arts et curiosités de Paris).

● Exposition Fentio-Latour. 15 heures, Grand Palais, M^e Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

● Musée de Cluny et thermes de Lutèce. 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, M^e Ferrand.

● Hôtel de Camondo. 15 heures, 63, rue de Monceau, M^e Hauwiler.

● Musée Victor-Hugo. 15 heures, 6, place des Vosges, M. Jaslet.

● Passages couverts autour de la rue Saint-Denis. 14 h 30, rue Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

● Hôtel de Mailly-Nesle. 15 heures, 29, quai Voltaire (Paris et son histoire).

● Hôtels de l'île Saint-Louis. 14 h 30, métro Pont-Marie (Restauration du passé).

● L'art irlandais. 15 h 45, Grand Palais (Visages de Paris).

● Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Près. 14 h 30, 2, rue Mabilion (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame : « Techniques de la chalcographie » (Arcus).

18 h 30, 82, rue Taillout, M. P. Gesteille : « Chine et développement : perspectives économiques » (Le monde et son histoire).

15 heures, 46, rue Barrault, amphithéâtre Estauré, M. D. Delville : « L'éveil corporel » (Université populaire de Paris).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, M. G. Glibert : « Des jeunes y entrent, des fauves en sortent ».

20 h 45 : salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, M. P. Brouwer : « Canada » (Projections).

21 heures, 30, boulevard de Port-Royal, MM. L. Simon, H. Baril : « La sexologie hébraïque » (centre Rachi).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 029 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 600 F 835 F 1 070 F

II - SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

COMMENT VA LA PRESSE ?

POUR LE SAVOIR LIREZ

PRESSE ACTUALITÉ

Chaque mois, l'information sur la presse, la radio, la télévision.

Dans le numéro de janvier :

- Serge JULY, l'un des pères de Libération : le journal fait une crise de croissance.
- Jean-Marc LECH, co-gérant de l'Institut de Sondages IPSQS : tout ce que vous avez souhaité savoir sur les sondages sans jamais oser le demander.
- RTL, Europe 1, RMC, France Inter : bilan 1982, faire bloc face aux radios libres.
- L'Union de Reims : quand l'Union ne fait plus la force.

ATTENTION : PRESSE ACTUALITÉ EST EXCLUSIVEMENT DIFFUSÉ PAR ABONNEMENT

BON DE COMMANDE

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Commande le N° de janvier, ci-joint 20 F (timbres ou chèques).

☐ S'abonne pour 6 n° ou tarif d'accueil de 90 F seulement (chèque bancaire ou postal 3 volets).

☐ S'abonne pour 9 n° (un an) ou tarif d'accueil de 130 F seulement (chèque bancaire ou postal 3 volets).

Bulletin à retourner à : PRESSE ACTUALITÉ, 5, rue Bayard 75393 Paris Cedex 08.

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 23 janvier

Les Français vus d'Amérique

Des Américains disent ce que l'on pense chez eux de la France et des Français. Sans complaisance pour nous ni pour eux.

Une enquête de Pierre Dommergues

Halte au Vol

1 serrure à 5 points IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS + 1 blindage acier 15/10

+ 4 goupions d'acier anti-dégondage

+ renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

+ 1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée)

(au lieu de 3.350 F) 3.000 F TTC

Pose et dépi. compris PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION 55, av. de la Motte Picquet 75015 PARIS

566.65.20 CREDIT GRATUIT 3 Vols b.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gerant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1964-1969) Jacques Faures (1969-1982)

Imprimerie du Monde 5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0295 - 2037

La situation économique et sociale à la Régie Renault

Les négociations étaient au point mort, ce mercredi 19 janvier, chez Renault, tant à l'usine de Flins (Yvelines), où elles avaient été suspendues lundi soir, qu'à l'établissement de Boulogne-Billancourt, où les représentants respectifs des organisations syndicales et de la direction s'étaient séparés mardi vers 20 h. 30, après plus de quatre heures de discussion sur les revendications spécifiques des ouvriers de peinture. Pratiquement aucun véhicule n'est sorti de cette dernière usine, et la direction, ce mercredi, estimait à dix-neuf mille le nombre de voitures perdues dans les deux usines depuis le début des conflits.

Toutefois, selon M. Lamirault, directeur commercial et des affaires internationales de Renault, la

Régie dispose de « quinze jours de stocks » et n'a rien à redouter pour le moment : « Une grève, a-t-il souligné, ne peut servir d'alibi à des difficultés commerciales. » Il a fait cette déclaration lors de la présentation à la presse le 18 janvier des résultats de la Régie, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 102 milliards de francs en 1982.

De son côté, M. Daniel Richter, leader de la section C.F.D.T., a accusé la C.G.T., dans une interview à l'A.F.P., d'avoir « un double discours », précisant : « Elle soutient la grève malgré quelques ratés (...). Mais, à l'extérieur, elle sous-entend que le conflit est absurde. Elle se désolidarise des grèves-bouchons, qu'elle approuvait dans le passé. »

Les négociations sont au point mort

Grève sur le tas, grève au finis ?... Au bâtiment B.1 - le département de peinture de Renault-Flins - une centaine d'ouvriers sont rassemblés près des chaînes mais les voitures revêtues d'une première couche gris-plomb sont immobilisées sur leurs rails jaunes. Et plus rien ne bouge dans le vaste atelier de verre, sauf cette foule d'hommes basanés, presque tous des Nord-Africains, qui tiennent un meeting toutes les deux heures pour faire le point de la situation.

Certains jouent aux dames sur des cartons d'emballage : les pions noirs sont des boulons d'acier, les pions blancs des écrous d'aluminium. D'autres immigrants discutent par petits groupes. L'un d'eux affirme que 140 F d'augmentation « ce ne serait déjà pas si mal ». Celui-ci est prêt à reprendre le travail. « Tu n'as rien compris, riposte un autre gréviste. On nous propose 140 F au lieu de 300 F d'augmentation que nous demandions. Mais il n'y aura même pas de prime de nuisance pour une soixantaine d'entre nous, et les 140 F vont se réduire à 85 F. En réalité, la direction cherche à nous diviser. »

Tout à tour les délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. - la plupart immigrés eux aussi - expliquent qu'ils attendent depuis le matin la reprise des négociations avec la direction.

Vers 15 heures, prise de parole. Au micro de la C.F.D.T., un responsable cégétiste harangue les grévistes en français. Son compagnon C.F.D.T., traduit en arabe. Placés presque côte à côte, les banderoles des deux organisations illustrent cette unité d'action qui n'est guère coutumière à Flins. Les grévistes de la peinture, affirme le délégué C.G.T., ne menent pas seulement la lutte pour les conditions de travail ou pour la récupération des jours chômés, mais aussi pour les qualifications. « C'est l'ensemble du per-

sonnel, conclut-il, qui est concerné. » Mais si l'on excepte le centre de livraison et le secteur de l'électrolyse, la solidarité n'a guère franchi, jusqu'à présent, les murs du B.1. A l'atelier des presses, notamment, où plusieurs chaînes ont été arrêtées faute de châssis pour ranger les pièces, et où l'on s'attendait également à une mise en chômage technique, les appels à la grève ne sont guère entendus. « Les autres ateliers, disent certains de ces travailleurs, nous avaient laissés seuls en 1978. De même, les appels à l'extension du conflit et à la présence des « lock-outés » dans l'entreprise restent lettre morte : la plupart des cars de ramassage, mardi après-midi, sont arrivés vides, et il semble que presque tous les salariés mis en chômage technique soient restés chez eux. »

« La direction compte sur cet isolement des grévistes pour anéantir le conflit, faire pourrir la grève, briser la résistance du B.1, commentaient les délégués syndicaux. Mais nous ne céderons pas d'un pouce. »

Au centre de livraison, une soixantaine de grévistes ont barré les issues. Même si la direction parvenait à faire reprendre le travail au département de peinture, les véhicules sortant de cet atelier pourraient quitter le parc ?

A la direction, les portes restent closes, gardées par deux vigiles. En l'absence de négociations, le conflit paraît s'enliser. « Mais à Flins, expliquait un agent de maîtrise en bleu de travail, tous les retournements sont possibles. » Derrière lui, au pied de l'escalier menant à la passerelle du B.1, une affiche tricolore proclame : « Renault, la qualité sans frontières ! »

JEAN BENOÎT.

Conséquence du conflit Mavilor
CHOMAGE TECHNIQUE PARTIEL
DANS PLUSIEURS USINES

DE R.-V.I.

(De notre correspondant)

Lyon. - Vingt-quatre heures après l'usine de Limoges (Haute-Vienne), le chômage technique a touché, le mercredi 19 janvier, les Etablissements Renault-Véhicules industriels de Vénissieux (Rhône) et de Bourg-en-Bresse (Ain). Cette mesure est motivée par l'arrêt des livraisons de vilebrequins de moteurs par la société Mavilor, fournisseur quasi exclusif (82 % des approvisionnements), dont la production est arrêtée depuis plusieurs semaines à cause d'un conflit social. A Vénissieux, 345 salariés sur un effectif de 8 229 personnes seront concernés d'ici à la fin de la semaine et 320 sur 1 464 à Bourg-en-Bresse. Les réductions d'activité attendront l'usine de Blainville (Calvados), le vendredi 21 janvier. En cas de poursuite du conflit à Mavilor, le chômage technique pourrait s'étendre, la semaine prochaine, aux usines de fabrication de ponts de Saint-Priest (Rhône) et de boîtes de vitesses de Bouthéon (Loire). Dès l'annonce de ces mesures par la direction de R.-V.I., des débrayages ont eu lieu mardi 18 janvier à l'usine de Vénissieux. D'autre part, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont appelé les salariés de Bourg, comme ceux de Vénissieux, à se rendre malgré tout à leur poste de travail en signe de protestation.

**COMPAGNIE
BRITANNIQUE**
meubles en pin,
8, rue Lacépède
75005 Paris

(Publicité)

PRÉFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2^e BUREAU

69269 LYON CEDEX 1 - Tél. (7) 863-20-26 - Poste n° 42.85

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête préalable
à la déclaration d'utilité publique des travaux

COMMUNE DE LENTILLY
Poste 400/225/63 kv DE CHARPENAY

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Centre d'équipement du réseau de transport - envisage de construire un poste 400/225/63 kv au lieu-dit « CHARPENAY », sur le territoire de la commune de LENTILLY.

Le Préfet, Commissaire de la République de la Région RHONE-ALPES, Commissaire de la République du département du Rhône, informe le public que le projet sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à l'enquête comportera une étude d'impact conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977, pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

L'enquête s'ouvrira à la mairie de LENTILLY, où sera déposé du 21 janvier 1983 au 16 février 1983, le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier, un registre sur lequel le public pourra consigner ses observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période aux heures d'ouverture des bureaux.

En outre, conformément aux dispositions de la circulaire du 31 juillet 1982 du Premier Ministre, relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques, le dossier sera accessible au public pendant les quatre demi-journées non ouvrables suivantes :

● Les dimanches 23 et 30 JANVIER 1983,

et les dimanches 6 et 13 février 1983, de 10 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de LENTILLY. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les 14, 15 et 16 février 1983.

M. Joseph NAUCHE, Ingénieur du Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, en retraite, 25, rue du Docteur-Bonhomme, à Lyon (3^e), est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête sera accessible à quiconque en fera la demande à la Préfecture, et le restera sans limitation de durée.

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport du commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux, sera déposée à la mairie de LENTILLY, ainsi qu'à la Préfecture du Rhône.

La communication des conclusions du commissaire-enquêteur et des réponses du maître d'ouvrage pourra être faite à toute personne en présentant la demande à M. le Préfet, Commissaire de la République de la région RHONE-ALPES, Commissaire de la République du département du Rhône.

L'étude d'impact incluse au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux, pourra en outre être consultée à la Préfecture du Rhône (Direction de l'Administration générale, 2^e Bureau, de 9 h. 30 à 16 heures), et dans les bureaux de la Direction Interdépartementale de l'Industrie - Région RHONE-ALPES - Division du Contrôle de l'Électricité, 3, rue de la Liberté à GRENOBLE, pendant le délai d'enquête tous les jours de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

SOCIAL

La polémique sur les statistiques du chômage
284 000 oubliés selon « le Canard enchaîné »

« L'art de tricher avec les statistiques. Le gouvernement met la sonne pour effacer les chômeurs. » Sous ce titre, le Canard enchaîné met en cause, dans son édition du 19 janvier, la façon dont le ministère de l'Emploi et du Chômage, il y a un an, a « oublié » 284 000 chômeurs dans les chiffres officiels du chômage. « Objectif de cette manipulation des chiffres : éviter qu'avant les élections municipales de mars prochain, le nombre de chômeurs n'augmente d'environ 280 000. »

Et le Canard enchaîné de « démentir » l'opération. La première « astuce » utilisée par le ministère concerne les jeunes de seize à dix-huit ans. Environ 200 000 jeunes arrivent sur le marché du travail sans avoir reçu une formation suffisante, et 45 000 seulement suivent un stage de formation professionnelle.

Selon le Canard, pour les 155 000 autres, M. Mauroy aurait envoyé en décembre 1981 une directive aux préfets stipulant « que les jeunes, qui n'ont ni boulot ni vrai métier, ne sont pas comptés comme chômeurs ». Mais, constate le Canard, cette catégorie, après vérification auprès de l'AN.P.E., « n'a jamais existé ».

Autre astuce de MM. Mauroy et Le Garrec, selon le Canard : « Une bonne partie de ces jeunes qui se sont présentés à l'AN.P.E. ont été orientés vers d'autres organismes, comme les « missions locales », l'Intérêt de l'opération : ces chômeurs ne figurent pas dans les statistiques officielles. Troisième astuce enfin : ceux qui persistent à s'inscrire à l'AN.P.E. le sont, « mais à titre de demandeurs d'emploi temporaire », et donc 18 000 ne sont pas comptés dans le total des chômeurs. « Grâce à ce système, chaque mille jeunes sans travail ne sont pas comptés comme chômeurs. »

« Méthode garantie Barre », ainsi le Canard présente-t-il au deuxième « trucage », déjà utilisé par Jean Matteoli, ministre du travail de Giscard, pour classer les chômeurs en cinq catégories dont trois principales. La première, « ceux qui demandent un emploi à temps complet », regroupe les seuls chômeurs à être intégrés dans les statistiques officielles. Ceux de la deuxième catégorie « demandant un emploi à temps partiel » et ceux de la troisième « qui se contenteraient d'un boulot temporaire », n'étant pas inclus dans les statistiques du chômage, ont pour le gouvernement un intérêt

évident. Plus on gonfle les catégories « 2 » et « 3 », plus on minimise la « 1 ».

Selon le Canard, « la gauche ne s'est pas précipitée pour réintégrer ces chômeurs » 2 et « 3 » dans la comptabilité officielle, bien au contraire. Leur effectif, selon le Canard, a grimpé à 234 000, soit quatre fois plus qu'en mai 1981. Le Canard dévoile que le 13 septembre 1982, la direction des statistiques de l'AN.P.E. a fait une note demandant « à son personnel de procéder pour décembre à une « fusion » des trois catégories ». Le ministre de l'Emploi, selon le Canard enchaîné, s'illico pris l'AN.P.E. de sursoir. Ce que la direction des statistiques a fait, dans une nouvelle note datée du 6 décembre : « Le ministère de l'Emploi, lit-on dans la photocopie du document cité par le Canard, vient de prendre la décision de ne publier les statistiques de stocks de demandes de catégories 2 et 3 qu'à partir de mars 1983 ». C'est-à-dire après les municipales. Le Canard se livre enfin à un petit calcul des « oubliés » : « 234 000 chômeurs adultes des catégories 2 et 3, passés à l'as, plus 50 000 jeunes sans travail « effacés », soit un total de 284 000 « oubliés ».

Contestés et contestables

(Suite de la première page.)

Cependant il y a bien un problème concernant les jeunes en formation. Sont-ils ou non demandeurs d'emploi ?

Déjà lorsque furent créés les pactes nationaux pour l'emploi des jeunes, les stagiaires en formation n'étaient pas comptabilisés dans les statistiques de l'AN.P.E. Or ils n'ont trouvé un emploi stable à l'issue de leur stage que dans une proportion de 60 à 65 % suivant les années.

Avec les « stages Rigout » (quarante mille stagiaires actuellement), les jeunes de seize à dix-huit ans qui peuvent bénéficier d'une formation ne sont pas inscrits comme demandeurs d'emploi même si le stage promis n'intervient qu'au bout d'une période d'attente qui peut aller jusqu'à six mois. Une telle démarche ne se justifie pas plus aujourd'hui

qu'hier : qui dit formation ne dit pas emploi et un jeune en formation mais sans emploi devrait être considéré comme chômeur.

Seconde question posée par le Canard enchaîné : le ministère de l'Emploi a-t-il différé à mars 1983 la comptabilisation dans les demandes d'emploi en fin de mois des catégories II et III (les personnes qui postulent pour un emploi à temps partiel et celles qui acceptent un emploi à durée déterminée) ? Tant au ministère de l'Emploi qu'à l'AN.P.E., on reconnaît qu'une réforme des statistiques est en cours. Pour faire plus de clarté sur le nombre de chômeurs, elle consistera, parmi d'autres changements, à constituer des « stocks » de catégories II et III qui seront alors publiés en fin de mois (au lieu d'être reportés à la fin de la catégorie I). Ainsi aura-t-on une photographie plus exacte.

Cette réforme avait été décidée par M. Robert Bonlin et, en raison de la complexité des études nécessitant l'aval de l'INSEE, des ASSE, DIC, de l'AN.P.E. et, bien sûr, du ministère de l'Emploi, on assure à l'AN.P.E. qu'elle ne pouvait entrer en vigueur que de manière progressive. Il n'en demeure pas moins que le Canard enchaîné publie un paragraphe sur quatre d'une note de l'AN.P.E. faisant apparaître que le ministère de l'Emploi demande explicitement de reporter cette réforme à mars 1983. Sans doute aurait-on pu aller un peu moins loin, et la coïncidence de ce report avec le lendemain des municipales est fâcheuse ou maladroite.

Deux cent trente-quatre mille chômeurs ont-ils ainsi été « effacés », comme l'affirme le Canard enchaîné ? D'après la direction des statistiques du ministère du travail, se fondant sur un comptage de l'AN.P.E. en décembre 1981, le stock de la catégorie II était de cent seize mille personnes et celui de la catégorie III de soixante-quatre mille. Selon le ministère de l'Emploi, en flux cumulé et pour 1982, l'effectif de la catégorie II est de cent quarante mille et celui de la catégorie III de deux cent quatre-vingt mille.

Si le chômage a baissé, c'est aussi le résultat de la mise en place des contrats de solidarité et tout autant de l'action de contrôle et d'aide des chômeurs de longue durée. On ne peut reprocher à M. Le Garrec - au contraire - de tenter une réinsertion des chômeurs de longue durée. Mais cela conduit l'AN.P.E. à une plus grande sévérité à leur égard. Si certains bénéficient de formations longues, d'autres sont radiés de l'AN.P.E. parce qu'ils n'ont pas répondu aux convocations ou n'acceptent pas les stages d'évaluation professionnelle proposés. Ainsi, trente-six mille cinq cent cinquante chômeurs de longue durée ont été radiés en décembre 1982. De telles radiations n'auraient pas été aussi nombreuses si le gouvernement était resté « passif ». Mais, un certain nombre de ces « radiés » demeurent chômeurs.

Il apparaît ainsi que les statistiques de l'emploi ne sont pas entièrement de la clarté nécessaire. Certaines procédures, pour le moins, contestables : Cela devrait conduire M. Le Garrec à sortir rapidement du silence pour, au minimum, expliquer.

MICHEL NOBLECOURT.

La retraite à soixante ans

M. BÉREGOVY

POURRAIT RÉUNIR

LES PARTENAIRES SOCIAUX

LE 24 JANVIER

M. Pierre Bérégovoy a annoncé, mardi, qu'il réunirait les partenaires sociaux « très vraisemblablement » lundi 24 janvier, sur le dossier des retraites complémentaires. Cette réunion, que présidera M. Bérégovoy et à laquelle assisteront le C.N.P.F. et les syndicats, a pour objectif de mettre au point un système transitoire destiné à financer les retraites et retraites complémentaires de soixante à soixante-cinq ans à partir du 1^{er} avril.

Dans l'artisanat, le commerce et les professions libérales

LES FEMMES BÉNÉFICIERONT DE DEUX ALLOCATIONS DE MATERNITÉ

Dans un communiqué publié le 18 janvier, le ministère des affaires sociales a annoncé une mesure au profit des artisans, commerçants, professions libérales. A partir du 1^{er} janvier 1983, les femmes qui exercent une activité non salariée, à titre individuel ou au titre de conjoint, collaborateur de leur époux, pourront désormais bénéficier d'allocations de maternité :

- d'une part, une allocation forfaitaire égale à 3 450 francs, au 1^{er} janvier 1983, accordée pour toute naissance ou toute arrivée au foyer d'un enfant adopté ;

- d'autre part, une allocation de remplacement égale au cas où la femme se fait remplacer pendant au moins une semaine dans ses travaux professionnels et ménagers. Cette allocation sera égale au coût réel du remplacement dans la limite de 3 450 francs (au 1^{er} janvier 1983). Cette seconde allocation s'ajoute à l'allocation forfaitaire de repos maternel.

Les deux allocations seront révalorisées en fonction de l'évolution du S.M.I.C. Les demandes sont à adresser à l'organisme d'assurance-maladie habituel de l'intéressée.

LES « MOTARDS EN COLÈRE » VEULENT CRÉER UNE MUTUELLE D'ASSURANCE-ACCIDENTS

La Fédération française des motards en colère (1), présidée par M. Jean-Marie Maldonado, a annoncé qu'elle allait créer une mutuelle afin d'abaisser les tarifs, jugés abusifs, pratiqués en matière d'assurance-accidents par les compagnies et même les mutuelles déjà existantes. Selon le président, une telle mutuelle pourrait fonctionner dès juin.

A la direction des assurances du ministère de l'économie et des finances, organisme de tutelle et de contrôle qui n'a pas encore reçu de demande d'agrément, on considère cette initiative avec bienveillance, tout en ne cachant pas qu'elle pose des problèmes difficiles. Une mutuelle doit disposer d'un capital minimal de 5 millions de francs et d'une durée d'assurance, car deux gros sinistres à court terme peuvent épuiser ce capital.

(1) 22, rue de la Retraite - 92-Suresnes - Tél. 983-66-82.

ÉNERGIE

FRAMATOME CONSENT A.E.D.F. DES CONDITIONS DE PAIEMENT FAVORABLES

E.D.F. a conclu, le 14 janvier, avec son principal fournisseur, Framatome, un accord de règlement comptable modifiant, à l'avantage d'E.D.F., les délais de règlement des factures présentées par Framatome à titre d'acompte pour des travaux de construction. Un différend de paiement de trois mois, est accordé à E.D.F. pour la moitié des sommes en jeu, soit 3 milliards de francs, moyennant des agios inférieurs aux taux pratiqués sur le marché. Selon le bulletin *Enerpresse*, qui révèle cet accord : « Les conditions que l'on dit favorables, auxquelles Framatome consent son prêt à E.D.F., sont probablement à considérer comme une réponse du berger à la bergerie ».

En effet, les « avances » consenties par E.D.F. à Framatome, souvent critiquées, représentaient un avantage de trésorerie non négligeable. « Il n'est pas faux de dire, poursuit *Enerpresse*, que l'E.D.F. emprunte pour régler ses avances à Framatome, et cette dernière lui prête de l'argent, l'établissement public se trouve dans la curieuse situation d'avoir à payer deux fois les intérêts : une fois pour assurer le service de sa dette, et une seconde fois pour opérer le règlement des agios du prêt commercial de Framatome. Rappelons que les relations entre E.D.F. et ses deux principaux fournisseurs ont fait l'objet récemment d'un rapport de la commission de la concurrence (le Monde du 14 janvier).

FISCALITÉ

M. PATRICK CAREIL DEVIENT RESPONSABLE DU SERVICE DE LA LÉGISLATION FISCALE AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES.

M. Patrick Careil, inspecteur des finances, conseiller technique aux cabinets de MM. Jacques Delors et Laurent Fabius, succède comme chef de la législation fiscale au ministère de l'économie et des finances à M. Jacques Delmas-Marsailh, nommé directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations.

Cette nomination fait suite à celle de M. Jean-Michel Bloch-Lainé comme directeur général des impôts, qui a remplacé ce poste en août 1982. Philippe Rouvillois, Rappeler qu'en juin 1977 le service de la législation fiscale avait été détaché de la direction générale des impôts et qu'il dépend depuis cette date directement du ministre.

(M. Patrick Careil est né le 18 mars 1947, à Neuilly. Elève de l'ENA (1972-1974), il a été notamment rapporteur à la commission technique des ententes et position dominantes, rapporteur auprès du comité consultatif des plus-values, rapporteur de la commission d'étude sur l'instauration éventuelle d'un prélèvement sur les grosses fortunes (commission Blot-Mérand-Ventejol de 1978).

AFFAIRES

L'« apolitisme » du C.N.P.F. ou la « ligne Gattaz »

« Nous ne faisons pas de politique politicienne. Nous faisons de l'économie. » Combien de fois M. Gattaz, échaudé par les difficultés qu'a eues le C.N.P.F. à remonter le courant après avoir appelé à voter pour M. Giscard d'Estaing en mai 1981, a-t-il prononcé ces phrases ces derniers mois ? Est-ce si vrai ?

Expliquer qu'« à production égale, les entreprises françaises supportent deux fois plus d'impôts et de charges sociales (17 % du PIB) que leurs concurrentes américaines (7,4 %) et britanniques (8,2 %), et 80 % de plus que les entreprises allemandes (9,4 %) ou japonaises (9,8 %) », comme l'a dit M. Gattaz, à l'assemblée générale du C.N.P.F. le 18 janvier, c'est sans doute de l'économie.

Affirmer que, certes, le nombre des entreprises défilantes en 1982 a été légèrement inférieur à celui de 1981, mais qu'il reste à un niveau particulièrement élevé et que la taille des entreprises en difficulté a changé, c'est encore de l'économie : comme l'est peut-être la démonstration que les statistiques du chômage ne sont pas homogènes sur les dernières années.

En revanche, qualifier de « faux remèdes », l'allègement de la taxe professionnelle effectué à la fin de 1982, les enveloppes de prêts bonifiés, le moratoire des dettes — bref une bonne partie du dispositif gouvernemental, — c'est de la politique.

Dire qu'il n'y a pas de « solution vraie » hors d'une libéralisation de toutes les énergies — sous-entendu d'un libéralisme total — ou chercher à contourner les lois Auroux sur l'expression des travailleurs par la récupération de l'encadrement appelé à une gestion participative généralisée et par la volonté de dialogue direct avec les salariés, c'est toujours de la politique. Et encore ne s'agit-il que de quelques exemples parmi une multitude.

Alors pourquoi s'en cacher ? M. Gattaz a su moins une bonne raison. C'est que son message présenté sous cette forme technocratique passe bien. Un sondage que vient de réaliser l'institut Louis Harris pour l'émission « Le cœur du débat », qui oppose sur TF 1 le 19 janvier le président du C.N.P.F. à M. Fabius le prouve. Cinquante pour cent des personnes interrogées (contre 38 % estimant que, depuis le 10 mai 1981, les patrons ont réellement vu leurs difficultés augmenter du fait du gouvernement. Et si 85 % jugent la situation économique mondiale responsable du déficit extérieur, 78 % l'imputent aux charges trop lourdes qui pèsent sur l'entreprise.

Aussi 98 % des Français interrogés souhaitent-ils que le gouvernement et patronat parviennent à s'entendre. Le président du C.N.P.F. pouvait-il rêver plus belle approbation de « la ligne Gattaz » ?

BRUNO DETHOMAS.

L.B.M. LANCE EN FRANCE SON ORDINATEUR PERSONNEL

Dix-huit mois après sa sortie aux Etats-Unis, L.B.M. lance son ordinateur personnel (P.C.) en Europe. Tous les appareils destinés aux marchés européens, du Proche-Orient et d'Afrique, seront assemblés à Greenock, en Ecosse, à partir d'éléments provenant des différents pays européens. L'appareil, dont la configuration de base coûte 25000 francs, hors taxes, est destiné aux professionnels, aux professions libérales et à l'enseignement. C'est-à-dire à un public beaucoup plus vaste que la clientèle traditionnelle du numéro un de l'informatique. Pour cette raison, L.B.M. va innover et modifier ses méthodes de vente. Une nouvelle filiale, L.B.M. France Diffusion, vendra les ordinateurs à des revendeurs dont la liste n'est pas encore close. Seules les quantités supérieures à vingt seront vendues directement par L.B.M.

Cette méthode inédite avait été inaugurée aux Etats-Unis lors du lancement du P.C., et le résultat est apparemment satisfaisant.

Un nouveau vice-président du C.N.P.F. — L'Assemblée générale du C.N.P.F. a décidé de nommer vice-président du C.N.P.F. M. Francis Lepître, président de l'Association nationale des industries agro-alimentaires. Né le 19 juillet 1925, M. Lepître est ancien élève de l'ENA. Le C.N.P.F. compte onze vice-présidents.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

L'indice mensuel de la production industrielle, sans le bâtiment et les travaux publics, s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 128 en novembre comme en octobre sur la base 100 de 1970. En un an, la baisse de l'indice est de 1,5 % (novembre 1982 comparé à novembre 1981).

Energie

Les pays de l'OECE sont proches d'un accord sur la répartition des quotas de production à partir d'une formule proposée par l'Indonésie, a déclaré, mercredi 19 janvier, à Singapour, le ministre indonésien des mines et de l'énergie, M. Subroto. Le ministre s'est déclaré optimiste sur le résultat de la prochaine conférence consultative, dimanche 23 janvier à Genève. — (Reuters.)

Social

M. Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, a été reçu le 18 janvier par M. Mauroy. — Le premier ministre a écouté, pendant une vingtaine de minutes, le secrétaire général du Syndicat des chômeurs, qui avait entamé, le 25 décembre, une grève de la faim pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation des chômeurs de longue durée.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	DOURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bes + hauc	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-LL	6,8365 6,8435	+ 218	+ 245	+ 385
Scm	5,5730 5,5800	+ 75	+ 125	+ 170
Yen(100)	2,9010 2,9060	+ 150	+ 175	+ 280
DM	2,8330 2,8375	+ 170	+ 190	+ 315
Florie	2,5770 2,5805	+ 160	+ 180	+ 300
F.R.(100)	14,4610 14,4830	+ 240	+ 85	+ 445
F.S.	2,4520 2,4580	+ 310	+ 335	+ 355
L.(100)	4,9280 4,9300	+ 330	+ 350	+ 370
E.	10,7200 10,7250	+ 70	+ 165	+ 240

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-LL	8	7/8	9	5	9 1/4	8	11/16	9	3	9 1/2	8	11/16	9	5	9 1/4	8	7/8	9	5	9 1/4	8	11/16	9	3	9 1/2	8	11/16	9	5	9 1/4	8	7/8	9	5	9 1/4
SE-LL	11	3	3/16	5	5 1/2	10	3	3	3	9 1/2	10	3	3	3	9 1/2	10	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
SE-LL	5	5	5	12	1/4	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13		
SE-LL	16	5/8	1	1	1	1	3/4	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	3	2	
SE-LL	11	1/8	1	7/8	11	11	3/4	17	1	1/2	11	11	3/4	17	1	1/2	11	11	3/4	17	1	1/2	11	11	3/4	17	1	1/2	11	11	3/4	17	1	1/2	
SE-LL	13	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	

MONNAIES

Le groupe des Dix plus la Suisse mettront à la disposition du F.M.I. 19 milliards de dollars (au lieu de 7,1)

Réunis à Paris sous la présidence de M. Jacques Delors, les ministres de l'économie ou des finances du groupe des Dix (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada et Japon) ont pris la décision de porter de 7,1 à 19 milliards de dollars les ressources financières que le Fonds monétaire international peut sous certaines conditions leur emprunter. La Suisse deviendra un membre à part entière du groupe qui sera donc dans l'avenir le groupe des Onze. Les dispositions juridiques nécessaires seront prises pour que les devises ainsi mises à la disposition du F.M.I. puissent être prêtées à tous les pays membres de cette institution (et plus seulement à ceux du groupe des Dix). Quant à l'augmentation des quotes-parts du Fonds monétaire, il est annoncé dans le communiqué officiel que tout est prêt pour qu'une décision soit prise par le comité intermédiaire qui se réunira les 10 et 11 février à Washington. Aucun consensus ne s'est dégagé en ce qui concerne d'éventuelles politiques concertées de relance, mais il a été convenu que la question serait examinée au mois de mai prochain, à l'occasion de la réunion ministérielle de l'O.C.D.E. à Paris.

Au cours de la brève conférence de presse qu'il a donnée mardi soir au Centre Kléber à Paris, où s'était tenue sous sa présidence la session ministérielle du groupe des Dix, M. Delors a déclaré que la décision d'application des accords généraux d'emprunts (A.G.E.) s'inscrivait « dans un processus accéléré » d'accroissement des ressources du F.M.I. La seule décision qui relevait de la compétence du groupe des Dix concernait précisément ces accords généraux d'emprunts et elle a donc été prise. Les pays concernés sont convenus que le Fonds monétaire pourrait en cas de besoin leur emprunter un total de 17 milliards de D.T.S. (19 milliards de dollars) au lieu de 6,4 milliards de D.T.D. (7,1 milliards de dollars), soit une augmentation de 130 % environ. La Suisse qui contribuait jusqu'à maintenant aux A.G.E. sans y adhérer formellement deviendra un membre à part entière, après que quelques problèmes juridiques qualifiés de « secondaires » par M. Delors auront été réglés.

Autre modification très importante : la procédure de mise en œuvre sera modifiée pour que le Fonds monétaire puisse prêter les ressources qu'il empruntera auprès des Dix à l'importe quel de ces quelques cent quarante membres alors que jusqu'à maintenant, seuls les pays du groupe des Dix pouvaient bénéficier de crédits financiers par ce moyen (ce fut par exemple le cas de la Grande-Bretagne et de l'Italie en 1976 et 1977). Le Fonds monétaire, précise le communiqué, pourra faire appel au groupe des Onze « quand ses ressources seront inadéquates du fait de l'apparition d'une situation exceptionnelle liée à des demandes de crédits émanant de pays éprouvant des difficultés de balance des paiements d'une nature et d'un montant tels qu'ils peuvent constituer une menace à la stabilité du système monétaire international ». De l'avis général, une telle situation pourrait être invoquée aujourd'hui après les demandes de secours présentées successivement par les plus gros pays débiteurs, le Mexique, le Brésil, l'Argentine.

Selon la nouvelle procédure, le groupe des Onze continuera, comme dans l'ancienne, à juger de l'opportunité d'un appel à ses ressources mais une fois la décision prise, le Fonds monétaire (au sein duquel les dix pays en question - mais pas la Suisse qui n'en fait pas partie - ont la majorité) prendra normalement la direction des opérations pour l'utilisation des ressources ainsi empruntées.

Pour tenir compte de la participation de la Suisse, la part relative des pays participant a été modifiée. Voici quelles seront les nouvelles contributions et la clé de répartition :

Millions de D.T.S. (1)	%
Etats-Unis.....	4.250 25,00
R.F.A.....	2.380 14,00
Japon.....	2.125 12,50
France.....	1.700 10,00
Royaume-Uni.....	1.700 10,00
Italie.....	1.105 6,50
Canada.....	892,5 5,25
Pays-Bas.....	850 5,00
Belgique.....	595 3,50
Suède.....	382,5 2,25
Suisse.....	1.020 6,00
TOTAL	17.000 100,00

(1) D.T.S. = 1,10 dollar ou 7,40 F.

Il est entendu que l'Arabie Saoudite pourra faire une contribution « parallèle » à celle des pays du groupe des Onze. Cette contribution s'ajoutera, selon des sources françaises bien informées, à la troisième tranche de 4 milliards de dollars que ce pays doit prêter au F.M.I.

C'est au taux du marché que le groupe des Onze prêter au Fonds monétaire comme ce fut toujours le cas depuis l'origine des accords généraux d'emprunts conclus pour la première fois en 1962. Et, bien sûr, le Fonds monétaire prêter lui-même les ressources qu'il se sera ainsi procurées au même taux (majoré d'une minime commission). C'est là une différence importante avec les prêts ordinaires du Fonds monétaire actuellement assortie d'un taux de 6,5 %. En revanche, les prêts financés par les A.G.E. pourront comporter des délais de ren-

boursement plus longs, les prêts ordinaires étant généralement remboursables au bout de trois ans. Il semble que la discussion soit bien avancée en ce qui concerne l'augmentation de 40 % à 50 % des quotes-parts du Fonds monétaire, qui passerait d'un total de 6,1 milliards de D.T.S. (soit 7,2 milliards de dollars) à 90 milliards de D.T.S. (soit 99 milliards de dollars). Ces chiffres correspondraient à une augmentation de 47 %, mais ne comporteraient qu'une quinzaine de milliards de devises convertibles (ajouter aux ressources procurées par les A.G.E.).

La décision sera prise normalement au Comité intermédiaire, qui se réunira les 10 et 11 février à Washington. L'après-midi de mardi a été consacré à une discussion sur la situation économique mondiale. « On ne peut pas dire que les points de vue étaient convergents quant à l'analyse de la situation », a indiqué M. Jacques Delors. Le ministre français avait surtout un allié en la personne du ministre suédois pour réclamer une politique de relance visant expressément à réduire le chômage. Le communiqué approuvé par tous estime que c'est en continuant à réduire l'inflation, à encourager des taux d'intérêt bas et une modération dans l'augmentation des revenus qu'un pourra aboutir à une croissance économique durable. Le communiqué officiel fait aussi état de l'examen que l'O.C.D.E. et le Fonds monétaire vont entreprendre en vue de déterminer si « de nouveaux pas pourront être pris en vue d'assurer une croissance soutenue ».

ÉTRANGER

UN RAPPORT DU CEPII SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

« La montée des tensions »

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, chargé du plan et de l'aménagement du territoire, a présenté mardi 18 janvier à la presse le rapport du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) sur l'état de l'économie mondiale intitulé « La montée des tensions » (1). Cet important rapport, qui porte principalement sur les dix dernières années, met en relief le rôle joué par le déclin industriel des pays occidentaux dans la crise économique mondiale.

A l'occasion de cette présentation, M. Rocard a installé dans ses fonctions de président du CEPII M. Michel Albert, ancien commissaire général au Plan et président des Assurances générales de France.

Un rapport sur l'évolution de l'économie mondiale au cours de ces dix dernières années, n'en détermine pas les grandes lignes ? L'instabilité monétaire et choc pétrolier apparaissent comme des causes suffisantes de la crise que connaissent les pays industrialisés. Le CEPII apporte cependant un éclairage supplémentaire et capital dans l'analyse en montrant la rôle considérable qu'a joué le déclin industriel des pays occidentaux dans le développement de cette crise. La dégradation générale de la rentabilité industrielle précède les effets des ruptures énergétiques et monétaires, alors que ce sont ces dernières que l'on évoque le plus souvent.

« Les ruptures industrielles sont plus graduelles et n'ont été perçues qu'avec retard, au point qu'on a pu croire qu'elles constituaient seulement une conséquence des autres ruptures », note le rapport, avant d'analyser les tendances de la production manufacturière de l'ensemble du monde sur ces dix dernières années. Au demeurant, il convient de parler de mutation plutôt que de crise. Nous trouvons dans une phase de transition entre deux révolutions industrielles, nous ne suivons pas avec suffisamment d'attention la remise en cause des positions dominantes : « De nouvelles spécialisations se dessinent, qui vont précéder l'effacement des positions acquises antérieurement ».

L'effet premier de la rupture industrielle, qui trouve son origine dans les grandes économies occidentales, sera « une réduction du rythme de croissance qui se diffuse graduellement à l'ensemble du monde ». Les conséquences en seront un déséquilibre ressenti dans les pays en cours d'industrialisation, qui vont devoir recourir à un endettement excessif, et dans les pays de l'Est, pour lesquels « le recours à la technologie occidentale - qui avait permis jusque-là de masquer les

déficiences internes - devient de plus en plus coûteux ». Bien évidemment, les trois mouvements (industriel, monétaire et énergétique) se renforcent mutuellement pour concourir à la déstabilisation de l'économie mondiale. Si l'on insiste sur le premier, c'est qu'il est moins connu que les deux autres, du moins trop peu mis en évidence. C'est un des grands mérites de ce rapport que de souligner son importance.

Pour le CEPII, force est également de constater l'« impasse des politiques macro-économiques » : tant les politiques keynésiennes de relance que les politiques monétaires restrictives, « dont les effets sont encore plus pervers sur l'industrie, car elles ignorent totalement les racines structurelles de l'inflation ».

Chacun sait que la crise pourrait se transformer en krach financier et que, pour l'éviter, on se contente présentement de réchelonner les dettes. D'où l'urgence nécessaire d'une reprise de la coopération financière internationale, prônée par certaines instances gouvernementales et encouragée par le CEPII.

Cela ne dispense pas d'une action spécifique en faveur de l'industrie. « L'Ouest doit trouver en son sein les ressorts d'une nouvelle croissance », souligne le rapport. C'est sur ce plaidoyer argumenté que se clôt l'étude, en estimant que « au-delà de leurs spécificités nationales irréductibles, les pays européens sont tous confrontés sur le plan industriel aux mêmes problèmes ». La non-coordination de leurs politiques ne peut qu'aggraver la crise. Aussi le CEPII suggère-t-il de multiplier les projets industriels conjoints afin de renforcer les positions internationales de l'Europe. — F. S.

(1) L'économie mondiale : la montée des tensions, rapport du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Editions Economica, 320 pages, 125 francs.

RÉGIONS

Bretagne

LES LENDEMAINS DE LA CHARTE CULTURELLE

Réparer les injustices faites à la langue bretonne

De notre correspondant

Renues. — Promise le 8 février 1977 par le président de la Région publique — alors M. Giscard d'Estaing — à Plœrmel, dans le Morbihan, pour « favoriser le maintien des cultures bretonnes sous toutes les formes », signée un an plus tard, la charte culturelle de Bretagne est arrivée à expiration le 31 décembre 1982. Très critiquée par la plupart des associations et des mouvements culturels de Bretagne, tout comme par les partis de gauche, en raison d'une insuffisance des moyens mis en œuvre, la charte aura eu toutefois une influence non négligeable.

A la veille de la signature d'une convention culturelle, bon nombre de responsables d'associations y font référence et souhaitent que l'idée ait soit reprise.

En cinq ans, 30 millions de francs de crédits d'équipement (moitié venant de l'Etat, moitié de l'établissement public régional) et plus de 15 millions de francs de crédits de fonctionnement, moitié de l'Etat et moitié des cinq départements de la Bretagne historique (1), sont venus s'ajouter aux interventions ordinaires du ministère de la culture, et, en raison des taux de subventions retenus, ces sommes ont entraîné plus de 100 millions de francs de dépenses culturelles, qui « auraient pu être faites sans la charte ».

Outre l'aide substantielle accordée aux associations qui ont pu développer leurs équipements et étoffer sensiblement leurs effectifs, on notera une participation significative dans la réalisation du conservatoire régional de chants et de danses traditionnelles de Lorient (6 millions de francs), les efforts consentis pour la restauration des chapelles, la préservation du patrimoine maritime, le développement des centres d'action culturelle ou encore la création d'un fonds régional d'art contemporain.

L'agence touristique régionale, mise en place dans le cadre de la charte, et installée à Plœrmel, a permis aux associations de disposer de matériels (expositions, spectacles) loués aux collectivités locales à des prix symboliques. Son action va continuer désormais sous la responsabilité du conseil régional.

En revanche, le comité interdépartemental chargé de la répartition des subventions de fonctionnement et composé de neuf représentants de l'Etat et de neuf représentants de conseils généraux n'a pas toujours su éviter le saupoudrage. Il a même pris de grandes libertés par rapport aux avis émis par le conseil culturel de Bretagne : même si, comme le remarque M. Michel Denis (qui a présidé pendant cinq ans ce conseil culturel), « il y a eu une certaine neutralisation dans la répartition des fonds publics ».

Précisément, c'est sans doute au conseil culturel que le côté positif de la charte s'est fait sentir. La rencontre d'une « même assemblée consultative d'élus locaux et d'amateurs d'associations culturelles » a permis un dialogue, des échanges, une meilleure compréhension des difficultés de chacun. La mission du conseil culturel au-delà de la charte apparaît aujourd'hui acquise et ses membres espèrent que ses avis et propositions pour la définition d'une politique globale seront pris en compte aussi bien par l'Etat que par la région, les départements et les grandes villes de Bretagne.

Dans le secteur de l'enseignement de la langue et de la culture bretonnes, les moyens nécessaires n'ont pu être débloqués pour répondre aux besoins (50.000 élèves de l'académie de Rennes ont exprimé, lors d'une enquête leur désir d'apprendre le breton) et surtout pour contribuer à la « réparation historique » évo-

quée dans le rapport de M. Henri Giordan sur les langues et les cultures régionales minoritaires (2). « On n'a pas arrêté la stagnation et le recul de la langue bretonne, explique M. Michel Denis. Or il y a urgence et l'urgence est de tout à fait justifiée. Il convient d'aller au-devant de la demande ». Des lycées de breton ont été créés (non sans mal) à Rennes et à Brest, mais le CAPES est toujours refusé.

L'Union démocratique bretonne fait remarquer de son côté que « les impenses nécessaires à l'enseignement du breton (200 postes) nous pesent de façon considérable sur le budget des choses qui nous sont chères ».

Autre point noir dans le bilan de la Charte culturelle : la diffusion de la culture et de la langue bretonne à la radio et à la télévision. On n'a pas pris au sérieux les problèmes audiovisuels dans l'application de la Charte culturelle, souligne M. Michel Denis, qui suit manier l'enthousiasme. L'octroi de quelques minutes supplémentaires par semaine d'informations en langue bretonne, la réalisation dans la même langue de quelques documentaires, la mise en place de Radio-Bretagne ouest à Quimper (où le breton et le français alternent avec plus ou moins de bonheur d'ailleurs) n'ont guère réduit une volonté très affirmée d'utiliser davantage les moyens audiovisuels. Le comité consultatif régional de l'audiovisuel prévu depuis 1974 et repris par la Charte culturelle n'a jamais vu le jour. Le comité consultatif régional des programmes, mis en place en mai 1982, qui n'a su se réunir que deux fois depuis, ne peut qu'émettre des avis sur des projets d'émissions déjà approuvés par un comité de lecture sans pouvoir se prononcer sur une politique globale.

Prévu par la Charte, l'Institut culturel de Bretagne, mis en place avec un certain retard en 1982, dispose désormais d'une vocation générale publique, à travers les travaux de médiation de ses quatre sections : de base qui vont des sports aux relations interethniques et de l'histoire à la protection de l'environnement, il coordonne le développement et la diffusion de la culture bretonne dans son acceptation la plus large. L'Institut devra proposer des projets d'actions, soit pour la recherche, soit pour l'animation culturelle. Le fonctionnement de cet outil nouveau dépendra des moyens que la région acceptera de lui accorder. Et, pour l'Union démocratique bretonne, à travers cet Institut, « moins turbulent » que le Conseil culturel de Bretagne, « la droite cherche à récupérer les mouvements culturels bretons et a donc décidé de défendre la survie d'une instance dont elle souhaitait se débarrasser avant le mois de mai 1981 ».

An Conseil culturel de Bretagne aussi, l'après-Charte s'est traduit par des évolutions particulièrement significatives. Son nouveau président, M. Michel Quenec'h, universitaire, originaire du Nord, non bretonnant et non militant mais appuyé par le parti socialiste, entend promouvoir et défendre la culture bretonne et non plus seulement la culture bretonne. Une orientation et un subtil « distingué » qui, évidemment, ne rencontrent pas l'assentiment de tous.

CHRISTIAN TUAL

(1) Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Atlantique.
(2) Ce rapport intitulé *Démocratie culturelle et droit à la différence* a été publié à la Documentation française.

Ile-de-France

Les mises en chantier de logements ont baissé de 16,4 %

Double cri d'alarme pour le bâtiment en Ile-de-France : celui de la Fédération parisienne du bâtiment (F.P.B.) et celui de la Chambre syndicale des promoteurs-construc-teurs (C.S.P.C.).

Selon M. Gilbert Leflaure, qui vient d'être réélu président de la F.P.B., « les indications dont nous disposons en septembre 1983 valent une nette aggravation de la crise ». Pendant les onze premiers mois de 1982, les mises en chantier de logements ont reculé de 16,4 % ; les autorisations de construire, de 25,1 %, et l'entretien et la réhabilitation, de 5 %.

Chez les promoteurs-construc-teurs, de la même façon, M. Michel Peleg, président de la

Chambre syndicale, juge le bilan « déplorable », ajoutant qu'on « voit mal des perspectives de développement ». Les ventes d'appartements neufs ont été de 11.000 en 1982 (contre 23.000 en 1980 et plus de 39.000 dans les années 1977-1979). Le stock de logements achevés ou en cours de construction est de 18.000, et les professionnels s'attendent que 10.000 ventes en 1983, soit une nouvelle baisse de 10 %.

Enfin, autre indice défavorable, 21 % des candidats à l'accession à la propriété qui avaient obtenu leur permis de construire se sont déistés, les prix auxquels sont offerts les logements neufs (13.000 F le mètre carré en moyenne dans Paris et la première couronne) leur étant inaccessibles.

Du 21 janvier au 12 février

Exposition ameublement décoration

“Les Tables Mailfert-Amos reçoivent...”



Chez Marc Barroux

Architecte décorateur - 6, avenue d'Eylau - Paris 16^e

du lundi au samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration convoque les actionnaires à une assemblée générale extraordinaire le samedi 29 janvier 1983 à 11 heures au cinéma Carlos-III, 5, rue de Goya à Madrid, en deuxième session, étant donné que la première, convoquée par la présente annonce au même endroit et à la même heure de la veille, ne pourra vraisemblablement pas avoir lieu.

ORDRE DU JOUR

- 1) Présentation du rapport de l'exercice 1982.
 - 2) Autorisation au conseil d'administration pour exécuter, face aux Bourses officielles de commerce correspondantes, ce prévu dans l'article 27-b de la réglementation de celles-ci, lors de sa nouvelle rédaction, établie par le décret royal 1536/1981, du 13 juillet, en ce qui concerne l'admission et, s'il y a lieu, l'exclusion de la cotation officielle des actions provenant de la dernière augmentation de capital.
 - 3) Rapport sur le changement de l'adresse sociale de 26, rue Alcalá, angle rue de Codazurra, à 34, rue de Velazquez, angle rue de Goya, et la correspondante modification de l'article 3 des statuts de la société.
 - 4) Modification de l'article 4 des statuts de la société.
 - 5) Acceptation de démissions et ratification des nominations de conseillers.
 - 6) Questions diverses.
- Le conseil convoque également les actionnaires à une assemblée générale ordinaire le jeudi 30 juin 1983, à 13 heures, 29, rue José-Ortega-y-Gasset, Madrid 6, en deuxième session, étant donné que la première, convoquée la veille à la même heure et au même endroit, ne pourra certainement pas avoir lieu, avec l'ordre du jour suivant : 1) approbation du rapport, bilan, compte de pertes et profits, gestion sociale de l'exercice 1982 ; 2) accord légal et statutaire sur la répartition des bénéfices ; 3) désignation des actionnaires vérificateurs des comptes pour l'exercice 1982.
- Les actionnaires recevront à leur domicile une convocation détaillée. Pour assister ou se faire représenter aux assemblées, ils devront accomplir les formalités nécessaires au moins cinq jours avant les dates prévues. Tout renseignement sur ces séances ou information concernant la société leur seront données, 29, rue José-Ortega-y-Gasset, rue-de-chausée, Madrid 6.
- Madrid, le 7 janvier 1983.

BANCO POPULAR ESPAÑOL.
Le secrétaire du conseil d'administration.



Accepte sur dividende : 22 F
Coffre d'attelage consolidé : + 16,5 % (e)

Le conseil d'administration, dans sa séance du 12 janvier 1983, a décidé de verser un acompte sur dividende de 22 F, assorti d'un avoir fiscal de 11 F. Cet acompte sera mis en paiement à partir du 31 janvier 1983 sur présentation des titres nominatifs ou contre remise du coupon n° 21.

Le chiffre d'affaires consolidé 1982 a progressé de 16,5 % (e).

(e) Estimé.

NOUVEAU
OFFREZ VOUS UNE SÉANCE DE PSYCHOTHÉRAPIE PAR ORDINATEUR POUR 60 F. FOURNEUX EXPLOITENT VOS ATOUTS ET MEILLEURS DOMAINE VOS POINTS FAIBLES. Pour profiter de cette offre, veuillez envoyer le BON suivant accompagné d'un chèque (ou un mandat de 60 F. Vous recevrez un modèle d'intervention que vous nous renverrez. Dès lors, votre bilan vous parviendra dans les délais les plus courts.

Nom Prénom

Adresse
A RENVoyer AU :
Centre de Biens Psychologiques Informatisés
34, av. des Champs-Élysées 75008 Paris



SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %
Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois. FIN DE SÉRIES. Stock limité.

ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris
Tél. 285-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

Construction du barrage de DKHILA sur l'oued ISSEN

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL pour la présélection des soumissionnaires

Le Ministère de l'Équipement Administration de l'Hydraulique - Direction des Équipements hydrauliques - lance un concours en vue de la présélection des soumissionnaires pour la construction du barrage de DKHILA sur l'oued ISSEN. Le site de DKHILA est situé dans l'Anti-Atlas à 35 kilomètres d'Agadir.

Le projet portera sur la réalisation du génie-civil d'un barrage mobile en béton, d'une prise d'eau et d'ouvrages de traitement. L'ensemble de ces travaux nécessite l'exécution d'environ :

- 55.000 mètres cubes de béton ;
- 100.000 mètres cubes d'excavations ;
- 10.000 mètres cubes de remblai.

Il est précisé que ce concours s'adresse seulement aux entreprises générales de génie-civil qui auront la charge de la totalité des travaux. Ces entreprises auront la faculté de confier à des sous-traitants agréés, et selon les modalités qui seront fixées au cahier des charges, certains travaux spécialisés tels que forages, injections, etc.

Les entreprises intéressées par la réalisation des travaux sont invitées à retirer auprès de l'Administration de l'Hydraulique - Service des Marchés - Route des Zafers - Rabat, le dossier de présélection fixant les conditions de participation.

Il devront faire parvenir leur réponse accompagnée d'une demande d'inscription au plus tard le 21 février 1983 à 12 heures à l'adresse suivante :

Ministère de l'Équipement
Administration de l'Hydraulique
Casier - Rabat - Chellah
RABAT - MAROC

COMPAGNIE METALLURGIQUE ET MINIERE

Le conseil, réuni le 11 janvier 1983, a pris acte de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 1982 d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 30 MF.

Usant de cette autorisation, il a décidé le principe d'une augmentation de capital contre espèces par souscription d'une action nouvelle pour trois actionnaires. Le Conseil se réunira à nouveau le 7 février 1983 pour constater le montant du capital à la suite de la conversion d'obligations 10 % décembre 1978 et fixer le montant et les modalités de cette augmentation de capital. Le conseil a également décidé, pour permettre cette opération, de suspendre la conversion des obligations du 2 février au 27 mars 1983.

Le président a indiqué au conseil que les résultats prévus pour l'exercice 1982 devraient permettre, en tout état de cause, de maintenir le dividende de l'exercice 1981 qui était de 14 F par action avec un avoir fiscal de 7 F.



SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF À LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AÉDIFIANDI (UNION SÉQUANAISE URBAINE)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % minimum actions françaises (loi Mooney)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1982						
- Nombre d'actions en circulation	3 151 455	921 182	650 100	799 003	1 003 466	1 839 456
- Actif net total (en millions de F)	552,89	182,91	101,58	178,56	274,09	456,02
- réparti comme suit :						
a) France :						
- Obligations classiques et indexées	97,9 %	46,5 %	40,6 %	32,1 %	38,8 %	33,2 %
- Obligations convertibles	néant	0,6 %	1,4 %	3,2 %	néant	1,2 %
- Actions	néant	néant	50,5 %	32,4 %	44,8 %	14 %
b) Étranger :						
- Actions et obligations	néant	47 %	3,8 %	27,1 %	14,3 %	47,8 %
- c) Disponibilités	2,1 %	5,4 %	3,7 %	3,2 %	néant	3,8 %
d) Bons du Trésor	néant	0,5 %	néant	néant	néant	néant
e) Valeur liquidative de l'action en F	175,44	198,56	néant	223,48	273,15	249,26



LA SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :
378, rue Saint-Honoré, 75003 Paris Cedex 01 - Tél. 261-53-44.
Tour Assur. quartier Louis-Blanc, Cedex 14 - 92083 PARIS LA DÉFENSE - Tél. 766-16-10 et dans ses agences de province.

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins BANQUE INDOSUEZ

Orientation des placements	INDOSUEZ FIDELITY	INDOSUEZ SÉLECTION (1)	INDOSUEZ REVENUE	INDOSUEZ SÉCURITÉ	INDOSUEZ ÉQUILIBRÉE	INDOSUEZ ÉNERGIE	INDOSUEZ ÉCONOMIQUE	INDOSUEZ ÉTRANGER	INDOSUEZ MULTISÉCTORIELLES
actif net au 31 déc. 1982 (en millions)	1.031	623	1.180	888	323	496	1.272	946	365
valeur de l'action au 31 déc. 1982	464,55	277,67	427,71	325,16	362,18	276,17	698,51	379,48	386,55
revenus distribués (intérêts d'impôt compris) du 31 déc. 1977 (ou depuis la date de création) au 31 déc. 1982	81,62	60,25	116,85	145,76	95,14	58,38	51,35	47,76	(14 4 80) 60,87
100 F investies le 31 déc. 1977 (ou depuis la date de création) valaient le 31 déc. 1982 de	314,31	234,76	226,94	176,83	239,18	234,51	399,83	312,06	(14 4 80) 168,23

une documentation peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement

Siege social : 96, boulevard Haussmann 75008 Paris - Tél. 561.20.20

(1) SICAV "Monory"
(2) dividendes et crédits d'impôt inclus

L.M. 01.83

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 12,50 % (ex-9 %) 1963

Les intérêts courus du 10 février 1982 au 9 février 1983 sur les obligations Électricité de France 12,50 % (ex-9 %) seront payables, à partir du 10 février 1983, à raison de 35,00 F par titre de 280 F nominal, contre détachement du coupon n° 20 et estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,20 F (montant global : 39,20 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,60 F soit un net de 29,40 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par les lettres « E », « A » et « D » sont respectivement remboursables depuis les 10 février 1969, 1975 et 1981.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 5,75 % 1966

Les intérêts courus du 25 février 1982 au 24 février 1983 sur les obligations Électricité de France 5,75 % 1966 seront payables, à partir du 25 février 1983, à raison de 20,70 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,30 F (montant global : 23,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,44 F soit un net de 17,26 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « C » sont remboursables depuis le 25 février 1976.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 6,25 % février 1976

Les intérêts courus du 20 février 1982 au 19 février 1983 sur les obligations Électricité de France 6,25 % février 1976 seront payables, à partir du 20 février 1983, à

raison de 22,50 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 16 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,50 F (montant global : 25,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,74 F, soit un net de 18,76 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par les lettres « D », « C » et « E » sont respectivement remboursables depuis les 20 février 1972, 1977 et 1982.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8,50 % février 1971

Les intérêts courus du 1^{er} février 1982 au 31 janvier 1983 sur les obligations Électricité de France 8,50 % février 1971 seront payables, à partir du 1^{er} février 1983, à raison de 34,43 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,83 F (montant global : 38,26 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,73 F, soit un net de 28,70 F.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8,50 % janvier 1972

Les intérêts courus du 3 février 1982 au 2 février 1983 sur les obligations Électricité de France 8,50 % janvier 1972 seront payables, à partir du 3 février 1983, à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F (montant global : 42,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F, soit un net de 31,88 F.

CADO Systems Corporation

has been acquired by

Continental Telecom Inc.

The undersigned initiated this transaction, assisted in the negotiations leading to its conclusion, and acted as financial advisor to CADO Systems Corporation.

L. F. ROTHSCHILD, UNTERBERG, TOWBIN

January 6, 1983

Handwritten signature and stamp at the bottom of the page.

Une certaine idée de l'Europe

En trente ans, deux révolutions techniques ont totalement transformé les conditions de travail des activités dites tertiaires, de service ou de bureau : l'informatique et la xérographie.

Aujourd'hui, leur combinaison avec les télécommunications et les techniques de traitement des images débouche sur de multiples développements : création et traitement de textes, télécopie, courrier électronique, diffusion de l'information à grande échelle, etc. En un mot, sur une discipline nouvelle : la bureautique.

Après une longue lutte, l'informatique a enfin gagné droit de cité. Il aura fallu convaincre, non sans peine, les gestionnaires et les décideurs, les employés comme les cadres. A peine ce combat gagné, voici déjà une nouvelle croisade - peut-être plus complexe, parce qu'elle englobe toutes les tâches - celle de la bureautique.

La révolution du tertiaire ne fait que commencer.

Après avoir montré dans le domaine de la reprographie qu'il était capable d'apporter une réponse aux défis technologiques, Rank Xerox décide aujourd'hui de livrer une nouvelle bataille : celle de la bureautique. En se lançant sur ce marché, Rank Xerox participe activement aux transformations qui secouent actuellement le monde du bureau. Et pour le Groupe européen, le temps n'est plus aux palabres : voici déjà l'ère de la production et de la commercialisation.

Une identité...

Rank Xerox dispose en Europe de moyens industriels, technologiques, financiers et humains qui lui permettent de jouer un rôle actif dans le développement du bureau électronique.

32 000 employés dans 16 pays européens, Rank Xerox constitue aujourd'hui une des plus grandes entreprises européennes. C'est également le premier ensemble industriel et commercial dans le secteur de la reprographie et de la bureautique en Europe.

Un ensemble qui investit et crée, qui conçoit et produit, qui vend et exporte, telle est aujourd'hui la réalité du groupe Rank Xerox.

Le potentiel d'études, de développement et de production de Rank Xerox est articulé autour de cinq grands centres implantés dans quatre pays européens : Welwyn Garden City et Mitcheldean en Grande-Bretagne, Venray aux Pays-Bas, Coslada en Espagne et Neuville-en-Ferrain, près de Lille, en France. A elles seules, ces cinq unités occupent quelque 7 500 personnes, soit le quart des effectifs totaux du groupe en Europe. Elles couvrent la totalité du processus industriel, depuis les recherches et le développement jusqu'à l'assemblage, en passant par la production des sous-ensembles qui composent tous les matériels.

En fonction d'une répartition des tâches coordonnées tant pour les études que pour les fabrications, ces cinq unités conçoivent, fabriquent, assemblent et reconditionnent les divers équipements de la gamme Rank Xerox. Au niveau des études, par exemple, Welwyn Garden City participe en tant que partenaire à part entière aux programmes mondiaux visant à la conception et au développement des matériels de reproduction ou de duplication à grande vitesse qui devront répondre, au cours des prochaines années, aux besoins des utilisateurs.

...et des usines européennes

Avec vingt-deux ans d'expérience en recherche et fabrication dans tous les domaines de la mécanique, de l'optique, de l'électro-mécanique et de l'électronique, l'usine de Mitcheldean est particulièrement orientée vers la production des modèles de haut de gamme. L'usine de Venray qui fut dès 1964 aux Pays-Bas la première unité continentale du groupe, est notamment chargée de la mise en fabrication d'une nouvelle génération de copieurs et de duplicateurs qui seront commercialisés au cours des prochaines années. Elle est en outre, avec l'usine espagnole de Coslada, l'un des



C'est dans cette usine, sise à Neuville-en-Ferrain près de Lille, que Rank Xerox a décidé de produire la gamme de machines à écrire électroniques Xerox 600 pour l'ensemble du marché européen.

dans son activité de reconditionnement des copieurs après révision. Elle est destinée aujourd'hui à produire, pour l'ensemble du marché européen, la gamme des machines à écrire électroniques Xerox 600, les lecteurs de disques souples Shugart et les terminaux Diablo.

Disposant de près de 37 000 m² de surfaces utiles, elle occupe actuellement près de 700 personnes, exporte les trois-quarts de sa production vers l'Europe et les pays de l'Est et consacre jusqu'à 7 % de sa masse salariale au perfectionnement permanent de ses effectifs en ateliers.

L'usine française devient ainsi le centre européen de production des matériels de bureautique de Rank Xerox, ceci grâce à un investissement de 110 millions de francs. Cette nouvelle étape dans la vie du groupe, réalisée en concertation avec les pouvoirs publics français, tout en assurant l'emploi, débouche sur trois faits notables : l'usine lilloise est actuellement la seule unité de production de machines à écrire électroniques en France ; elle offre la possibilité de découvrir et de mettre en application de nouvelles technologies à l'intérieur de l'Hexagone ; enfin, elle engendrera un volume d'exportation significatif. Suffisamment significatif pour participer à la réduction du déficit français dans ce secteur.

Demain, un espace bureautique européen

Appuyé sur ses capacités, son expérience et ses moyens, soutenu par son appartenance à un secteur industriel qui, en dépit de la crise internationale, affiche encore un taux de croissance positif, le groupe Rank Xerox a conscience de pouvoir jouer pleinement son rôle dans l'évolution des conditions de travail du secteur tertiaire en Europe au cours des prochaines années.

Car nul n'ignore, en effet, que la nouvelle productivité de celles-ci passera, en majeure partie, par la généralisation des techniques de création, de duplication, de traitement et de transmission des informations dont le volume et la complexité pèsent encore aujourd'hui lourdement sur les coûts collectifs.

Fera-t-il cavalier seul ? Certainement, non. Pour aborder cette nouvelle phase, il est, sans aucun doute, préférable de réunir un maximum de compétences.

Et pour parvenir à ce développement, les pays industrialisés devront disposer de pôles industriels cohérents et de haut niveau, c'est-à-dire ayant déjà fait leurs preuves. Qu'ils offrent des apports technologiques originaux ou de recherche et qu'ils mettent au point de manière concertée de nouvelles technologies, en coopération avec d'autres groupes européens.

Rank Xerox est un de ces pôles. Il est le premier à vouloir jouer la carte de la coopération parce qu'il a su, en vingt-cinq ans, valoriser des techniques internationales en les adaptant aux besoins spécifiques des utilisateurs européens.

Aujourd'hui, cette capacité lui a déjà permis de s'associer avec le

groupe Thomson-CSF pour la mise au point et le développement du futur disque optique numérique.

Dans le domaine des réseaux locaux de transmission, qui seront demain à la base des systèmes bureautiques, c'est le principe de son réseau Echeriet qui a été retenu, sous forme d'acquisitions de licences, par plus d'une centaine de sociétés.

Demain, en Europe, de nombreux besoins devront être satisfaits pour accroître l'efficacité des entreprises et des organisations. Rank Xerox proposera sa solution, sans toutefois oublier en chemin de pratiquer une politique de concertation avec ses principaux partenaires.

Et Rank Xerox participera à cette nouvelle tâche dans l'esprit qui a toujours guidé sa conduite industrielle : fournir à la collectivité, aux meilleures conditions techniques et commerciales, les équipements et les services dont elle aura besoin.

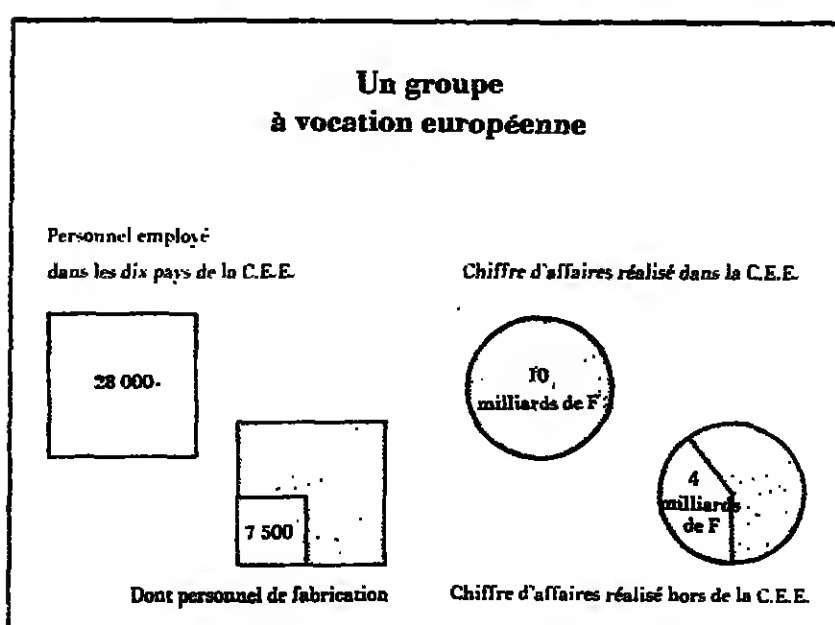
« Une plus grande collaboration avec les partenaires nationaux »



M. Bernard Fournier, vice-président-directeur général de Rank Xerox, nous rappelle qu'à plusieurs reprises son groupe a indiqué qu'il était prêt à soutenir une politique commune européenne dans le secteur de la télématique. Bernard Fournier nous déclare : « A ma connaissance, Rank Xerox est la plus importante « joint-venture » Europe-USA. Et un tel type d'accord pourrait être un modèle permettant d'associer les compétences et les marchés tout en faisant contrepoise à des groupes spécifiquement américains ou japonais ».

Bernard Fournier ajoute : « Je souhaite que la crise économique actuelle ne pousse pas les différents pays européens vers une politique par trop nationaliste qui, par exemple, en morcelant les marchés, freinerait l'industrie européenne ou isolerait l'Europe de pays à haute technologie, à un moment où chacun sait que ce secteur est promis à un fort potentiel ».

Bernard Fournier affirme : « A l'exemple de l'accord de recherche sur le disque optique numérique passé avec Thomson-CSF en 1980, nous souhaitons collaborer avec des partenaires français, et ce, sur différents plans ».



Pour quelles raisons Rank Xerox joue-t-il résolument la carte de l'Europe ? Pour une raison très simple : il faut être parfaitement européen pour pénétrer les marchés de la Communauté économique européenne.

Avec son chiffre d'affaires de plus de 14 milliards de francs en 1981, réalisé à plus de 70 % dans la Communauté économique européenne, et des effectifs de 37 000 personnes, dont

deux seuls producteurs européens d'encre en poudre spéciale pour copie à sec, le « toner ».

C'est de l'usine française de Neuville-en-Ferrain que vont sortir les matériels du bureau du futur en Europe. Intégrée à la métropole du Nord, au cœur de la Communauté européenne, cette usine existe depuis 1973. Elle était jusqu'à présent la plus grande unité du groupe en Europe.

RANK XEROX

Siège social :
5, rue Bellini
92806-PUTEAUX

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 janvier

Effritement des actions Recul de l'or

A peu de chose près, la Bourse de Paris s'est contenée, mardi, de reproduire ses cours de la veille.
En baisse de 0,15 % à l'approche du son de cloche final, l'indicateur instantané porte à 0,40 % le terrain perdu depuis le début de la semaine.

Dans l'ensemble, les échanges restent peu étoffés (seuls 71 millions de F ont été négociés lundi en valeurs françaises sur le marché à terme), et, les écarts de cours qui résultent de quelques centaines de titres échangés ne sont pas rares.

fortes baisses avec un repli de 5,6 %, seuls 25 titres ont trouvé preneur ! Imétal et Penarroya, deux filiales industrielles de l'ex-banquier Rothschild, qui vont bientôt entrer dans le giron de la financière de Suez, sont à nouveau en perte de vitesse (-2 % et -5,5 % respectivement). Les valeurs pétrolières perdent également du terrain, notamment Esso (-4,8 %) et le certificat Elf-Aquitaine (-2,8 %).

L'or a fait marche arrière sur la scène internationale pour se négocier à 487 dollars l'once (494,50 lundi midi) et le lingot embotte le pas au métal fin à 105250 F (-350 F), tandis que le napoleon, au contraire, s'ajuste 10 F 720 F.

A 8,44/47 F. le dollar a progressé nettement sur la veille (8,33/36 F.).

Par ailleurs, les autorités ont suspendu « jusqu'à nouvel avis » la cotation de Colas et Sacer en raison « d'un projet d'information financière ». Enfin, la société américaine Pullman qui détient 68,6 % du capital de Trailor, a déposé un projet d'OP simplifiée sur le solde des actions de cette société.

LA VIE D

MERLIN-GERIN. — La société annonce un chiffre d'affaires (hors taxes) de 4 milliards de francs au titre de l'exercice 1982 pour la part sociétal mère, progression de plus de 35 % sur le précédent exercice. Dans le même temps, le groupe Merlin-Gerin a réalisé un chiffre d'affaires (égalemeht hors taxes) de 5 milliards de francs, en hausse de 28 % sur 1981, le montant des commandes courantes atteignant 5,4 milliards de francs. Quant au résultat (avant impôts et intérêts) de la société mère, celui-ci devrait atteindre les 140 millions de francs pour Merlin-Gerin S.A. et 180 lions de francs pour le groupe.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MERLIN-GERIN. — La société annonce un chiffre d'affaires (hors taxes) de 1,5 milliards de francs au titre de l'exercice 1982 pour la seule société mère, en progression de près de 35 % sur le précédent exercice. Dans le même temps, le groupe Merlin-Gerin a réalisé un chiffre d'affaires (également hors taxes) de 1,5 milliards de francs, en hausse de 28 % sur 1981, le montant des commandes enregistrées atteignant 2,4 milliards de francs. Quant au résultat (avant impôts et intéressement) de la société mère, il devrait atteindre les 140 millions de francs pour Merlin-Gerin S.A. et 180 millions de francs pour le groupe.

INDICES QUOTIDIENS

(INDEX, base 100: 31 dec. 1962)

	- 17 janv.	- 18 janv.
Valeurs françaises	102,8	102,6
Valeurs étrangères	105,8	105,4

C^e DES AGENTS DE CHANGE

	17 janv.	18 janv.
102,9	102,5	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets privés du 19 janvier	12 3/4 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
18 janv.	19 janv.

1 dollar (en yens)	230,60	234,50
--------------------------	--------	--------

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de nos dernières éditions, nous pourrions nous en tenir à ces derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient :

NEW-YORK

Marché lourd

Une série d'éléments défavorables ont pesé sur les cours mardi 18 janvier à Wall Street, où l'indice Dow Jones a perdu 3,16 points à 1 079,65. Sur le plan technique, tout d'abord, le fait que l'indice n'a pu dépasser ni même consolider le niveau des 1 100 a déconcerté les opérateurs.

Sur le plan financier, l'absence de décision sur l'abaissement éventuel du taux d'imposition du Fed et la publication de résultats trimestriels de sociétés souveraines ont continué à exercer une action un peu dépressive. Enfin, l'annonce d'une contraction de 13 % des mises en chantier de logements en décembre 1982 après un bond de 24,7 % enregistré, il est vrai, en novembre, a assombri l'atmosphère, malgré une autre annonce, plus optimiste celle-là, savoir une progression de 0,6 % des revenus personnels des Américains en novembre après un gain de 0,4 % le mois précédent, soit + 6,4 % en un an, contre une augmentation de 11,8 % en 1981.

En conséquence, des ventes bénéficiaires ont fait baisser les cours, modérément trois fois. De nouvelles avances ont été enregistrées, notamment sur A.T.T. (+ 3/4), en flèche actuellement, Eastman Kodak I.B.M. Le volume des transactions s'est contracté à 78,38 millions de titres contre 89,21 millions.

VALEURS	Cours de 17 h.
Alcoa	33 3/4
A.T.T.	38 1/2
Bearing	50 1/4
Chemical Western Bank	50 1/4
Du Pont de Nemours	61 1/4
Eastman Kodak	61 1/4
General Electric	50 5/8
Ford	39
General Electric	38 7/8
General Motors	36 1/8
General Motors	36 1/8
Goodyear	39 3/8
I.T.T.	37 1/2
I.T.T.	25 3/8
Mobil Oil	72 1/4
Rockwell	72 1/4
Schlumberger	33 3/4
Tenneco	33
U.S.A. Inc.	33
Union Carbide	29 7/8
U.S. Steel	44 5/8
Westinghouse	40 3/8
Xerox Corp.	

TRAILOR. - La société américaine
William Incorporated Capital Corporation
offre publique d'achat

de lancer une offre publique d'achat (O.P.A.) simplifiée sur les actions de la société Trailor (premier constructeur français de remorques et semi-remorques) dont elle détient déjà 68,6 % par le biais de la filiale américaine Whalabator Frye Inc., dont Pullman est une filiale. Cette offre, valable à compter du 19 janvier et pendant vingt séances de Bourse, selon la réglementation (c'est-à-dire jusqu'au 15 février 1983 inclus), a été lancée au prix de 200 F par action Trailor (dernier cours : 97 F, au plus bas de l'année). Suscrite depuis le 27 septembre, la cotation de Trailor a repris le 19 janvier.

AMERICAN EXPRESS. — La banque américaine annonce la signature d'un accord entre American Express International Banking Corporation (AEIBC), filiale totalement contrôlée par American Express, et la division bancaire (hôtels, États-Unis) de la banque suisse Trade Development Bank Holding S.A. (T.D.B.H.), dont le contrôle est détenu par M. Edmond Safra. Cette opération évaluée à 550 millions de dollars permettra au groupe American Express, d'étendre son réseau grâce aux agences des deux banques.

BOURSE DE PARIS

Comptant

18 JANVIER

VALEURS		% du cours	% du cours	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
3 %	25 30	0 804	Daguerre	99 90	96	Navig. (Plaz. del	44 70	45	B.N. Mouque	7 25	39510	39510	ICAV		
5 %	30 35	1 406	Dalmeida S.A.	88 90	101	Nicolas	323	345	B.H. Interact.	186	156 60	156 60	Acton France	169 50	181 10
5 % amort. 45-54	110 10	1 432	Dalmeida-Valeat	480	450	Nord	77 50	50	Blackford Inc.	186	156 60	156 60	Adm. Indus.	214 20	224 20
5 % amort. 14-18	112 50	3 814	Dalmeida-Valeat	220 70	224	OP Public	99 90	150	Bell Canada	154	154	154	Adm. Indus. (Bel)	244 20	254 20
5 % amort. 5-6	112 50	3 814	Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	75 20	15	Bouvier	21	42 98	42 98	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24	24	Aéroclat	206 27	216 27
5 % amort. 17-73	3368		Dalmeida-Valeat	220 70	224	Optique	125	125 10	Brascan	24	24				

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour la parution de nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les dernières cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

	Cours	Premier	Dernier	Compt. Premier	Compt. Dernier	VALEURS	Cours précédent	Premier cours
--	-------	---------	---------	----------------	----------------	---------	-----------------	---------------

Year	Value	Price	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost	Cost
------	-------	-------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

[illegible]

ROTT DES CHANG

COTE DES CHANGES		AUX GUICHETS		MONNAIES ET DEVISES	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 18/1	Achat	Vente	
Etats-Unis (S 1)	5 853	6 778	6 480	6 800	Cfr. (à la barre)
Allemagne (100 DM)	283 200	283 320	275	289	Cfr. (à la barre)
Belgique (100 F)	14 433	14 476	12 800	14	Pf. (à la barre)
Payes Bas (100 fl.)	257 040	257 900	251	263	Pf. (à la barre)
Denemark (100 kr.)	80 570	80 540	75	82	Pf. (à la barre)
Norvège (100 kr.)	80 730	80 580	83	88	Soum.
Grèce (100 dr.)	10 418	10 065	10 150	10 650	Pf. (à la barre)
France (100 francs)	8 005	8 005	5 500	5 200	Pf. (à la barre)
Italie (100 li.)	4 638	4 935	4 750	5 000	Pf. (à la barre)
Suisse (100 fr.)	244 880	345 565	335	35	Pf. (à la barre)
Autriche (100 sch.)	92 100	92 660	88	95	Pf. (à la barre)
Portugal (100 esc.)	40 360	40 400	39 400	41 100	Pf. (à la barre)
Espagne (100 pes.)	5 327	5 350	5 800	5 900	Pf. (à la barre)
Portugal (100 esc.)	6 880	7 135	5 800	6 700	Pf. (à la barre)
Canada (100 can.)	5 466	5 520	5 280	5 530	Pf. (à la barre)
Japan (100 yen)	2 901	2 928	2 780	2 920	Pf. (à la barre)

كتاب من الأدب

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉMOCRATIE : « Le songe de Montaigne », par Philippe de Latour ; « Le choix civil », par Pierre Drouin ; « Faut-il maintenir la fonction de premier ministre ? », par Daniel Aronson ; « L'utopie fraternelle », par Gabriel Gosselin.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
— La fin du troisième voyage présidentiel en Afrique.
4. AFRIQUE
5. EUROPE
6. ASIE
— Inde : le pouvoir central reprend les négociations avec les autonomistes sikhs.
6-7. AMÉRIQUES
— Chili : première grève « sauvage » depuis 1973.

POLITIQUE

8. Les rencontres nationales des « acteurs du changement » s'ouvrent jeudi à Paris.
9. La préparation des élections municipales.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : trois nominations au Collège de France.
— SCIENCES
11. MÉDECINE : « L'année cancer » (II), par le professeur Maurice Tubiana.
— Un médicament neurologique français à l'origine de cinq décès.
12. SÉCURITÉ : le gouvernement reprend à son compte les propositions des maires.
— JUSTICE
— SPORTS.

LE MONDE
DES ARTS
ET DES
SPECTACLES

13. Rétrospective René Clair à la Cinéma-thèque.
14. Avant le XVII^e MIDEAM à Cannes : trois chanteurs par eux-mêmes.
15. Entretien avec le cinéaste Raoul Ruiz ; « Les Trois Mousquetaires » de Marcel Maréchal.
16. « Formes », par J.-M. Dunoyer ; une sélection.
17 à 19. Programmes des expositions et des spectacles.
20. VU : plaisir d'enfant, désirs de femmes.

SUPPLÉMENT

- 21 à 24. RÉSEAUX CÂBLÉS À LA FRANÇAISE : « La voie royale et la porte étroite », par Jean-François Lacan ; « Les enjeux de la télédiffusion », par Georges Filloud.

ÉCONOMIE

30. La situation économique et sociale chez Renault.
— SOCIAL
31. AFFAIRES.
— AGRICULTURE : le conflit entre l'Europe et les États-Unis.
— COMMERCE INTERNATIONAL.
32. MONNAIES.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS
« SERVICES » (29) :
La Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Météo croisés.
Annonces classées (25 à 28) ; Carnet (28) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 19 janvier 1983 a été tiré à 512 512 exemplaires.

13 Ordinateurs
domestiques

Prix charter Duriez
Ces incroyables outils d'enseignement, jeux, gestion, calcul, finance, travail, mémoire, musique, sont au Quartier latin chez Duriez, champion des ordinateurs et calculateurs pour tous.

Texas Instruments, Commodore, Casio, Hewlett Packard, Sharp, Thomson, Atari, Epson, Sanyo, de 950 à 7.500 F TTC.

Chez Duriez, des conseils et des déconseils, avec catalogues-bancs d'essai gratuits, bibliothèques de programmes et accessoires. Prix charter toutes taxes incluses.

Duriez, 132, bd St-Germain, Paris-6^e. M^o Odéon, St-Michel. Mardi au samedi 9 h 35 - 19 h.

A B C D F G H

Par la prise de contrôle de Colas et de la Sacer

La SCREG devient la première
entreprise française de travaux publics

La SCREG (Société chimique routière d'entreprise générale), en rachetant au groupe financier familial Raveau-Cartier sa participation majoritaire (65,04 %) dans la Société d'investissement de travaux publics (S.I.T.P.), holding de la Routière Colas et de la Sacer (Société anonyme pour la construction et l'entretien des routes), devient la première entreprise française de travaux publics, avec un chiffre d'affaires qui dépassera 20 milliards de francs en 1982. Ainsi se trouve démantelée la Société générale d'entreprises (S.G.E.), filiale de la C.G.E. qui, il y a tout juste un an (le Monde du 15 janvier 1982), était devenue le numéro un des travaux routiers en rachetant Cochery.

Les grandes manœuvres pour la conquête de la taille internationale continuent dans les travaux publics. Si les autorités boursières et les pouvoirs publics en sont d'accord, la SCREG sera demain le premier groupe français de travaux publics, avec un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards de francs, dont 40 % hors de nos frontières, employant près de soixante-dix mille personnes.

Par le biais de sa nouvelle filiale, la Société d'investissement de travaux publics (S.I.T.P.), dont il possède 65 %, aux côtés de la Shell française (qui conserve ses 35 %), le groupe SCREG sera le véritable patron de la Routière Colas et de la Sacer (Société anonyme pour la construction et l'entretien des routes). La S.I.T.P. détient en effet 58,20 % de Colas et 41,47 % de la Sacer.

Ainsi s'ajoutent aux 10 milliards de francs de chiffre d'affaires de la SCREG, les 9 milliards de francs escomptés en 1982 de Colas et le milliard et demi de la Sacer. Mais le chiffre d'affaires n'est pas tout. Si la Sacer enregistre des résultats satisfaisants (5,9 millions de francs de bénéfice net en 1981 pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliards de francs), Colas en revanche connaît, depuis deux ans au moins, une nouvelle vague de difficultés. Les comptes de 1981 se sont en effet soldés par une perte consolidée de 59,3 millions de F pour un chiffre d'affaires de 7,6 milliards de F. Pour 1982, le groupe annonçait une nouvelle aggravation de sa situation,

avec une perte globale sur l'exercice comparable à celle de 1981, malgré un chiffre d'affaires atteint de 9 milliards de F. L'arrêt de chantiers au Nigeria, la défaillance d'un associé local sur un barrage à Terre-Neuve, la perturbation par des grèves de la construction d'une cimetière en Algérie et enfin la récession du marché intérieur français expliquent, selon les dirigeants de la société routière Colas la persistance de ces mauvais résultats.

Pour la SCREG, le chiffre d'affaires de 10 milliards de F (dont 40 % à l'étranger, la moitié de ceux-ci étant réalisés en Afrique) a été dégagé pour l'exercice clos à fin juin 1982 un bénéfice net de 75 millions de F. On peut imaginer que la SCREG, dont l'activité se partage entre trois grands secteurs (le génie civil avec dragages et travaux publics, les travaux routiers avec la SCREG-routes, l'établi et la construction métallique avec SMAC-ACIEROÏD) voit dans cette prise de contrôle son renforcement dans les travaux routiers — où elle devient le numéro un — ainsi qu'une bienvenue complémentarité à l'étranger, où elle s'arme en outre d'une puissance comparable à celle des grosses sociétés allemandes ou britanniques.

On ignore encore le prix de cession, tout comme la manière que choisira la SCREG pour en assurer le financement.

JOSÉE DOYÈRE.

La baisse du mark et du yen
favorise la remontée du dollar : 8,85 F

Un très vif mouvement de bascule est en train de se produire sur les marchés des changes, où la baisse du dollar, assez vive au début janvier, s'est interrompue pour faire place à une remontée assez spectaculaire.

Revenu à 2,32 DM, 6,60 F et 238 yen le 10 janvier dernier, le cours de la monnaie américaine s'est lentement redressé pour bondir, en deux jours, à 2,42 DM, 6,85 F et 236 yen, soit une hausse de près de 4 %.

A vrai dire, cette remontée est due bien davantage au repli du mark et du yen qu'à un regain de santé du « billet vert ». Certes, le mouvement de baisse des taux s'est arrêté aux États-Unis, où l'espoir de voir la Réserve fédérale réduire à nouveau son taux d'escompte n'a pas encore été comblé, ce qui rend

plus attrayants les placements en euros et dollars. Mais, depuis quelques jours, le mark est victime des craintes que suscite, auprès des milieux financiers allemands, la possibilité d'une victoire des sociaux-démocrates (S.P.D.) aux élections législatives de R.F.A. en mars prochain. En outre, le spectre d'une alliance électorale entre le S.P.D. et les Verts remplit d'inquiétude nombre de possesseurs d'outre-Rhin, notamment les petits industriels et les commerçants. Le résultat est qu'une entrée massive de capitaux allemands a été notée en Suisse, en particulier, aux dépens du mark.

Sur le marché des changes, ce nouveau comportement de la monnaie germanique, jusqu'à présent très forte, a été interprété très vivement par l'attitude des opérateurs, qui s'étaient portés vendeurs en dollars et acheteurs en marks, et aussi en yen. Prenant peur, ils inversent leurs positions et rachètent le dollar, d'où la hausse accélérée de ce dernier.

Micro-informatique :
DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10000 F et 60000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de P.M.E., professionnels libéraux, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION informatique, spécialisée dans l'actualité sur les micro-ordinateurs et leurs programmes est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION informatique, spécialisée dans l'actualité sur les micro-ordinateurs et leurs programmes est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

Dernières nouveautés, expositions, bourses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinze un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

DECISION
10 FF chez votre marchand de journaux.
Abonnement : 195 FF (22 numéros).
5, place du Colonel Fabien 75491 Paris Cedex 10.

A BORDEAUX

L'inéluctable inculpation de M. Papon

Présumé innocent, partiellement absous par un « jury d'honneur » composé de résistants, M. Maurice Papon ne pouvait néanmoins échapper à une inculpation. Ainsi le veut la loi, comme l'a rappelé, visiblement irrité par les propos de l'ancien ministre, M. Jean-Claude Nicod, le juge d'instruction bordelais chargé de cette affaire.

En réclamant dans une lettre publiée par le Figaro, une inculpation qu'il savait inéluctable, celui qui fut sous l'occupation secrétaire général de la préfecture de la Gironde a cherché à tromper son monde. C'est ce que dit, en termes plus directs que M. Nicod, l'association des familles des victimes, constituée après la révélation par le Canard enchaîné du rôle de l'ancien ministre dans la déportation de 1 680 juifs.

Convoqué ce mercredi 19 janvier dans le bureau de M. Nicod, au premier étage du palais de justice de Bordeaux, M. Papon a partiellement atteint son but. Il n'est que d'entendre ou de lire les commentaires de certains organes d'information après cette « demande d'inculpation ».

Comme l'explique M. Nicod, il était inévitable de ne pas inculper une personne aussi gravement mise en cause, cela pour lui permettre d'avoir accès au dossier, donc de se défendre normalement. En même temps, l'inculpation de M. Papon est une étape sur un chemin qui risque

rait de le conduire devant une cour d'assises. Elle signifie que la justice a des doutes sur son rôle sous l'occupation et que, désignant la « sentence » rendue il y a treize mois par le « jury d'honneur » constitué à la demande de l'ancien ministre, elle veut y regarder de près.

Ainsi la justice suit-elle son cours tandis que M. Papon l'accuse : en termes voilés de politisation, s'étonnant de la coïncidence de son inculpation avec les prochaines élections municipales auxquelles il a renoncé à se présenter comme maire sortant de Saint-Amand-Montrond (Cher).

« Ministre R.P.R. du président Giscard d'Estaing dans le gouvernement de Raymond Barre », comme il le souligne dans sa lettre au Figaro, appelant ainsi à la rescousse les trois chefs de file de l'opposition, M. Papon encoûte plus que la justice qu'il a travaillé dans la sévérité, la rigueur de la politisation. Ce n'est pas parce que les municipales approchent que M. Papon est inculpé, mais parce que l'état d'avancement du dossier le permet. Ce n'est pas non plus parce que M. Nicod est membre du Syndicat de la magistrature qu'il a été chargé de ce dossier, mais parce qu'en tant que doyen, des juges d'instruction les plaintes de ce genre lui sont automatiquement confiées. Ainsi va la justice quand elle ne se laisse ni influencer ni manœuvrer. — B.-L. G.

LA SITUATION AU LIBAN

Le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge de six mois
le mandat de la FINUL

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé mardi soir 18 janvier par 13 voix et 2 abstentions, celles de l'URSS et de la Pologne, pour six mois, jusqu'au 19 juillet, le mandat de la Force intermédiaire des Nations Unies au Liban (FINUL), sans en changer les modalités. La prolongation de ce mandat pour une durée de six mois — le précédent n'avait été accordé que pour trois mois — constitue un geste symbolique à l'égard du gouvernement libanais, qui souhaite voir la FINUL jouer à l'avenir un plus grand rôle pour l'aider à restaurer son autorité.

Le Liban avait également souhaité une modification du mandat de la FINUL afin de permettre le déploiement de quelque sept mille hommes de cette force sur l'ensemble de son territoire, une fois assurée l'évacuation de toutes les forces étrangères. Mais les membres du Conseil de sécurité et le secrétaire d'Etat de l'ONU ont jugé qu'il était prématuré de modifier dès à présent le mandat de la FINUL, tant que l'on ne connaîtrait pas l'issue des négociations libano-Israéliennes.

Au Liban, les accrochages entre miliciens chrétiens et druzes se sont poursuivis mardi dans les collines au sud de Beyrouth et dans les montagnes du Chouf. Selon le correspondant de l'Associated Press, qui se trouvait à l'aéroport international de Beyrouth, des obus et des roquettes sont tombés à deux kilomètres à peine des positions occupées par les « marines » américains.

D'autre part, pour la première fois, M. Fayyad Arslane, fils du chef du clan druze des Yazbecki, traditionnellement rival de celui des Jomblatti, a rejoint sur les Forces libanaises la responsabilité de la violence dans la montagne.

Cette décision du ministère de l'orientation islamique a été prise à la suite de la diffusion par l'ass d'un article daté de Tébérân mettant en cause les autorités iraniennes pour les incidents qui se sont produits le 27 décembre devant l'ambassade d'U.R.S.S. à Tébérân.

Des réfugiés afghans avaient essayé de pénétrer dans l'ambassade et avaient détruit un drapeau soviétique dont ils s'étaient emparés. « Cette action antisoviétique a eu lieu avec la complicité évidente des autorités iraniennes », avait notamment écrit l'agence Tass. — (A.F.P.)

RANK XEROX

« Une certaine idée de l'Europe »
en page 34

En U.R.S.S.

L'HISTORIEN CONTESTATAIRE
ROY MEDVEDEV
EST INCULPÉ POUR
« MÉNÉES ANTISOVIÉTIQUES »

L'historien contestataire Roy Medvedev a été convoqué, le mardi 18 janvier, par l'adjoint du procureur général. En présence d'un représentant du K.G.B., M. Medvedev a été informé qu'il était inculpé en vertu de l'article 70 du code pénal pour « menées antisoviétiques ».

L'adjoint du procureur lui a précisé qu'étaient ainsi visés « plusieurs articles de journaux », « des conférences », l'acte d'inculpation, M. Roy Medvedev a refusé et a précisé par écrit qu'il n'avait fait que son travail d'historien.

Ces informations ont été données à la presse ce mercredi par le frère de M. Medvedev, Jaurov, qui vit à Londres et qui a été déchu de sa nationalité. Mercredi matin, le téléphone de M. Medvedev avait été coupé.

M. Roy Medvedev, proche du pouvoir du temps de Khrouchchev, ne s'est jamais défini comme un dissident, mais comme un opposant socialiste. Il a copié de nombreux ouvrages historiques à la période de Staline. Sa dernière étude sur M. « K » vient d'être publiée en Italie, en R.F.A. et en Grande-Bretagne.

Mort

d'Armand Bachetier

Armand Bachetier, correspondant à Paris depuis 1961 de la Radio-Télévision belge francophone (RTBF), est mort brutalement mardi 18 janvier à l'hôpital Antenne-Pari de Boulogne (Hauts-de-Seine). On lui avait été transporté le mercredi précédent, après avoir été victime d'un malaise dans un restaurant.

Àgé de cinquante-cinq ans, Armand Bachetier avait passé à Londres les dernières années de sa vie. Ayant très vite commencé sa carrière de journaliste, il accompagnait en cette qualité la 2^e D.B. du maréchal Leclerc.

Homme d'une grande générosité, journaliste d'une vivacité remarquable, informé de tout, il a contribué au rayonnement de la France en Belgique.

« Pêche : accord communautaire en vue » — Les bases d'un accord sur une politique commune de la pêche ont été trouvées le 18 janvier à Bonn au cours d'une rencontre entre le président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E., M. Hans-Dietrich Genscher, le chef de la diplomatie danoise, M. Ejler Ellemann-Jensen, et le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn.

« Les autorités du Chili ont autorisé mardi 18 janvier un journaliste chilien, M. José Maldonado, qui était retenu au Chili, à quitter le pays et à regagner la France, où il vit habituellement. Le journaliste, qui s'était rendu, le 14 décembre dernier à Santiago pour passer les fêtes de Noël en famille, s'était vu retirer son passeport. M. Maldonado avait été condamné en mai 1980 à une peine de deux ans de prison pour infraction à la loi sur la sécurité de l'Etat. Cette peine avait été commuée en bannissement et avait expiré en mai 1982. — (A.F.P.)

A partir du 20 Janvier
à 9 h

Soldes
annuels

la grande
maroquinerie
de Paris

RIVES

156, rue de Rivoli
Métro : Louvre